

ANNEXE I

LEXIQUE



LEXIQUE

- ➔ **Assainissement individuel - assainissement autonome** : il s'agit des ouvrages de traitement des eaux usées domestiques sur les lieux mêmes où elles sont produites (parcelle attenante à l'habitation ou voisine) ; les filières se composent d'un système de prétraitement anaérobie (sans oxygène) = fosse toutes eaux (ou fosse septique + bac séparateur de graisses) suivi d'un système d'épandage sur le sol en place ou reconstitué (épandage souterrain, filtre à sable, tertre d'infiltration...).
- ➔ **Assainissement collectif** : désigne l'ensemble des équipements assurant la collecte, l'épuration et l'évacuation des eaux usées domestiques des habitations raccordées au réseau public d'assainissement ; la collecte peut être effectuée au moyen d'un réseau unitaire ou séparatif ; l'épuration est réalisée par lagunage, station d'épuration à boues activées, lits d'infiltration-percolation, filtres plantés de roseaux ou systèmes comparables aux dispositifs d'épuration individuels (épandage souterrain, filtre à sable, tertre d'infiltration) mais dimensionnés à l'échelle de la collectivité.
- ➔ **Equivalent-habitant (E.H.)** : norme de référence caractérisant la pollution moyenne émise par un habitant et définie par les paramètres suivants :
 - 150 l/j en volume d'effluents
 - 100 g/j de matières en suspension (MES)
 - 60 g/j de matières organiques dégradables par voie biologique (DBO5)
 - 120 g/j de matières organiques dégradables par voie chimique (DCO)
 - 15 g/j d'azote organique et ammoniacal (NTK)
 - 4 g/j de phosphore total (PT)
- ➔ **Eaux ménagères (E.M.)** : eaux de salle de bains, de cuisine, de machines à laver.
- ➔ **Eaux vannes (E.V.)** : eaux de WC seulement.
- ➔ **Eaux usées (E.U.)** : eaux ménagères + eaux vannes.
- ➔ **Fosse septique** : fosse réservée aux seules eaux vannes (WC).
- ➔ **Fosse toutes eaux** : fosse permettant le prétraitement de toutes les eaux usées domestiques (eaux de cuisine, lave linge, salle de bains et WC).
- ➔ **Bac dégraisseur** : ce dispositif totalement étanche est destiné à la rétention des graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères issues de la cuisine, salle de bains, ou machine à laver...).
- ➔ **Filtre à sable vertical** : dispositif d'épuration des effluents par épandage sur lit de sable, drainé ou non à la base selon la perméabilité du sol.
- ➔ **Tertre d'infiltration** : dispositif d'épuration de même principe que le filtre à sable mais placé au-dessus du terrain naturel.
- ➔ **Filtre à zéolithe** : dispositif dit "compact" dont l'installation demande peu de surface disponible par rapport à une filière traditionnelle (moins de 15 m²) ; filière autorisée seulement avec une fosse toutes eaux de 5 m³ et pour une habitation de 5 pièces maximum.
- ➔ **Filtre bactérien percolateur** : dispositif de la taille d'une fosse toutes eaux dont le rôle est de compléter l'épuration des eaux usées dans le cas où il n'y a pas de surface disponible pour implanter une filière traditionnelle ou "compacte". Ce dispositif n'étant pas reconnu comme dispositif d'épuration proprement dit, il nécessite une dérogation préfectorale.
- ➔ **Réseau unitaire** : réseau de collecte commun aux eaux usées et aux eaux pluviales.
- ➔ **Réseau séparatif** : réseau de collecte distinct pour les eaux usées et pour les eaux pluviales.
- ➔ **Exutoire** : ouvrage ou élément naturel (fossé, ruisseau, nappe, puits d'infiltration) utilisé pour l'évacuation des effluents.

ANNEXE II

ASSAINISSEMENT AUTONOME

*(principe des différentes filières –
schémas types des filières –
bordereau de prix)*



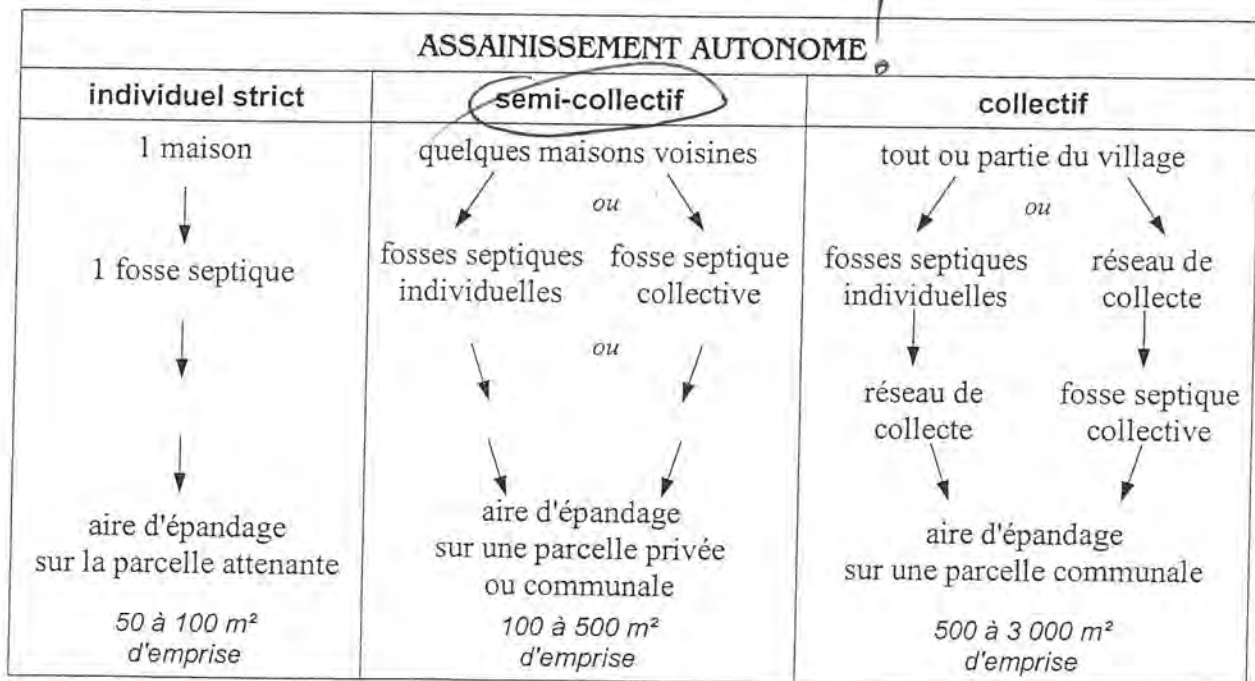
FILIÈRES D'ASSAINISSEMENT AUTONOME

♦ L'assainissement autonome consiste à utiliser le **sol naturel** – ou un substitut, en l'occurrence du **sable fin** – comme **filtre épurateur** : le sol (ou le sable) retient, d'une part, certaines particules organiques en suspension, et sert, d'autre part, de support aux colonies bactériennes qui ont pour rôle de détruire ou fixer les germes pathogènes et d'absorber ou transformer l'essentiel des éléments minéraux (principalement, dérivés azotés ou phosphatés) contenus dans les effluents domestiques.

Rappelons certaines conditions impératives pour la bonne efficacité de l'épuration par le sol :

- réception uniquement des eaux usées domestiques (WC, bains, cuisine) à l'exclusion de toutes eaux pluviales (gouttières, chaussées) ;
- **prétraitement obligatoire par fosse septique** (décantation, liquéfaction des matières, fermentation) et, dans certains cas (par exemple, pour les cuisines collectives qui produisent beaucoup d'eaux grasses), à l'aide d'un séparateur à graisses ;
- maintien de conditions compatibles avec la vie biologique dans le lit filtrant, c'est-à-dire un milieu **non asphyxiant et non saturé d'eau** : le dispositif ne doit pas être compacté ni imperméabilisé en surface (exclure les sites en fond de vallée) ; il doit rester relativement superficiel.

♦ L'assainissement autonome convient aussi bien à des installations strictement individuelles qu'à des installations collectives (en jouant sur le dimensionnement) ; d'où plusieurs cas de figure.



♦ Différentes techniques permettent de s'adapter aux particularités du site : nature et épaisseur du sol, présence ou non d'un niveau imperméable, d'une nappe phréatique, pente, sous-sol rocheux^(*), etc. Elles s'articulent autour de deux grands principes :

- **filtration** : utilisation du sol en place ou substitution par un lit de sable,
- **évacuation** : dispersion naturelle des eaux épurées dans le sous-sol ou récupération à la base par drainage et rejet dans le milieu superficiel.

Les filières d'assainissement se résument à deux grands types :

- l'épandage par **tranchées d'infiltration**
- l'épandage sur **filtre à sable**

et plusieurs sous-types selon la nécessité ou non de drainer, la disposition par rapport à la pente, les cotes de rejet des effluents...

I. LES DISPOSITIFS DE PRÉTRAITEMENT

1 - La fosse toutes eaux

La fosse toutes eaux est constituée d'une cuve étanche spécifiquement aménagée pour assurer une rétention maximale des matières décantables et des graisses véhiculées par les eaux usées domestiques.

Dans cet ouvrage de prétraitement, deux types de phénomènes interviennent :

- **la décantation** : un phénomène physique de séparation permettant aux graisses plus légères de flotter en surface pour former "le chapeau", et aux particules lourdes de sédimenter et de s'accumuler pour former les boues. La fosse toutes eaux est un excellent dégraisseur, son volume important permet un abaissement rapide de la température des graisses. Elle a l'avantage d'éviter la mise en place d'un bac à graisse dont le nettoyage périodique est souvent oublié.
- **la digestion** : un phénomène biologique de fermentation anaérobie des dépôts. Il en résulte une diminution des boues de fond.

NB : Le préfiltre est destiné à piéger les fuites de boues provenant des dispositifs de prétraitement. Il a un rôle de "fusible" en cas de mauvais fonctionnement ou d'absence d'entretien des systèmes situés en amont, en évitant le colmatage des installations de traitement. Il est souvent intégré dans les fosses toutes eaux actuellement commercialisées.

Nombre de pièces principales *	Volume minimum de la fosse
jusqu'à 5	3 m ³ (3 000 l)
par pièce supplémentaire	+ 1 m ³

Une vidange doit être réalisée au minimum au moins tous les 4 ans par une entreprise spécialisée.

2 - La fosse septique

Une fosse septique est un ouvrage parfaitement étanche assurant un prétraitement des eaux vannes d'une habitation. Ce type d'ouvrage n'est plus autorisé pour les nouvelles habitations, et ne peut être utilisé que dans le cas de réhabilitation d'installation existantes.

Comme pour la fosse toutes eaux, deux types de phénomènes interviennent :

- un phénomène physique de séparation permettant aux graisses plus légères de flotter en surface pour former "le chapeau", et aux particules lourdes de sédimenter et de s'accumuler pour former des boues.
- un phénomène biologique de fermentation anaérobie. Il en résulte une diminution des boues décantées.

Nombre de pièces principales *	Volume minimum de la fosse
jusqu'à 5	1,5 m ³ (1 500 l)
par pièce supplémentaire	+ 0,5 m ³

Une vidange doit être réalisée au minimum au moins tous les 4 ans par une entreprise spécialisée.

3 - Le bac à graisses.

Ce dispositif totalement étanche est destiné à la rétention des graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères (eaux de cuisine, salle de bain, machine à laver...).

En cas de traitement séparé des eaux vannes et des eaux ménagères lié à une réhabilitation, le prétraitement des eaux ménagères doit être assuré soit par un bac à graisse soit par une fosse septique.

(*) nombre de pièces principales = nombre de chambres + 2

De manière générale, lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles d'obstruer les canalisations, un bac à graisses sera interposé sur l'évacuation des eaux de cuisine.

Compte tenu des contraintes d'entretien, ce dispositif doit être limité à des configurations particulières (exemple : éloignement de la fosse toutes eaux par rapport à l'habitation).

Type d'effluents	Volume minimum en litres
Eaux de cuisine seules	200 l
Ensemble des eaux ménagères	500 l

La fréquence habituelle de vidange varie suivant l'utilisation de l'habitation. Elle varie d'une à plusieurs fois par an.

II. LES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

1 - L'épandage souterrain par tranchées d'infiltration à faible profondeur

Son principe repose sur **l'infiltration et l'épuration des eaux usées dans un sol ni trop perméable** (sol sableux), **ni trop imperméable** (sol argileux) et **non hydromorphe**, suivie par la dispersion des eaux épurées dans un sous-sol perméable.

Ce dispositif convient donc aux sols meubles, suffisamment épais (1 m minimum), à texture équilibrée (à l'optimum : argile, limon et sable en parts égales), à bon ressuyage naturel et sans nappe avant 1 m 50 de profondeur. L'infiltration ne doit pas être trop rapide pour que l'épuration par les micro-organismes du sol ait le temps de se produire.

Des tranchées, larges de 50 à 60 cm, profondes de 50 à 80 cm, sont disposées parallèles entre elles. Un tuyau rigide perforé dans chacune d'elles assure la répartition des effluents ; celui-ci est enrobé de graviers puis recouvert de terre végétale. L'espacement entre les tranchées (1 m minimum) est augmenté si le terrain est pentu.

La longueur totale de tranchée dépend du volume d'effluents à traiter (donc du nombre d'équivalents-habitants) et de la perméabilité du sol (les tests de percolation renseignent sur la faisabilité de cette technique d'épandage et sur le linéaire de tranchées d'infiltration à retenir).

2 - Les filtres à sable

Lorsque le sol en place est inapte à l'épuration/infiltration, qu'il soit imperméable ou, à l'inverse, trop perméable ou trop peu épais, on lui substitue un lit de sable filtrant épais de 35 à 70 cm selon que le cheminement des effluents est horizontal ou vertical.

2.1 - FILTRE À SABLE VERTICAL NON DRAINÉ

Un lit filtrant de 70 cm de sable fin (mis en place dans une fouille en excavation) remplace le sol en place. La répartition des effluents se fait par un réseau maillé de tuyaux perforés au-dessus du lit de sable. **Le sous-sol**, doit être, dans ce cas, **suffisamment perméable** pour assurer l'évacuation et la dispersion des eaux après épuration.

Ce dispositif s'emploie généralement lorsque le sol est trop peu épais et repose sur une roche fissurée (*par exemple, le calcaire dur*) : un épandage souterrain par tranchée permettrait la dispersion des effluents mais non leur épuration.

Grâce à la faible emprise requise, il peut aussi remplacer l'épandage souterrain lorsque l'on manque de surface disponible.

2.2 - TERTRE D'INFILTRATION

Le lit filtrant est installé **au-dessus du terrain naturel** (en tertre) dans deux cas de figure :

- si le sol est, comme dans le cas précédent, **trop peu épais et/ou trop perméable** et qu'il y a **de la pente** ; le tertre d'infiltration sera semi-enterré et l'arrivée des effluents se fera par écoulement gravitaire (*ce système évite un terrassement difficile dans la roche dure*) ;
- si **le terrain est perméable** mais **renferme une nappe phréatique circulante** ; le tertre émergera totalement et devra être alimenté par **un poste de relèvement**, à moins que la maison soit bâtie sur un terre-plein permettant un écoulement gravitaire des eaux usées.

A ces différences près, le principe et la mise en œuvre sont identiques à ceux du filtre à sable vertical.

2.3 - FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINÉ

Lorsque **le milieu est imperméable** (*), le sol doit être remplacé par un lit filtrant de sable fin (70 cm, en excavation) ; **un drainage à la base** doit, par ailleurs, collecter les eaux épurées pour les rejeter vers l'extérieur (fossé, rivière, égout pluvial ..., éventuellement puits d'infiltration si l'on retrouve, plus en profondeur, un sous-sol perméable).

Souvent des eaux externes (ruissellement superficiel, circulations souterraines) risquent de saturer le filtre à sable : il faut s'en prémunir par des tranchées gravillonnées drainantes en ceinture ou un film imperméable sur le fond et le pourtour du lit filtrant.

Le principe d'épandage est identique à celui décrit en 2.1, si ce n'est qu'on y ajoute des drains collectant les effluents après épuration.

2.4 - FILTRE À ZÉOLITES (FILTRE COMPACTE)

Ce dispositif d'assainissement individuel est une alternative aux filières traditionnelles (filtre à sable ou tranchée d'infiltration) car elle présente l'avantage d'occuper une emprise très réduite (inférieure à 15 m²).

Cette filière est composée d'une fosse septiques toutes eaux de 5 m³ et d'un filtre compact de 5 m².

Le principe de fonctionnement est le même que celui d'un filtre à sable traditionnel.

Cette filière n'est autorisée par la réglementation en vigueur que pour des habitations de 5 pièces principales au plus. Elle a été conçue et dimensionnée pour recevoir en permanence les effluents de 7 E.H. avec des pointes ponctuelles possibles de 14 E.H..

3 – Filtre bactérien-percolateur (filière dérogatoire)

Ce dispositif n'est à préconiser que pour les habitations qui ne disposent pas de surface suffisante pour installer une filière d'assainissement traditionnelle. Il se situe en aval de la fosse toutes eaux, et assure l'épuration biologique des effluents prétraités. Son implantation est soumise à une autorisation des autorités sanitaires et l'évacuation ne peut se concevoir qu'en milieu peu sensible ou en rivière à forte dilution. L'arrêté du 6 mai 1996 ne mentionne pas ce dispositif parmi les procédés et filières de traitement préconisés en assainissement autonome. C'est pourquoi il est réservé à la réhabilitation.

L'effluent provenant de la fosse toutes eaux est distribué sur toute la surface du filtre. Il ruisselle sur le lit de pouzzolane qu'il traverse par percolation pour s'évacuer en partie basse. Une oxygénation intense par tirage naturel est nécessaire au maintien et au développement de la flore aérobie qui se nourrit des polluants véhiculés par les liquides. Elle conditionne le bon fonctionnement du filtre bactérien et son efficacité. Prévoir une prise d'air frais du côté sortie et une extraction haute côté entrée, à prolonger au dessus du faitage des habitations. Ainsi toute la masse des matériaux est oxygénée.



(*) également, quelle que soit la nature du sol, lorsqu'on souhaite recueillir les effluents pour en contrôler la qualité, par exemple à proximité d'un captage d'eau potable.

FOSSE SEPTIQUE TOUTES EAUX

Principe :

La fosse septique n'est pas une filière de traitement. Elle permet un traitement préliminaire en assurant deux fonctions :

→ une fonction physique :

rétention des matières solides donnant en sortie de fosse un effluent totalement liquide, évitant le colmatage de la filière à l'aval. Il s'agit d'une séparation gravitaire des particules solides entre flottation (formation d'un chapeau de graisses) et sédimentation (formation d'un lit de boues).

→ une fonction biologique :

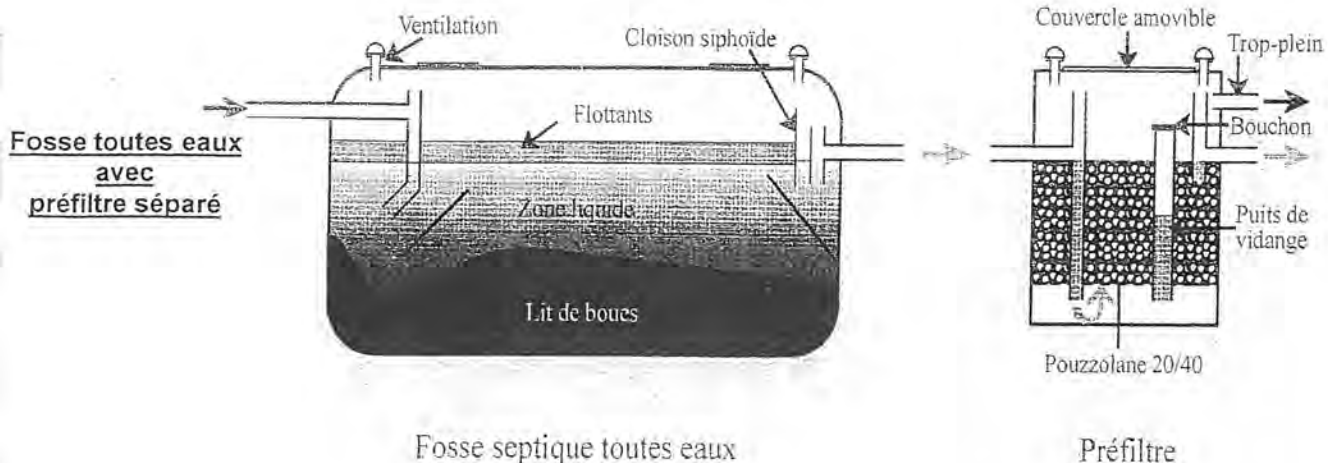
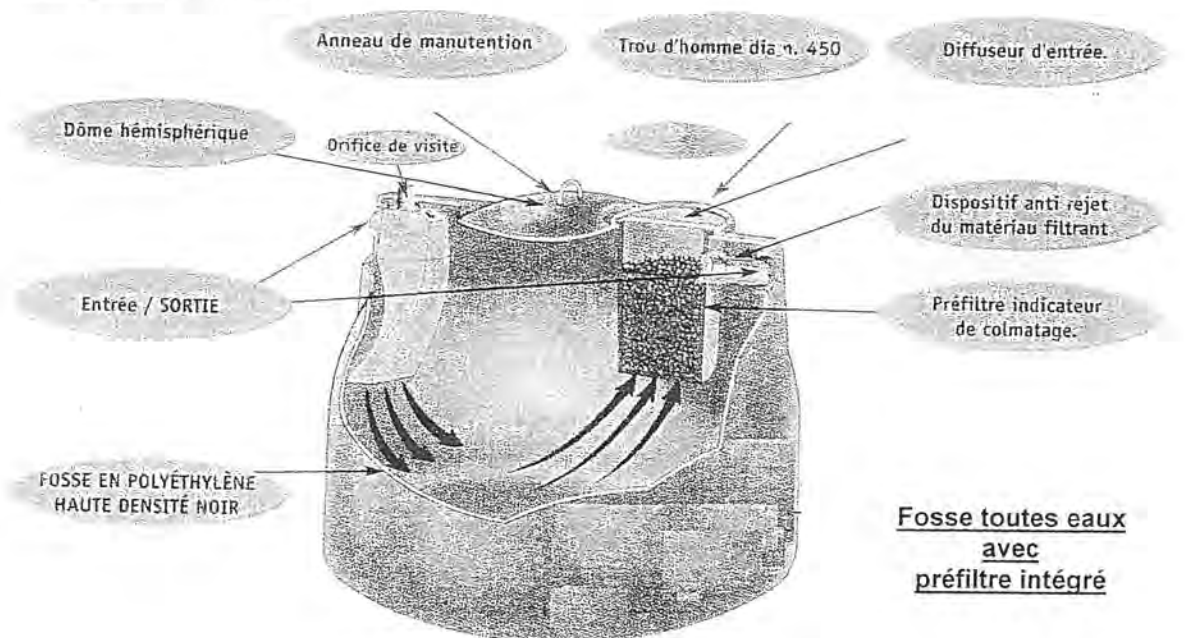
la liquéfaction des matières solides retenues dans la fosse s'accompagnant d'une production de gaz par digestion anaérobie. Le temps de séjour des effluents doit être d'au moins 3 jours.

Elle comprend :

- une fosse d'un volume minimal de 3 m³
- une ventilation des gaz de fermentation
- généralement un préfiltre intégré (300 l)

Exploitation : vidange 1 fois / 4 ans, au minimum

Schéma de principe :



BAC A GRAISSES

(Cf. Arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques)

Fonctionnement :

Ce dispositif totalement étanche est destiné à la rétention des graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères (eaux de cuisines, salle de bains, machine à laver...).

En cas de traitement séparé des eaux vannes et des eaux ménagères lié à une réhabilitation, le prétraitement des eaux ménagères doit être assuré soit par un bac à graisse soit par une fosse septique.

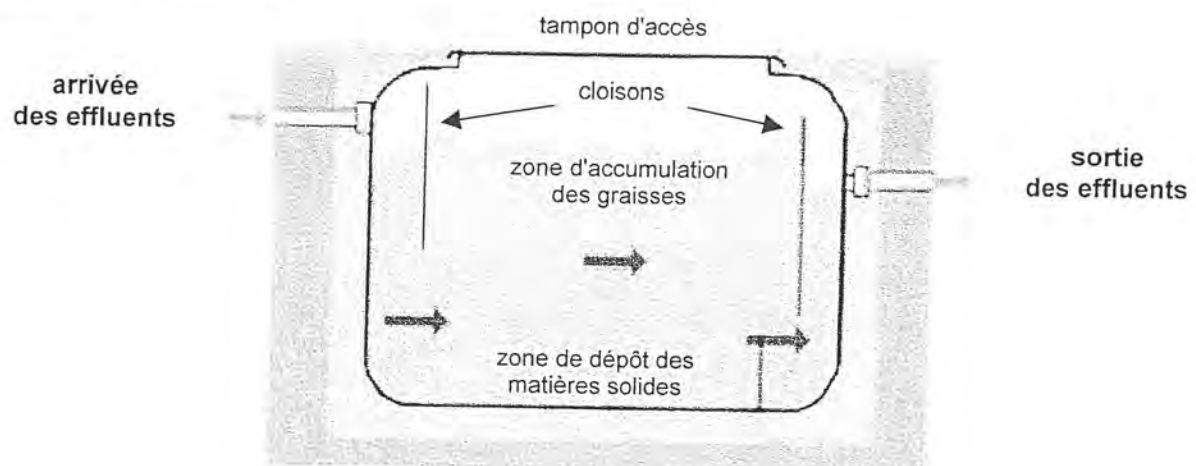
De manière générale, lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles d'obstruer les canalisations, un bac à graisses sera interposé sur l'évacuation des eaux de cuisine.

Compte tenu des contraintes d'entretien, ce dispositif doit être limité à des configurations particulières (exemple : éloignement de la fosse toutes eaux par rapport à l'habitation).

Type d'effluents	Volume minimum en litres
Eaux de cuisine seules	200 l
Ensemble des eaux ménagères	500 l

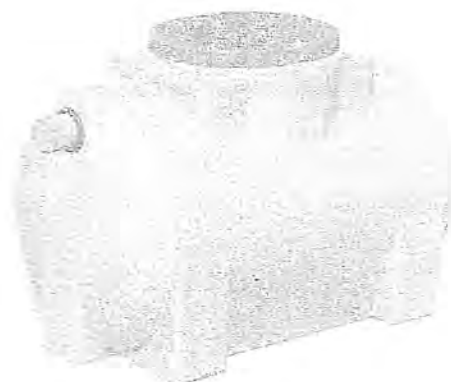
La fréquence habituelle de vidange varie suivant l'utilisation de l'habitation. Elle varie d'une à plusieurs fois par an. Elle est conseillée dès que la couche de graisses dépasse 15 cm

Schéma de principe :



Modèle 200 l.

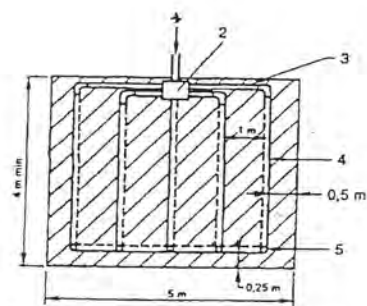
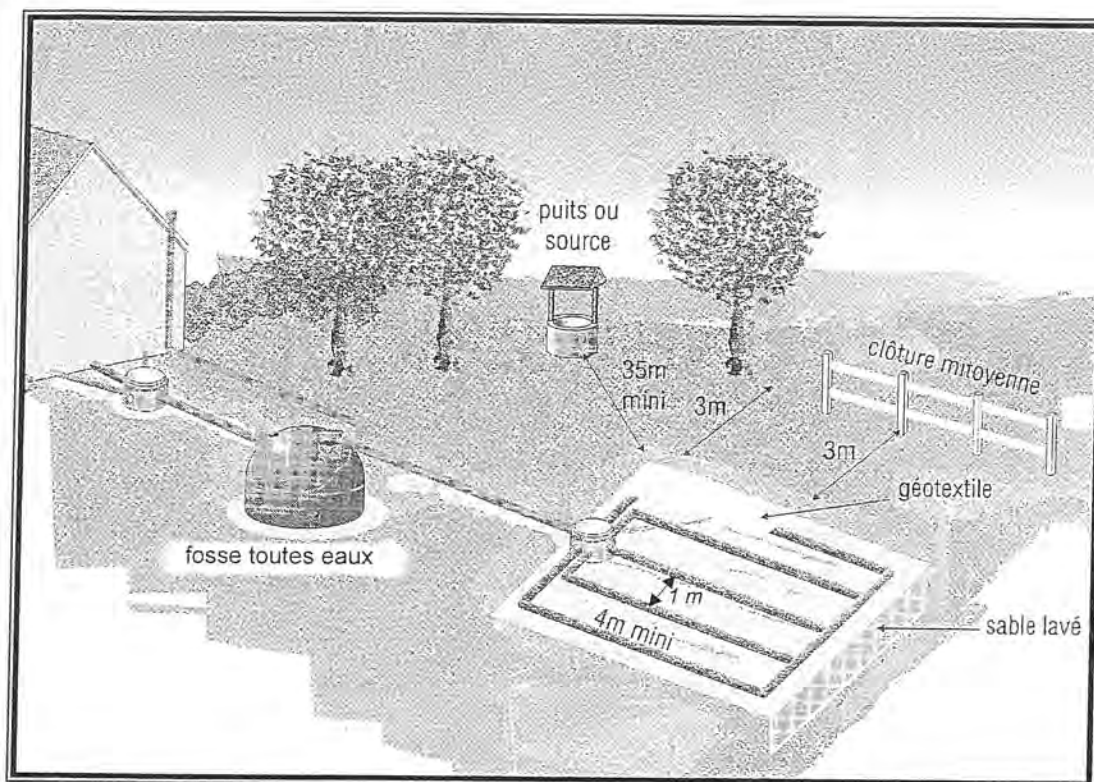
pour les eaux de cuisines



Modèle 500 l.

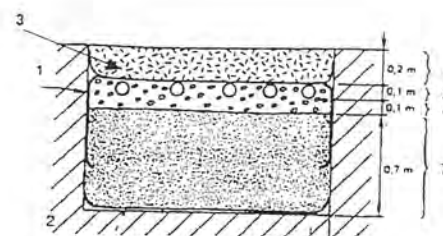
pour les eaux de cuisines et
les eaux de salle de bain

FILTRE A SABLE VERTICAL NON DRAINE



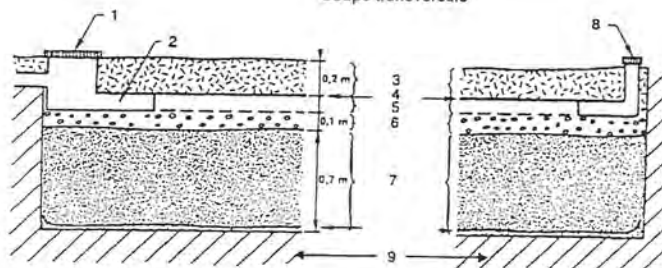
- 1 Arrivée des eaux prétraitées
- 2 Regard de répartition
- 3 Tuyau plein
- 4 Tuyau d'épandage
- 5 «Té» ou regard de bouclage

Vue du dessus



- 1 Film imperméable éventuel
- 2 Sol naturel perméable
- 3 Géotextile
- 4 Terre végétale
- 5 Tuyau d'épandage avec orifices dirigés vers le bas
- 6 Graviers de Ø 20 mm — 40 mm
- 7 Sable lavé

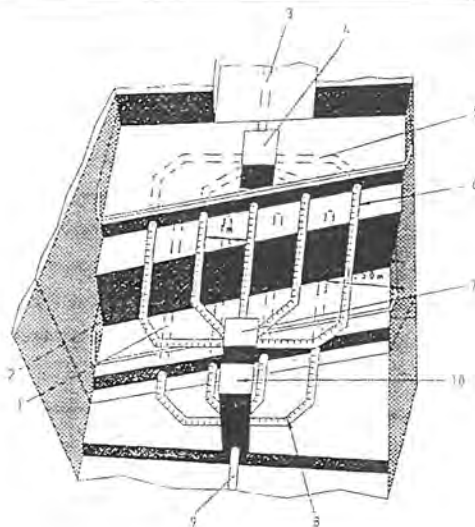
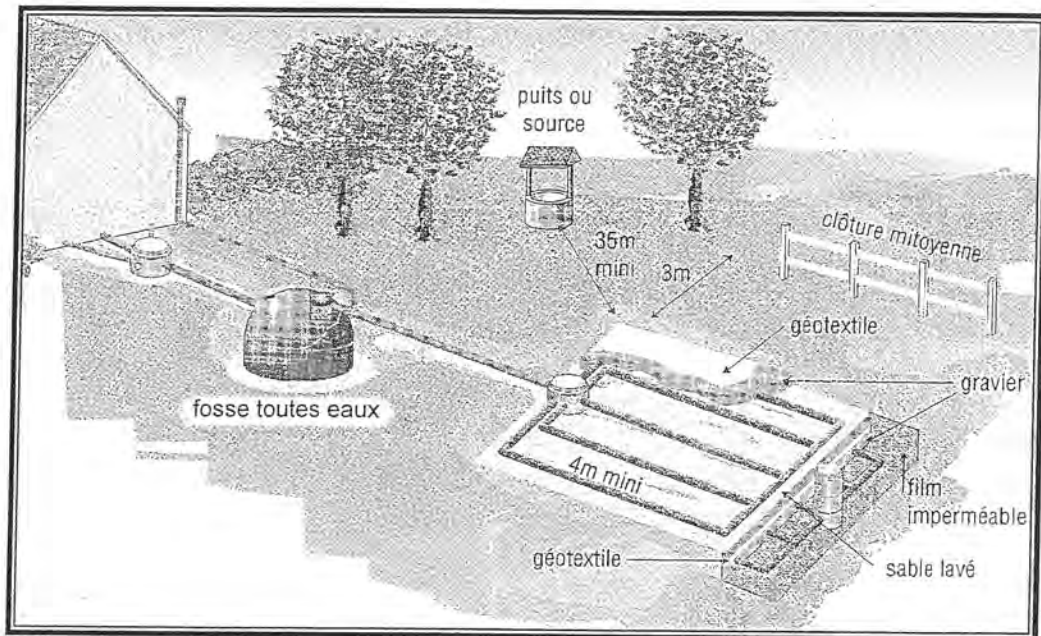
Coupe transversale



- 1 Regard de répartition
- 2 Tuyau plein sur 1 m
- 3 Terre végétale
- 4 Géotextile
- 5 Tuyau d'épandage
- 6 Graviers de Ø 20 mm — 40 mm
- 7 Sable lavé
- 8 «Té» ou regard de bouclage
- 9 Sol en place perméable

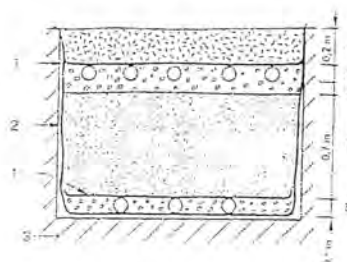
Coupe longitudinale

FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINE



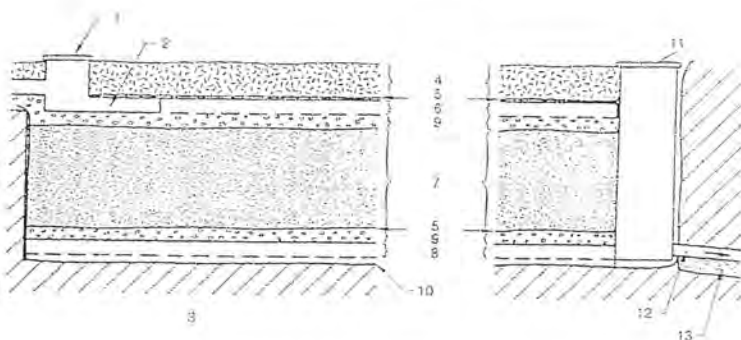
Vue du dessus

- 1 Tuyaux de collecte
- 2 Tuyau d'épandage en bouclage
- 3 Arrivée des eaux prétraitées
- 4 Regard de répartition
- 5 Tuyau plein
- 6 Tuyau d'épandage avec orifices dirigés vers le bas
- 7 «Té» ou regard de bouclage
- 8 Tuyau de collecte avec orifices dirigés vers le bas
- 9 Tuyau d'évacuation vers l'extérieur avec clapet anti-retour
- 10 Regard de collecte



Coupe transversale

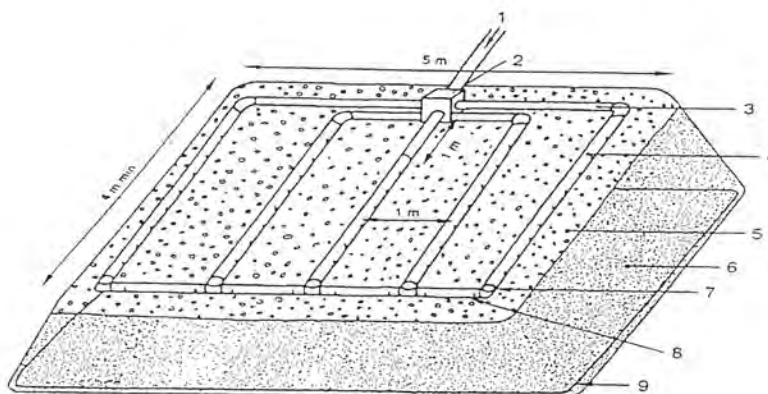
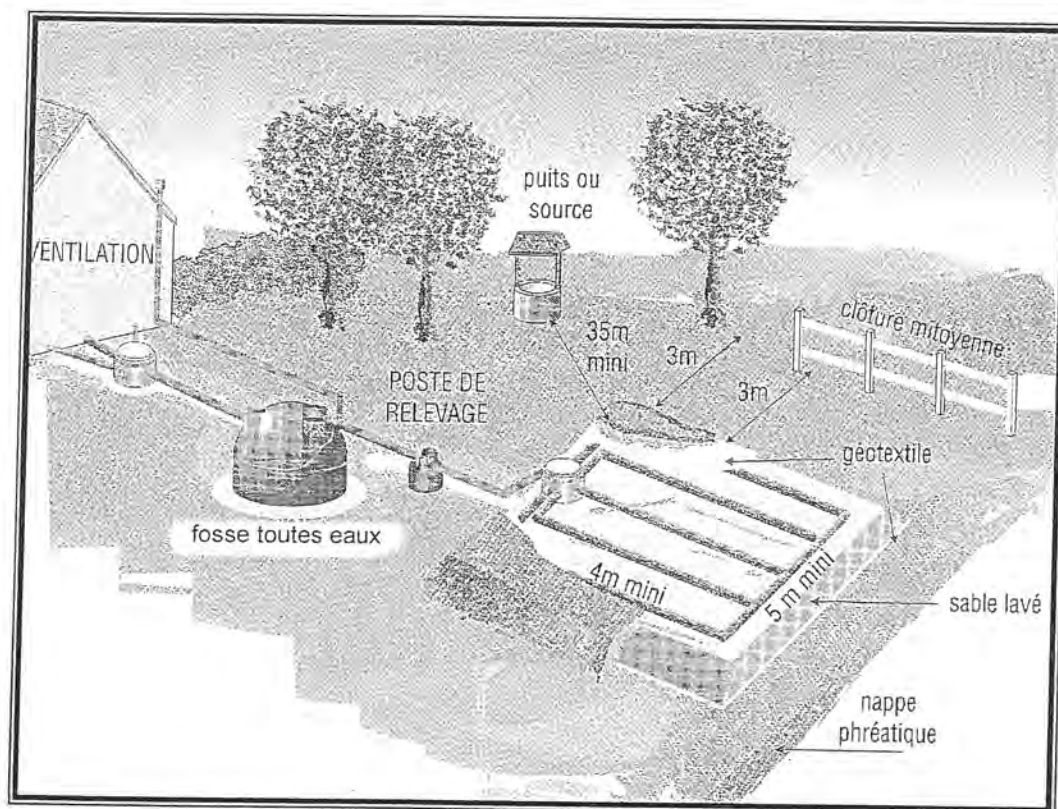
- 1 Géotextile
- 2 Film imperméable éventuel
- 3 Sol en place
- 4 Terre végétale
- 5 Tuyau d'épandage avec orifices dirigés vers le bas
- 6 0,1 m de gravier de Ø 20 mm - 40 mm
- 7 Sable lavé
- 8 Tuyaux de collecte avec orifices dirigés vers le bas et gravier de Ø 20 mm - 40 mm



Coupe longitudinale

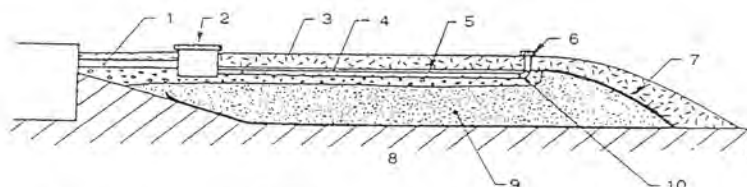
- 1 Regard de répartition
- 2 Tuyau plein sur 1 m
- 3 Sol en place
- 4 0,2 m Terre végétale
- 5 Géotextile
- 6 Tuyau d'épandage et 0,1 m de gravier de Ø 20 mm - 40 mm
- 7 0,7 m sable lavé
- 8 Tuyau de collecte
- 9 0,1 m de gravier de Ø 20 mm - 40 mm
- 10 Film imperméable
- 11 Regard de collecte
- 12 Tuyau d'évacuation avec clapet anti-retour
- 13 Lit de pose

TERTRE D'INFILTRATION NON DRAINE



- | | |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| 1 Arrivée des eaux prétraitées | 6 0,7 m de sable lavé |
| 2 Regard de répartition | 7 «Té» ou regard de bouclage |
| 3 Tuyau plein | 8 Tuyau d'épandage en bouclage |
| 4 Tuyau d'épandage | 9 Géotextile «anticontaminant» |
| 5 0,1 m de gravier de Ø 20 mm — 40 mm | |

Tertre d'infiltration hors sol



- | | |
|--------------------------------|--|
| 1 Arrivée des eaux prétraitées | 6 «Té» ou regard de bouclage |
| 2 Regard de répartition | 7 Géotextile «anticontaminant» |
| 3 Terre végétale | 8 Sol |
| 4 Géotextile | 9 0,7 m de sable |
| 5 Tuyau d'épandage | 10 0,1 m de gravier de Ø 20 mm — 40 mm |

Tertre en terrain en pente

FILTRE A ZÉOLITE

(Filière d'assainissement compacte)

Définition :

Ce dispositif d'assainissement individuel est une alternative aux filières traditionnelles (filtre à sable ou tranchée d'infiltration) car elle présente l'avantage d'occuper une emprise très réduite (inférieure à 15 m²).

Cette filière est composée d'une fosse septiques toutes eaux de 5 m³ et d'un filtre compact de 5 m².

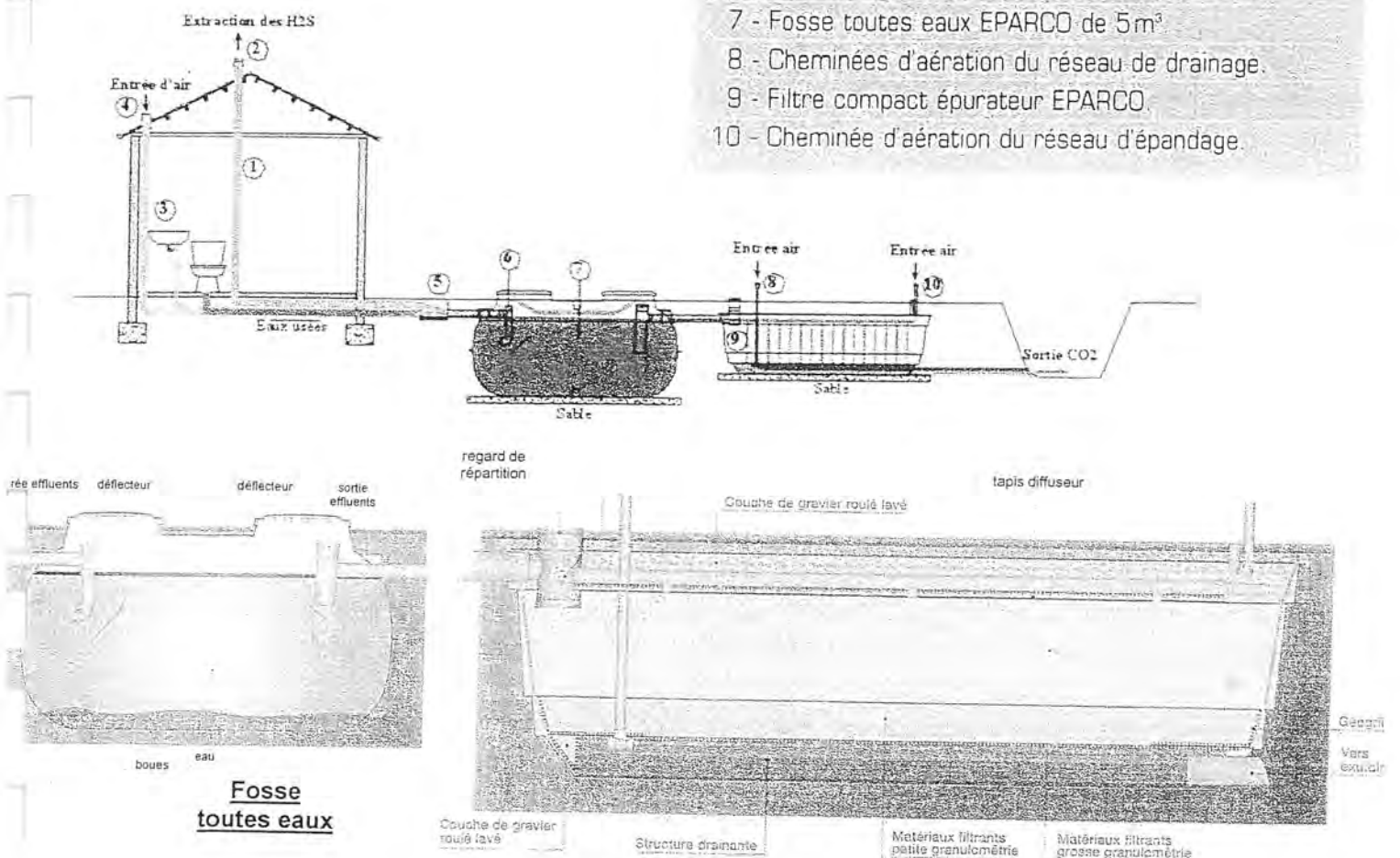
Le principe de fonctionnement est le même que celui d'un filtre à sable traditionnel.

Cette filière n'est autorisée par la réglementation en vigueur que pour des habitations de 5 pièces principales au plus. Elle a été conçue et dimensionnée pour recevoir en permanence les effluents de 7 E.H. avec des pointes ponctuelles possibles de 14 E.H..

Schéma de principe :

- Circulation air
- Circulation air et gaz H₂S
- Circulation air et gaz CO₂
- Circulation effluents

- 1 - Conduit de ventilation en Ø 100
- 2 - Extracteur statique.
- 3 - Ventilation primaire Ø 100.
- 4 - Aérateur à membrane.
- 5 - Regard de collecte des effluents bruts.
- 6 - Event du coude d'entrée de la fosse
- 7 - Fosse toutes eaux EPARCO de 5 m³
- 8 - Cheminées d'aération du réseau de drainage.
- 9 - Filtre compact épurateur EPARCO.
- 10 - Cheminée d'aération du réseau d'épandage.



Filtre à zéolites

FILTRE BACTERIEN-PERCOLATEUR

(filière soumise à dérogation préfectorale)

Définition :

Cet appareil, situé en aval de la fosse toutes eaux, assure l'épuration biologique des effluents prétraités. Son implantation est soumise à une autorisation des autorités sanitaires et l'évacuation ne peut se concevoir qu'en milieu peu sensible ou en rivière à forte dilution. L'arrêté du 6 mai 1996 ne mentionne pas ce dispositif parmi les procédés et filières de traitement préconisés en assainissement autonome. C'est pourquoi il est réservé à la réhabilitation.

Fonctionnement :

L'effluent provenant de la fosse toutes eaux est distribué sur toute la surface du filtre. Il ruisselle sur le lit de pouzzolane qu'il traverse par percolation pour sévacher en partie basse. Une oxygénation intense par tirage naturel est nécessaire au maintien et au développement de la flore aérobie qui se nourrit des polluants véhiculés par les liquides. Elle conditionne le bon fonctionnement du filtre bactérien et son efficacité. Prévoir une prise d'air frais du côté sortie et une extraction haute côté entrée, à prolonger au dessus du faîtage des habitations. Ainsi toute la masse des matériaux est oxygénée.

Filière d'assainissement :

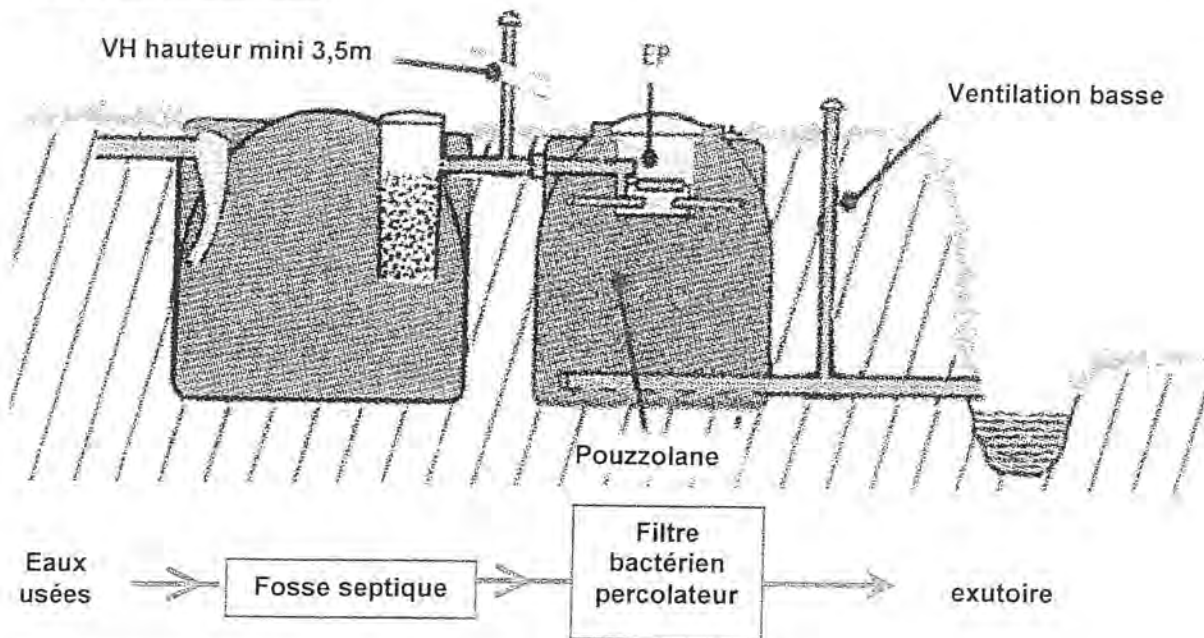
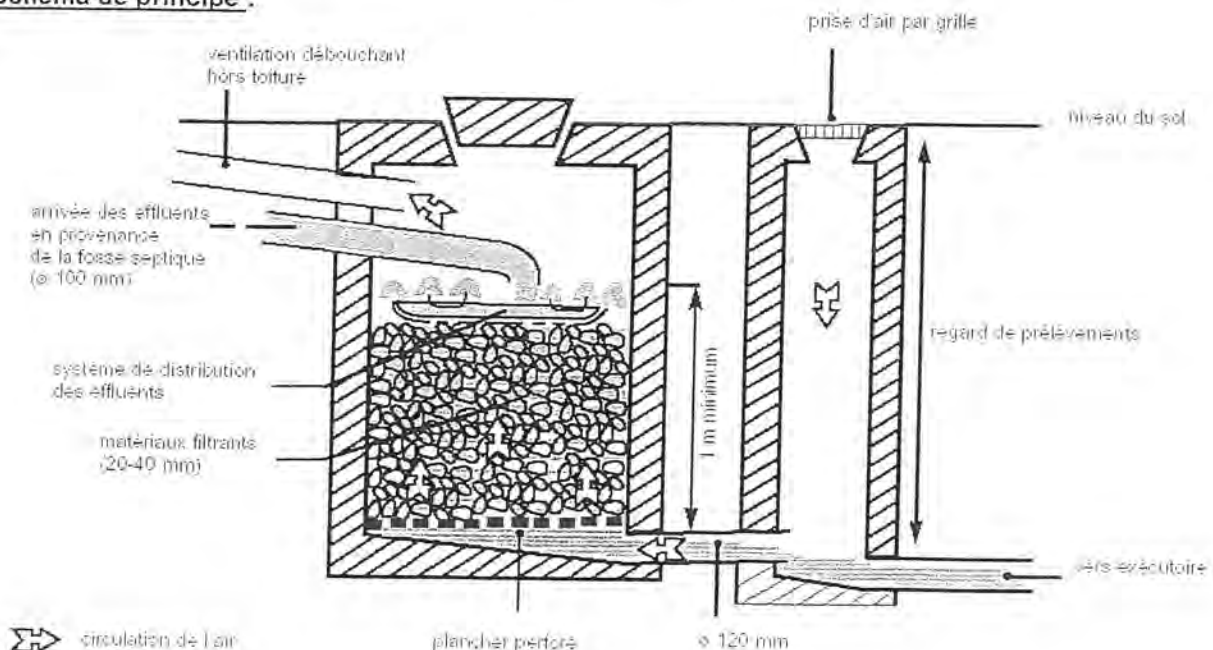


Schéma de principe :



PUITS D'INFILTRATION

Principe :

Dispositif d'évacuation envisageable pour les filières lorsque aucune autre voie n'est possible (doit être autorisée par dérogation du préfet).

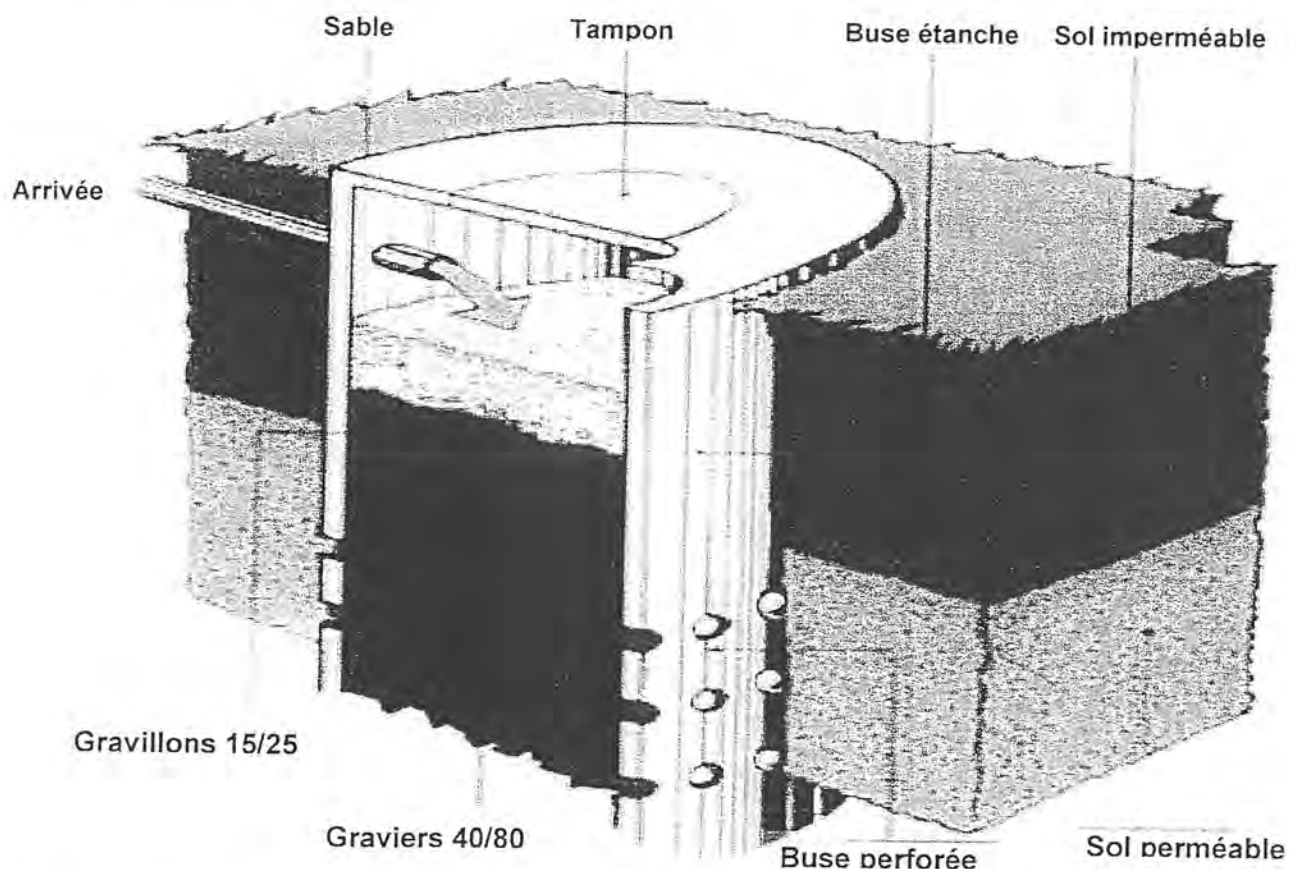
Le puit d'infiltration n'est pas un procédé d'épuration. Il a pour fonction de disperser les eaux traitées dans les couches profondes lorsque le sol superficiel est imperméable et qu'il existe une couche perméable en profondeur.

Pour les filières drainées, en cas d'impossibilité de rejeter en milieu hydraulique superficiel, les effluents peuvent être évacués par puits d'infiltration. Ce dispositif nécessite la délivrance d'une autorisation préfectorale.

En effet, le puit d'infiltration ne peut recevoir que des effluents ayant subi un traitement complet, à condition, en outre, qu'il n'y ait pas de risques sanitaires pour les points d'eau destinés à la consommation humaine.

Les rejets d'effluents, même traité, dans un puisard, puit perdu, puit désaffecté, cavité naturelle ou artificielle, sont interdits.

Schéma de principe :



Dimensionnement :

- pour l'infiltration des eaux usées : le puits d'infiltration devra avoir une surface de contact avec le sol de 2 m^2 par pièce principale (fond et paroi) ;
- pour l'infiltration des eaux pluviales : le puits d'infiltration devra avoir un volume en m^3 de $x \text{ m}^2 * 50 \text{ l/m}^2$ (x étant la surface imperméabilisée et 50 l/m^2 étant la valeur d'une pluie moyenne).

BORDEREAU DE PRIX (à titre indicatif)

- 2004 -

COÛT DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

Désignation des travaux		Coût des travaux ⁽¹⁾
<u>Prétraitement des eaux usées</u>		
⇒ fourniture et installation d'un ouvrage de prétraitement		
Fosse septique toutes eaux	volume 3 m ³ (pour une habitation de 5 pièces principales dont 3 chambres ; jusqu'à 6 usagers)	1 300 €.H.T.
Bac dégraisseur	volume 200 l (eaux de cuisine seules)	200 €.H.T.
	volume 500 l (eaux usées de cuisine et salle de bain)	350 €.H.T.
<u>Traitement des eaux usées</u>		
⇒ fourniture et installation d'une filière d'assainissement autonome complète et conforme à la réglementation y compris la fosse toutes eaux, le dispositif épuratoire (type épandage souterrain ou filtre à sable), le raccordement des sorties d'eaux usées de l'habitation au dispositif d'épuration et la réfection du terrain traversé ;		
⇒ filière type pour une habitation de 5 pièces principales comprenant 3 chambres.		
Épandage souterrain par tranchées d'infiltration peu profondes 45 ml		4 700 €.H.T.
Filtre à sable vertical non drainé 20 m ²		5 500 €.H.T.
Filtre à sable vertical drainé 20 m ²		6 200 €.H.T.
Tertre d'infiltration non drainé de 20 m ²		7 000 €.H.T.
Station de relevage individuelle		1 500 €.H.T.
Filtre bactérien percolateur ⁽²⁾		1 500 €.H.T.
Filtre compact		7 000 €.H.T.

(1) Les prix indiqués sont des prix moyens qui peuvent varier considérablement d'une habitation à une autre :

- ⇒ pour l'installation d'une filière d'assainissement autonome dans une maison existante, le coût sera généralement plus important que pour une maison à construire (le dispositif d'épuration étant prévu au départ dans le permis de construire avec des contraintes d'habitat moins importantes) ;
- ⇒ pour les habitations existantes, les contraintes d'habitat sont très variables d'une habitation à une autre (présences d'obstacles, problème de dénivelée, sorties d'eaux usées mal placées...) et peuvent occasionner dans certains cas des plus-values très importantes.

(2) Filière dont la mise en place implique une dérogation préfectorale. Elle n'est autorisée qu'à titre exceptionnel dans des cas bien précis ; le coût ne comprend pas de station de relevage individuelle souvent nécessaire en sortie de l'ouvrage.

ANNEXE III

EXTRAITS DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE A L'"ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF"



ARRÊTÉ DU 06/05/96

- . Prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif

CIRCULAIRE DU 22/05/97

- . assainissement non collectif
- . annexe 1 "*Commentaires sur les arrêtés du 06/05/96 relatif à l'assainissement non-collectif*"
- . annexe 2 "*Etudes préalables à la définition des zones d'assainissement non collectif*"
- . annexe 3 "*Eléments de calcul pour le choix des filières d'assainissement non collectif*"

ANNEXE III

EXTRAITS DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE A L'"ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF"



EXTRAIT DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE 1958 (*article L.33.*)

LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992 (*articles 31,35 et 36*)

DÉCRET DU 03/06/94 *en application de la Loi sur l'eau du 3/1/92*

. "Collecte et traitement des eaux usées mentionnées
aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du Code des Communes"

ARRÊTÉ DU 06/05/96

. Prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement
non collectif

CIRCULAIRE DU 22/05/97

- . assainissement non collectif
- . annexe 1 "*Commentaires sur les arrêtés du 06/05/96 relatif à l'assainissement non-collectif*"
- . annexe 2 "*Etudes préalables à la définition des zones d'assainissement non collectif*"
- . annexe 3 "*Eléments de calcul pour le choix des filières d'assainissement non collectif*"

La réglementation

PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT

DIRECTIVE EUROPÉENNE DU 21 MAI 1991 RELATIVE AU TRAITEMENT
DES EAUX USÉES RÉSIDUAIRES URBAINES

LOI 92-3 DU 3 JANVIER 1992 SUR L'EAU

Article 10 : Police de l'eau
Code de l'environnement (en préparation)

Article 35 et 36 : Assainissement
Code général des collectivités territoriales - Code de
la santé publique - Code de la construction et de
l'habitation - Code de l'urbanisme

Décret n° 93-742 du 29 mars 1993
modifié relatif aux procédures d'autorisation et de
déclaration

Décret n° 94-469 du 3 juin 1994
relatif à la collecte et au traitement des eaux usées

Circulaire du 13 septembre 1994
relatif à l'assainissement des eaux usées urbaines

Décret n° 93-743 du 29 mars 1993
modifié relatif à la nomenclature

Arrêté du 23 novembre 1994
portant délimitation des zones sensibles

Assainissement non collectif ni déclaration, ni autorisation	Assainissement collectif inférieur à 200 EH ni déclaration, ni autorisation	Assainissement collectif entre 200 EH et 2000 EH soumis à déclaration	Assainissement collectif supérieur à 2000 EH soumis à autorisation
Arrêté du 6 mai 1996 (J.O. du 08/06/1996) fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainis- sement non collectif Arrêté du 6 mai 1996 (J.O. du 08/06/1996) fixant les modalités du contrôle technique par les communes sur systèmes d'assainissement non collectif	Arrêté du 21 juin 1996 (J.O. du 09/08/1996) fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées		Arrêté du 22 décembre 1994 (J.O. du 10/02/1995) fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées Arrêté du 22 décembre 1994 (J.O. du 10/02/1995) relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées
Circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif	Circulaire du 17 février 1997 relative à l'assainissement collectif des communes, ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO ₅ /j (2000 EH)		Circulaire du 12 mai 1995 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines

EXTRAIT DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Article L.33. (*Ord. n° 58-1004 du 23 oct. 1958*) - Le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire avant le 1^{er} octobre 1961, ou dans un délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout si celle-ci est postérieure au 1^{er} octobre 1958.

Un arrêté interministériel déterminera les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le préfet, pourra accorder soit des délais qui ne pourront excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa - (*voir article du 19 juillet 1960*), modifié par arrêté du 28 février 1986 (*J.O. 14 mars*).

(*L. n°92-3 du 3 janvier 1992, art 36-1*)

I - " *Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle percevra auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L 372-7 du code des communes*".

II - " *Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés*".

1. La construction par le propriétaire d'installations propres à recevoir les eaux usées ne le dispense pas de l'obligation de raccordement - Conseil d'Etat du 2 avril 1971, *commune de Saint-Fargeau-Ponthierry C.Desforges*, *Rec.* p.276 - *V.C.s.p.* L. 36, L.48.

2. Il doit s'agir effectivement d'égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique - Conseil d'Etat, sect., 11 mars 1977, *commune d'Achen C.wolf*, *Rec.* p.134 - Les dispositions des art. L. 33 et s. ne sont pas applicables au propriétaire d'un immeuble tenu de faire passer ses eaux usées par une installation individuelle d'épuration.

3. Un établissement industriel ne peut-être soumis à l'obligation de raccordement au titre de l'art. 33 c.s.p. - Conseil d'Etat du 7 mai 1982. *commune de Bruille-les-Marchiennes, Rec.*, tables, p.615 - Il en va de même pour une compagnie d'aviation dont les eaux usées ne peuvent être considérées comme d'origine domestique ...redevance .L. 35

4. Sur les prolongations de délai éventuellement accordés, *V.Rép. min. J.O. Sénat 9 mars 1987.*

LOI SUR L'EAU (3 janvier 1992)

Chapitre I

De l'intervention des collectivités territoriales dans la gestion des eaux

Article 31 : Sous réserve du respect des dispositions des articles 5 et 25 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 166-1 du code des communes et la communauté locale de l'eau sont habilités à utiliser (Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 24) " les articles L 151-36 à L 151-40 du code rural "pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe et visant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau non domanial, y compris les accès à ce cours d'eau;
- l'approvisionnement en eau;
- la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement;
- la défense contre les inondations et contre la mer;
- la lutte contre la pollution;
- la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines;
- les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile.

L'étude, l'exécution et l'exploitation desdits travaux peuvent être concédées notamment à des sociétés d'économie mixte. Les concessionnaires sont fondés à percevoir le prix des participations prévues à " l'article L 151-36 du code rural" (Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 24).

Il est procédé à une seule enquête publique au titre de" l'article 151-37 du code rural", de l'article 10 de la présente loi et, s'il y a lieu, de la déclaration d'utilité publique (Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 24).

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Chapitre 2

De l'assainissement et de la distribution de l'eau

Article 35 :

I. -Après l'article L 372-1 du code des communes, il est inséré un article L 372-1-1 ainsi rédigé :

"Article L 372-1-1- Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif".

"Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif".

"L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales, agglomérées et saisonnières".

II. - L'ensemble des prestations prévues à l'article L 372-1-1 du code des communes doit en tout état de cause être assuré sur la totalité du territoire au plus tard le 31 décembre 2005.

III. - L'article L 372-3 du code des communes est ainsi rédigé :

"Article L 372-3- Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

"- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;

"- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien;

"- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement;

"- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

IV. - L'article L 372-6 du code des communes est ainsi rédigé :

"article L 372-6 - Les services publics d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial".

V. - Dans l'article L 372-7 du code des communes, les mots : "à l'article L 35-5" sont remplacés par les mots : "aux articles L 33 et L 35-5".

Article 36 :

I. -L'article L 33 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

" Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle percevra auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L 372-7 du code des communes ".

" Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés".

II. - A la fin du troisième alinéa de l'article L 34 du code de la santé publique, sont ajoutés les mots " et en contrôle la conformité".

III. -L'article L. 35-1 du Code de la santé publique est complété par une phrase ainsi rédigée :

" La commune contrôle la conformité des installations correspondantes".

IV. -L'article L. 35-5 du Code de la santé publique est ainsi complété :

"...ou s'il est propriétaire d'une installation d'assainissement autonome, à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement".

V. - Il est ajouté au code de la santé publique un article L 35-10 ainsi rédigé :

" Article L 35-10.- Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L 35-1 et L 35-3 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service".

TEXTES GENERAUX
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

Décret no 94-469 du 3 juin 1994
relatif à la collecte et au traitement des eaux usées
mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes

NOR : ENVE9420024D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre de l'environnement, du ministre délégué à la santé et du ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales,

Vu la directive (C.E.E.) no 91-271 du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu le code des communes, notamment ses articles L. 372-1-1 et L. 372-3 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1 et L. 33 à L. 35-10 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R. 123-11 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4 et R. 111-3 ;

Vu la loi no 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi no 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi no 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, notamment ses articles 4, 8 à 10, 35 et 36 ;

Vu le décret no 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret no 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret no 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 précitée ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 15 septembre 1992 ;

Vu les avis du Comité national de l'eau en date des 21 octobre 1992 et 11 février 1993 ;

Vu les avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date des 20 octobre et 24 novembre 1992 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Le présent décret s'applique aux eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

- << système de collecte >> un système de canalisations qui recueille et achemine ces eaux ;
- << système d'assainissement >> l'ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux ;
- << charge brute de pollution organique >> le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année.

CHAPITRE I^{er}

Zones d'assainissement collectif et zones d'assainissement non collectif.

- Agglomérations. - Zones sensibles

SECTION 1

Zones d'assainissement collectif et zones d'assainissement non collectif

Art. 2. - Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif.

Art. 3. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme.

Art. 4. - Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de carte des zones d'assainissement de la commune ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

SECTION 2

Agglomérations

Art. 5. - Une agglomération, au sens du présent décret, est une zone dans laquelle la population ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux mentionnées à l'article 1er pour les acheminer vers un système d'épuration unique.

En outre, sont considérées comme comprises dans une même agglomération les zones desservies par un réseau de collecte raccordé à un système d'épuration unique et celles dans lesquelles la création d'un tel réseau a été décidée par une délibération de l'autorité compétente. Le préfet établit un projet de carte de l'agglomération. Il le communique pour avis aux communes concernées. A défaut de réponse de celles-ci dans les trois mois suivant la réception du projet, cet avis est réputé favorable.

Le préfet arrête alors la carte de l'agglomération. Cet arrêté est publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

SECTION 3

Zones sensibles

Art. 6. - Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions, notamment celles qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent, s'ils sont cause de ce déséquilibre, être réduits. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement, pris après avis de la mission interministérielle de l'eau et du Comité national de l'eau, peut, en tant que de besoin, préciser les critères d'identification de ces zones. En métropole, dans chaque bassin ou groupement de bassins mentionnés à l'article 13 de la loi du 16 décembre 1964 susvisée, le comité de bassin élabore un projet de carte des zones sensibles.

Le comité de bassin transmet le projet de carte aux préfets intéressés, qui consultent les conseils généraux et régionaux concernés. Le préfet coordonnateur de bassin adresse le projet, avec ses remarques, au ministre chargé de l'environnement.

Les cartes des zones sensibles sont arrêtées par le ministre chargé de l'environnement.

Art. 7. - Les cartes des zones sensibles sont actualisées au moins tous les quatre ans, dans les conditions prévues pour leur élaboration.

CHAPITRE II

Objectifs et programmation de l'assainissement

SECTION 1

Prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux mentionnés à l'article L. 372-1-1 du code des communes

Sous-section 1

Prestations relatives à la collecte

Art. 8. - Les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans le périmètre d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 900 kg par jour doivent être équipées, pour la partie de leur territoire incluse dans ce périmètre, d'un système de collecte avant le 31 décembre 2000. Les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans le périmètre d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique comprise entre 120 kg par jour et 900 kg par jour doivent être équipées, pour la partie de leur territoire incluse dans ce périmètre, d'un système de collecte avant le 31 décembre 2005.

Les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans le périmètre d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kg par jour et rejetant leurs eaux dans une zone sensible définie conformément aux articles 6 et 7 doivent être équipées, pour la partie de leur territoire incluse dans ce périmètre, d'un système de collecte avant le 31 décembre 1998.

Sous-section 2

Prestations relatives au traitement

Art. 9. - Sous réserve des cas mentionnés à l'article 10, les eaux entrant dans un système de collecte doivent, excepté dans le cas des situations inhabituelles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement biologique avec décantation secondaire ou à un traitement équivalent, avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

Les ouvrages effectuant ce traitement doivent être mis en eau avant :

- a) Le 31 décembre 2000 pour les agglomérations produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 900 kg par jour ;
- b) Le 31 décembre 2005 pour les agglomérations produisant une charge brute de pollution organique comprise entre 600 kg et 900 kg par jour ;
- c) Le 31 décembre 2005 pour les agglomérations produisant une charge brute de pollution organique comprise entre 120 kg et 600 kg par jour lorsque les rejets sont pratiqués dans les eaux douces ou les estuaires.

Art. 10. - Lorsque les eaux sont collectées, les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans le périmètre d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique inférieure à 120 kg par jour et rejetant leurs eaux dans des eaux douces ou des estuaires, ou d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg par jour et rejetant leurs eaux dans les eaux côtières, doivent mettre en place, pour la partie de leur territoire incluse dans le périmètre de l'agglomération, un traitement de leurs eaux usées avant le 31 décembre 2005. Ce traitement doit permettre de respecter les objectifs de qualité applicables aux eaux réceptrices.

Art. 11. - En cas de graves difficultés techniques dans la réalisation des ouvrages mentionnés aux articles précédents, il pourra être dérogé, sur demande de la commune, aux obligations de délais prévues à l'article 9. Le nouveau délai ne pourra dépasser le 31 décembre 2005.

Les dérogations sont accordées, après avis du comité de bassin, de la mission interministérielle de l'eau et du Comité national de l'eau, par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Art. 12. - Les eaux usées des agglomérations produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kg par jour doivent, avant le 31 décembre 1998, faire l'objet d'un traitement plus rigoureux que celui qui est prévu à l'article 9, lorsqu'elles sont rejetées dans une zone sensible délimitée dans les conditions prévues aux articles 6 et 7. Les modalités de ce traitement sont fixées par l'arrêté prévu à l'article 20.

Toutefois, si le pourcentage de réduction du flux global entrant dans toutes les stations d'épuration des eaux usées de cette zone atteint au moins 75 p. 100 pour la quantité totale de phosphore et au moins 75 p. 100 pour la quantité totale d'azote, le préfet peut, par arrêté, accorder une dérogation à l'obligation de traitement plus rigoureux mentionné à l'alinéa ci-dessus. Cet arrêté est publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 13. - L'exigence d'un traitement plus rigoureux, mentionnée à l'article 12, est applicable dans les nouvelles zones sensibles, sept ans après la date de l'arrêté de révision qui les a ajoutées à une carte des zones sensibles.

SECTION 2

Objectifs de réduction des flux de substances polluantes

Art. 14. - Le préfet établit, pour chaque agglomération susceptible de produire une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kg par jour, un document proposant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes.

Ces objectifs sont établis à partir des données permettant d'apprécier la sensibilité des milieux récepteurs aux pollutions.

Le document contenant ces objectifs est accompagné des annexes suivantes :

- a) Une carte indiquant, pour le milieu naturel récepteur des effluents, les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe, les objectifs de qualité, les écosystèmes et les principaux usages des eaux, en précisant la nature des principaux polluants qui affectent ces dernières ;
- b) Une note relative à la sensibilité des écosystèmes aux principaux polluants et aux risques d'eutrophisation ;
- c) Une évaluation de la charge brute de pollution organique et des autres pollutions produites dans l'agglomération, y compris, le cas échéant, dans les zones non raccordées au système d'épuration ;
- d) Une analyse des systèmes d'assainissement non collectif et collectif existants indiquant, pour ces derniers, les conditions de raccordement, de fonctionnement du réseau de collecte et des systèmes d'épuration et d'élimination des boues, ainsi que l'impact des rejets. Cette analyse est complétée par l'indication des prescriptions administratives de réduction des autres sources de pollution situées dans les communes dont tout ou partie du territoire est inclus dans le périmètre d'agglomération. Le préfet adresse le document et ses annexes aux communes mentionnées au d ci-dessus et à la commission locale de l'eau, si elle existe.

A défaut, pour les communes ou leurs groupements et pour la commission locale de l'eau, quand elle existe, d'avoir fait connaître leurs observations dans un délai de six mois suivant la réception du document et de ses annexes, leurs avis sont réputés favorables.

Au vu des avis émis, le préfet consulte le conseil départemental d'hygiène sur un projet d'arrêté fixant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes.

Art. 15. - Le préfet fixe par arrêté les objectifs de réduction des flux de substances polluantes.

SECTION 3

Programmation de l'assainissement

Art. 16. -

I. - Les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour élaborent, pour la partie de leur territoire incluse dans ce périmètre, un programme d'assainissement. Lorsque l'agglomération comprend plusieurs communes, celles-ci élaborent conjointement le programme d'assainissement.

II. - Le programme d'assainissement, qui doit être conforme aux objectifs fixés par l'arrêté pris en vertu de l'article 15 et aux obligations résultant des articles 19 à 21 et 8 à 13, comporte :

1. Un diagnostic du système d'assainissement existant, qui permet de connaître :

- a) L'évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, à collecter par le système d'assainissement ;
- b) Les variations des charges brutes et des flux de substances polluantes en fonction des conditions climatiques ou des saisons ;
- c) Le taux de collecte ;
- d) La capacité d'épuration et le rendement effectif du système d'assainissement.

2. L'indication des objectifs et des moyens à mettre en place, qui contient :

- a) Le rappel des objectifs de réduction des flux de substances polluantes fixés par l'arrêté pris en vertu de l'article 15, ainsi que des obligations résultant des articles 19 à 21 et 8 à 13 ;
- b) L'évolution du taux de dépollution nécessaire pour assurer le respect de ces objectifs et de ces obligations ;
- c) La pluviosité sur la base de laquelle seront fixées les caractéristiques du système d'assainissement ;
- d) L'échéancier des opérations.

Art. 17. - Le programme d'assainissement est approuvé par le conseil municipal.

Si plusieurs communes sont concernées, il doit être adopté dans les mêmes termes par chacun des conseils municipaux. A défaut d'accord, les communes approuvent des programmes partiels d'assainissement, conformes aux objectifs fixés par l'arrêté pris en vertu de l'article 15 et aux obligations résultant des articles 19 à 21 et 8 à 13. Afin de faciliter l'établissement de ces programmes, le préfet peut :

- a) Préciser par un arrêté complétant celui pris en application de l'article 15 les objectifs de réduction des flux de substances polluantes pour chaque commune ou groupe de communes ;
- b) Modifier le périmètre de l'agglomération dans les formes prévues à l'article 5.

CHAPITRE III

Dispositions diverses

Art. 18. - Après le deuxième alinéa de l'article 13 du décret no 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, il est ajouté l'alinéa suivant :

<< En ce qui concerne les ouvrages de collecte et de traitement des eaux mentionnés dans le décret no du relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnés aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes, les prescriptions permettent la réalisation, s'il y a lieu, échelonnée dans le temps, des objectifs fixés par l'arrêté pris en vertu de l'article 15 de ce décret et respectent les obligations résultant des articles 19 à 21 et 8 à 13 du même décret. >>

Art. 19. - Sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement, après avis de la mission interministérielle de l'eau et du Comité national de l'eau, les prescriptions techniques minimales relatives à la police de l'eau qui permettent de garantir, sans entraîner de coût excessif, l'efficacité de la collecte, du transport des eaux et des mesures prises pour limiter les pointes de pollution dues aux précipitations.

Art. 20. - Sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, de la mission interministérielle de l'eau et du Comité national de l'eau, les prescriptions techniques minimales relatives à la police de l'eau qui permettent de garantir l'efficacité du traitement des eaux, notamment en ce qui concerne la << demande biochimique en oxygène >> (DBO), la << demande chimique en oxygène >> (DCO), les matières en suspension (MES), le phosphore et l'azote.

Art. 21. - Sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé des collectivités locales, après avis de la mission interministérielle de l'eau et du Comité national de l'eau, les modalités techniques de surveillance :

- a) De l'efficacité globale de la collecte dans une agglomération ;
- b) Des rejets d'eaux ;
- c) Des eaux réceptrices ;
- d) Des sous-produits issus de la collecte et du traitement.

Les résultats de la surveillance sont communiqués par l'exploitant aux maîtres d'ouvrages, à l'agence de l'eau et au préfet concernés, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.

Art. 22. - Sous réserve des mesures prises en application de l'article L. 35-8 du code de la santé publique, il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte :

- a) Directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- b) Des déchets solides, y compris après broyage ;
- c) Des eaux de source ou des eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation ;
- d) Des eaux de vidange des bassins de natation.

Un arrêté du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de la mission interministérielle de l'eau, définit les conditions minimales de sécurité et de qualité que doivent remplir les installations pour que les exploitants des ouvrages de collecte et de traitement puissent obtenir des dérogations aux b, c et d de l'alinéa précédent. Ces dérogations sont accordées par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, si les caractéristiques des ouvrages le permettent.

Art. 23. - Un arrêté du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, fixe la liste des réactifs chimiques et des procédés physiques utilisables pour désinfecter les eaux après épuration. Cet arrêté détermine leurs conditions d'utilisation.

Art. 24. - Les eaux usées peuvent, après épuration, être utilisées à des fins agronomiques ou agricoles, par arrosage ou par irrigation, sous réserve que leurs caractéristiques et leurs modalités d'emploi soient compatibles avec les exigences de protection de la santé publique et de l'environnement.

Les conditions d'épuration et les modalités d'irrigation ou d'arrosage requises, ainsi que les programmes de surveillance à mettre en œuvre, sont définis, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de la mission interministérielle de l'eau, par un arrêté du ministre chargé de la santé, du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 25. - Les rejets de boues d'épuration dans le milieu aquatique, par quelque moyen que ce soit, sont interdits. Les autorisations de rejet de boues d'épuration en cours prendront fin, au plus tard, le 31 décembre 1998.

Art. 26. - Les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif sont fixées par un arrêté pris par le ministre chargé de la santé, le ministre chargé de l'environnement et le ministre chargé du logement, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, de la mission interministérielle de l'eau et du Comité national de l'eau.

Les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif sont définies par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des collectivités locales, pris après avis du Comité national de l'eau, du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de la mission interministérielle de l'eau.

Art. 27. - Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre de l'environnement, le ministre du logement, le ministre délégué à la santé et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 juin 1994.

EDOUARD BALLADUR Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement, MICHEL BARNIER

Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, SIMONE VEIL

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, CHARLES PASQUA

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, BERNARD BOSSON

Le ministre de l'agriculture et de la pêche, JEAN PUECH

Le ministre du logement, HERVE DE CHARETTE

Le ministre délégué à la santé, PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, DANIEL HOEFFEL

**ARRETE DU 6 MAI 1996 MODIFIE,
fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes
d'assainissement non collectif**

Article premier

L'objet de cet arrêté est de fixer les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Par "assainissement non collectif" on désigne : tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

SECTION 1 - Prescriptions générales applicables à l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif

Art. 2

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés (pédologie, hydrogéologie et hydrologie). Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature et pente, et de l'emplacement de l'immeuble.

Art. 3

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur et les objectifs suivants :

- 1° Assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol ;
- 2° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer leur dispersion dans le sol, et sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 et 4. La qualité minimale requise pour le rejet, constatée à la sortie du dispositif d'épuration sur un échantillon représentatif de deux heures non décanté, est de 30 mg par litre pour les matières en suspension (MES) et de 40 mg par litre pour la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DB05).

Sont interdits les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle.

Si aucune des voies d'évacuation citées ci-dessus, y compris vers le milieu superficiel, ne peut être mise en œuvre, le rejet d'effluents ayant subi un traitement complet dans une couche sous-jacente perméable par puits d'infiltration tel que décrit en annexe est autorisé par dérogation du préfet, conformément à l'article 12 du présent arrêté.

Art. 4

Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement...), les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.

Art. 5

Les dispositifs d'assainissement non collectif sont entretenus régulièrement de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées :

- Au moins tous les quatre ans dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique ;
- Au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées ;
- Au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à cultures fixées.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Art. 6

L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange.

Art. 7

Dans le cas où la commune n'a pas pris en charge leur entretien, l'entrepreneur ou l'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre à l'occupant ou au propriétaire un document comportant au moins les indications suivantes :

- a) Son nom ou sa raison sociale, et son adresse ;
- b) L'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée ;
- c) Le nom de l'occupant ou du propriétaire ;
- d) La date de la vidange ;
- e) Les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées ;
- f) Le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

SECTION 2 - Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif des maisons d'habitation individuelles

Art. 8

Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

- a) Un dispositif de pré-traitement (fosse toutes eaux, installations d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées) ;
- b) Des dispositifs assurant :
 - soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées ou lit d'épandage ; lit filtrant ou terre d'infiltration) ;
 - soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel (lit filtrant drainé à flux vertical ou horizontal).

Art. 9

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des effluents ou au fonctionnement des dispositifs de traitement, un bac à graisses, destiné à la rétention de ces matières, est interposé sur le circuit des eaux en provenance des cuisines et le plus près possible de celles-ci.

Art. 10

Le traitement séparé des eaux vannes et eaux ménagères peut être mis en œuvre dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière. Il comporte :

- a) Un pré-traitement des eaux vannes dans une fosse septique et un pré-traitement des eaux ménagères dans un bac à graisse ou une fosse septique ;
- b) Des dispositifs d'épuration conformes à ceux mentionnés à l'article 8.

Art. 11

Les eaux vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou une fosse d'accumulation, après accord de la commune, dans le cadre de réhabilitation d'habitations ou d'installations existantes et s'il y a impossibilité technique de satisfaire aux dispositions des articles 8 et 10. Les eaux ménagères sont alors traitées suivant les modalités prévues à l'article 10.

Art. 12

Les conditions de réalisation et les caractéristiques techniques applicables aux ouvrages d'assainissement non collectif visés aux articles 8 à 11 doivent être conformes aux dispositions figurant en annexe au présent arrêté.

Celles-ci peuvent être modifiées ou complétées par arrêté des ministres concernés, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, en cas d'innovation technique.

L'adaptation dans certains secteurs, en fonction du contexte local, des filières ou dispositifs décrits dans le présent arrêté est subordonnée à une dérogation du préfet.

SECTION 3 - Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif des autres immeubles.

Art. 13

La présente section est applicable aux dispositifs d'assainissement non collectif destinés à traiter les eaux usées domestiques des immeubles, ensembles immobiliers et installations diverses, qu'elle qu'en soit la destination, à l'exception des maisons d'habitations individuelles.

Art. 14

L'assainissement de ces immeubles peut relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation individuelles telles qu'elles sont déterminées à la section 2 du présent arrêté, soit des techniques mises en œuvre en matière d'assainissement collectif.

Une étude particulière doit être réalisée pour justifier les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs, et le choix du mode et du lieu de rejet.

Les décanteurs-digesteurs peuvent être utilisés, comme dispositifs de pré-traitement des effluents et avant épuration de ceux-ci, pour l'assainissement de populations susceptible de produire une charge brute de pollution organique (évaluée par la demande biochimique en oxygène sur cinq jours) supérieure à 1,8 Kg par jour.

Art. 15

Un bac à graisses (ou une fosse septique) tel que prévu à l'article 9 doit être mis en place, lorsque les effluents renferment des huiles et des graisses en quantité importante. Les caractéristiques du bac à graisse doivent faire l'objet d'un calcul spécifique adapté au cas particulier.

SECTION 4 - Dispositions générales

Art. 16

Les prescriptions figurant dans le présent arrêté peuvent être complétées par des arrêtés du maire ou du préfet pris en application de l'article L.2 du Code de la santé publique, lorsque des dispositions particulières s'imposent pour assurer la protection de la santé publique dans la commune ou le département.

Art. 17

L'arrêté du 3 mars 1982 modifié fixant les règles de construction et d'installation des fosses septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation est abrogé.

1. Dispositifs assurant un pré-traitement

1° Fosse toutes eaux et fosse septique.

Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants. Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

Elle doit être conçue de manière à éviter les cheminements directs entre les dispositifs d'entrée et de sortie ainsi que la remise en suspension et l'entraînement des matières sédimentées et des matières flottantes, pour lesquelles un volume suffisant est réservé.

La hauteur utile d'eau ne doit pas être inférieure à 1 mètre. Elle doit être suffisante pour permettre la présence d'une zone de liquide au sein de laquelle se trouve le dispositif de sortie des effluents.

Le volume utile des fosses toutes eaux, volume offert au liquide et à l'accumulation des boues, mesuré entre le fond de l'appareil et le niveau inférieur de l'orifice de sortie du liquide, doit être au moins égal à 3 mètres cubes pour des logements comprenant jusqu'à cinq pièces principales. Pour des logements plus importants, il doit être augmenté d'au moins un mètre cube par pièce supplémentaire.

Les fosses toutes eaux doivent être pourvues d'une ventilation constituée d'une entrée d'air et d'une sortie d'air située au-dessus des locaux habités, d'un diamètre d'au moins 100 millimètres.

Le volume utile des fosses septiques réservées aux seules eaux vannes doit être au moins égal à la moitié des volumes minimaux retenus pour les fosses toutes eaux.

2° Installations d'épuration biologique à boues activées.

Le volume total des installations d'épuration biologiques à boues activées doit être au moins égal à 2,5 mètres cubes pour des logements comprenant jusqu'à six pièces principales.

L'installation doit se composer :

- soit d'une station d'épuration biologique à boues activées d'un volume total utile au moins égal à 1,5 mètre cube pour l'ensemble du compartiment d'aération et du clarificateur, suivie obligatoirement, en aval du clarificateur et distinct de celui-ci, d'un dispositif de rétention et d'accumulation des boues (pièges à boues) d'un volume au moins égal à 1 mètre cube ou un dispositif présentant une efficacité semblable ;

- soit d'une station d'un volume total utile au moins égal à 2,5 mètres cubes pour l'ensemble du compartiment d'aération et du clarificateur, ce dernier devant présenter une efficacité semblable au piège à boues mentionné à l'alinéa précédent. Pour des logements comprenant plus de six pièces principales, ces volumes font l'objet d'une étude particulière.

3° Installations d'épuration biologique à cultures fixées.

Pour un logement comportant jusqu'à six pièces principales, l'installation d'épuration biologique à cultures fixées comporte un compartiment de pré-traitement anaérobie suivi d'un compartiment de traitement aérobie. Chacun des compartiments présente un volume au moins égal à 2,5 mètres cubes.

Le pré-traitement anaérobie peut être assuré par une fosse toutes eaux. Pour des logements comprenant plus de six pièces principales, les volumes des différents compartiments font l'objet d'une étude spécifique.

2. Dispositifs assurant l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol

1° Tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain).

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire des tuyaux d'épandage placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Ceux-ci doivent être placés aussi près de la surface du sol que le permet leur protection.

La longueur totale des tuyaux d'épandage mis en œuvre doit être fonction des possibilités d'infiltration du terrain et des quantités d'eau à infiltrer.

Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 millimètres. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 millimètres.

La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 mètres.

La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux d'épandage est de 0,50 mètre minimum. Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers sans fines, d'une granulométrie 10/40 millimètres ou approchant.

La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 mètre.

Le remblai de la tranchée doit être réalisé après interposition, au-dessus de la couche de graviers, d'un feutre ou d'une protection équivalente perméable à l'air et à l'eau.

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

2° Lit d'épandage à faible profondeur

Le lit d'épandage remplace les tranchées à faible profondeur dans le cas des sols à dominante sableuse où la réalisation des tranchées est difficile.

Il est constitué d'une fouille unique à fond horizontal.

3° Lit filtrant vertical non drainé et terte d'infiltration

Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante, un matériau plus perméable (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 mètre sous la couche de graviers qui assure la répartition de l'effluent distribué par des tuyaux d'épandage.

Dans le cas où la nappe phréatique est trop proche, l'épandage doit être établi à la partie supérieure d'un tertre réalisé au-dessus du sol en place.

3. Dispositifs assurant l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel

1° Lit filtrant drainé à flux vertical

Il comporte un épandage dans un massif de sable propre rapporté formant un sol reconstitué tel que décrit dans la présente annexe.

A la base du lit filtrant, un drainage doit permettre d'effectuer la reprise des effluents filtrés pour les diriger vers le milieu hydraulique superficiel ; les drains doivent être, en plan, placés de manière alternée avec les tuyaux distributeurs.

La surface des lits filtrants drainés à flux vertical doit être au moins égale à 5 mètres carrés par pièce principale, avec une surface minimale totale de 20 mètres carrés.

Dans le cas où la nappe phréatique est trop proche, l'épandage doit être établi à la partie supérieure d'un tertre réalisé au-dessus du sol en place.

2° Lit filtrant drainé à flux horizontal

Dans le cas où le terrain en place ne peut assurer l'infiltration des effluents et si les caractéristiques du site ne permettent pas l'implantation d'un lit filtrant drainé à flux vertical, un lit filtrant drainé à flux horizontal peut être réalisé.

Le lit filtrant drainé à flux horizontal est établi dans une fouille à fond horizontal, creusée d'au moins 0,50 mètre sous le niveau d'arrivée des effluents.

La répartition des effluents sur toute la largeur de la fouille est assurée, en tête, par une canalisation enrobée de graviers 10/40 millimètres ou approchant dont le fil d'eau est situé à au moins 0,35 mètre du fond de la fouille.

Le dispositif comporte successivement, dans le sens d'écoulement des effluents, des bandes de matériaux disposés perpendiculairement à ce sens, sur une hauteur de 0,35 mètre au moins, et sur une longueur de 5,5 mètres :

- une bande de 1,20 mètre de gravillons fins 6/10 millimètres ou approchant ;
- une bande de 3 mètres de sable propre ;
- une bande de 0,50 mètre de gravillons fins à la base desquels est noyée une canalisation de reprise des effluents.

L'ensemble est recouvert d'un feutre imputrescible et de terre arable.

La largeur du front de répartition est de 6 mètres pour 4 pièces principales et de 8 mètres pour 5 pièces principales ; il est ajouté 1 mètre supplémentaire par pièce principale pour les habitations plus importantes.

4. Autres dispositifs

1° Bac à graisses

Le bac à graisses (ou bac dégraisseur) est destiné à la rétention des matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères.

Le bac à graisse et les dispositifs d'arrivée et de sortie des eaux doivent être conçus de manière à éviter la remise en suspension et l'entraînement des matières grasses et des solides dont l'appareil a réalisé la séparation.

Le volume utile des bacs, volume offert au liquide et aux matières retenues en dessous de l'orifice de sortie, doit être au moins égal à 200 litres pour la desserte d'une cuisine ; dans l'hypothèse où toutes les eaux ménagères transitent par le bac à graisses, celui-ci doit avoir un volume au moins égal à 500 litres.

Le bac à graisse peut être remplacé par une fosse septique.

2° Fosse chimique

La fosse chimique est destinée à la collecte, la liquéfaction et l'aseptisation des eaux vannes, à l'exclusion des eaux ménagères.

Elle doit être établie au rez-de-chaussée des habitations.

Le volume de la chasse d'eau automatique éventuellement établie sur une fosse chimique ne doit pas dépasser 2 litres.

(Arrêté du 3 décembre 1996) Le volume utile des fosses chimiques est au moins égal à 100 litres pour un logement comprenant jusqu'à trois pièces principales. Pour des logements plus importants, il doit être augmenté d'au moins 100 litres par pièce supplémentaire.

La fosse chimique doit être agencée intérieurement de telle manière qu'aucune projection d'agents utilisés pour la liquéfaction ne puisse atteindre les usagers.

Les instructions du constructeur concernant l'introduction des produits stabilisants doivent être mentionnées sur une plaque apposée sur l'appareil.

3° Fosse d'accumulation

La fosse d'accumulation est un ouvrage étanche destiné à assurer la rétention des eaux vannes et, exceptionnellement, de tout ou partie des eaux ménagères.

Elle doit être construite de façon à permettre leur vidange totale.

La hauteur du plafond doit être au moins égale à 2 mètres.

L'ouverture d'extraction placée dans la dalle de couverture doit avoir un minimum de 0,70 par 1 mètre de section.

Elle doit être fermée par un tampon hermétique, en matériau présentant toute garantie du point de vue de la résistance et de l'étanchéité.

4° Puits d'infiltration.

Un puits d'infiltration ne peut être installé que pour effectuer le transit d'effluents ayant subi un traitement complet à travers une couche superficielle imperméable afin de rejoindre la couche sous-jacente perméable et à condition qu'il n'y ait pas de risques sanitaires pour les points d'eau destinés à la consommation humaine.

La surface latérale du puits d'infiltration doit être étanche depuis la surface du sol jusqu'à 0,50 mètre au moins au-dessous du tuyau amenant les eaux épurées. Le puits est recouvert d'un tampon.

La partie inférieure du dispositif doit présenter une surface totale de contact (surface latérale et fond) au moins égale à 2 mètres carrés par pièce principale.

Le puits d'infiltration doit être garni, jusqu'au niveau du tuyau d'amenée des eaux, de matériaux calibrés d'une granulométrie 40/80 ou approchant.

Les effluents épurés doivent être déversés dans le puits d'infiltration au moyen d'un dispositif éloigné de la paroi étanche et assurant une répartition sur l'ensemble de la surface, de telle façon qu'ils s'écoulent par surverse et ne ruissellent pas le long des parois.

Circulaire interministérielle 97-49 du 22/05/97 relative à l'assainissement non collectif

Objet : assainissement non collectif

La loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement. Le décret 94-469 du 3 juin 1994 pris pour son application, relatif au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales (anciennement L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes), a prévu en son article 26 la publication d'arrêtés techniques concernant les systèmes d'assainissement non collectif.

Ces arrêtés en date du 6 mai 1996, publiés au Journal Officiel du 8 juin 1996, concernent respectivement les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, et les modalités de mise en oeuvre du contrôle technique que doivent exercer les communes. En application de l'article L. 2224-9 du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des prestations obligatoires relatives à l'assainissement collectif et non collectif doit être assuré sur l'ensemble du territoire au plus tard le 31/12/2005, ces délais ayant été rapprochés par le décret 94-469 du 3 juin 1994 en matière d'assainissement collectif pour les grandes communes ou celles qui rejettent dans les zones sensibles.

Les objectifs poursuivis par ces textes peuvent se résumer ainsi :

- d'une part, remédier aux insuffisances constatées en matière d'assainissement non collectif et notamment susciter une plus grande rigueur dans l'analyse de l'aptitude des sols à ces techniques, dans le choix des filières et l'entretien des dispositifs ;
- d'autre part, redonner sa place à l'assainissement non collectif comme traitement à part entière auprès des responsables municipaux. Lorsque les conditions techniques requises sont mises en oeuvre, ces filières garantissent des performances comparables à celles de l'assainissement collectif, permettent de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé, en évitant de concentrer les flux polluants et de mettre en oeuvre de petites stations d'épuration posant d'importants problèmes d'exploitation. Le recours à l'assainissement non collectif ne doit cependant pas être un prétexte pour favoriser le développement anarchique de l'urbanisation.

La présente circulaire a pour but d'explicitier les conditions de mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions qui sont détaillées dans les annexes ci jointes :

- l'annexe 1 présente un commentaire général de la réglementation sur l'assainissement non collectif et son articulation avec les autres domaines connexes (santé publique, urbanisme).

- l'annexe 2 précise la conduite à tenir pour mener à bien les études préalables à la délimitation des zones d'assainissement non collectif, prévue à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, qui donnent l'occasion d'engager une réflexion prospective sur l'assainissement dans différentes parties de la commune, de prévoir les équipements nécessaires et d'informer les particuliers sur leurs obligations. Ces études peuvent bénéficier d'importantes aides financières de la part des agences de l'eau.

- l'annexe 3 reprend les considérations techniques pour le choix des dispositifs ou leur dimensionnement qui figuraient en annexe à la circulaire du ministre de la santé du 20 août 1984 relative à l'assainissement autonome des bâtiments d'habitation.

En vous appuyant sur cette circulaire, nous vous invitons à informer les communes et établissements publics de coopération intercommunale sur les conditions de mise en oeuvre (qui font par ailleurs l'objet de la norme expérimentale P 16-603 de l'association Française de normalisation) et sur l'intérêt de ces dispositifs, et les informer des nouveaux outils dont ils disposent pour les mettre en place.

La présente circulaire abroge :

- la circulaire interministérielle du 20 août 1984 relative à l'assainissement autonome des bâtiments d'habitation (J.O. du 21 septembre 1984) complétée par la circulaire du 20 septembre 1985 ;

- les articles 30, 48, 49 et 50 du titre II du règlement sanitaire départemental type institués par la circulaire du ministre de la santé du 9 août 1978, modifiée par la circulaire du 18 mai 1984.

De même nous vous demandons :

- d'abroger dans vos règlements sanitaires départementaux les règles techniques correspondantes ;

- d'inviter les maires à retirer de leurs règlements municipaux les règles qui seraient en contradiction avec l'arrêté du 6 mai 1996.

La présente circulaire a reçu un avis favorable de la mission interministérielle de l'eau en date du 26 juillet 1996.

Vous voudrez bien nous faire part, le cas échéant, des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions.

ANNEXE 1 - Commentaires sur les arrêtés du 6 mai 1996 relatifs à l'assainissement non collectif

1 - La définition de l'assainissement non collectif

L'arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif définit l'assainissement non collectif comme "tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement". Le terme "d'assainissement non collectif" mentionné par le code général des collectivités territoriales doit être considéré comme équivalent de celui "d'assainissement autonome" mentionné par le code de la santé publique.

Cette définition, proche de celle qu'avait donnée la circulaire du 20 août 1984, est directement fondée sur les obligations des particuliers inscrites à l'article L. 33 du code de la santé publique. Elle laisse de côté la classification technique, fondée sur la nature des filières d'assainissement : assainissement individuel, assainissement regroupé, assainissement semi-collectif...

Selon la définition de l'arrêté, ces installations relèveront de l'assainissement collectif ou de l'assainissement non collectif en fonction de l'existence ou non d'une obligation de raccordement à un réseau public.

A titre d'illustration, un assainissement dit "regroupé" pourra relever de l'assainissement collectif pour un hameau ou un groupe d'habitations dont les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique, et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire.

Cette distinction revêt une grande importance vis à vis des obligations de l'usager :

- obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien pour les systèmes collectifs.

- obligation de mettre en oeuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) pour les systèmes non collectifs.

2 - Le cadre réglementaire

Avant 1992, l'assainissement non collectif relevait uniquement du domaine réglementaire. C'étaient l'arrêté technique du 3 mars 1982, pris en application de l'article R 111.3 du code de la construction et de l'habitation, la circulaire du 20 août 1984 et la circulaire du 18 mai 1984 modifiant les articles 30, 48, 49 et 50 du titre II du règlement sanitaire départemental type qui en déterminaient les conditions de mise en oeuvre.

La loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif.

L'article L 2224-8 du code général des collectivités territoriales (article 35-I de la loi sur l'eau) précise en effet que : *"Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales, agglomérées et saisonnières".*

L'article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales (article 35-III de la loi sur l'eau), oblige par ailleurs les communes à délimiter notamment des zones d'assainissement collectif et non collectif. Dans les zones relevant de l'assainissement non collectif *"elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien".*

L'article L. 33 du code de la santé publique, modifié par la loi sur l'eau dispose désormais : *"Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés."*

Le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées constitue le décret d'application prévu à l'article 35-I de la loi sur l'eau.

L'article 26 de ce décret, en son alinéa 1er, fixe les obligations des systèmes d'assainissement non collectif : permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines. Il renvoie à cet effet, à deux arrêtés interministériels le soin de déterminer :

- les prescriptions techniques applicables à ces systèmes qui remplacent celles définies par l'arrêté interministériel du 3 mars 1982,
- les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Ces deux arrêtés permettent donc de définir de manière complète et cohérente :

- les obligations des particuliers au regard des articles 35 et suivants de la loi sur l'eau, des articles L. 33 et suivants du code de la santé publique et de l'article R 111.3 du code de la construction et de l'habitation,
- les obligations des communes pour la mise en oeuvre du contrôle technique de ces installations.

3 - La qualification du service et son mode de gestion

3.1 - qualification du service et conséquence sur son financement

Les compétences communales définies par l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, concernant le contrôle et, le cas échéant, l'entretien d'installations privées, qui sont prises en charge en vue d'assurer la salubrité publique, constituent des missions de service public.

Le Conseil d'Etat, dans un avis rendu le 10 avril 1996 en formation administrative, a considéré que ces compétences font partie des services publics d'assainissement municipaux mentionnés à l'article L. 2224-11 du code général des collectivités territoriales au même titre que l'assainissement collectif, dès lors les dispositions de l'article L. 2224-10 visent à considérer les besoins d'assainissement comme un tout, et que la loi soumet les deux systèmes à une réglementation commune. Les actions communales dans le domaine de l'assainissement non collectif sont donc soumises aux dispositions législatives qui régissent les services d'assainissement, notamment, les articles L. 2224-8 à L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales.

Le caractère industriel et commercial du service a les conséquences suivantes :

- pour ce qui concerne son financement, il est soumis au régime des services publics industriels et commerciaux (cf. article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales) et donne lieu à des redevances qui ne peuvent être mises à la charge que des usagers ;
- le budget du service doit s'équilibrer en recettes et dépenses (articles L. 2224-1 du code général des collectivités territoriales et R. 372-16 du code des communes) ;
- le produit des redevances est affecté exclusivement au financement des charges du service qui comprennent notamment les dépenses de fonctionnement du service (article R. 372-17 du code des communes) ;
- les redevances doivent trouver leur contrepartie directe dans les prestations fournies par le service, ce qui implique également qu'elles ne peuvent être recouvrées qu'à compter de la mise en place effective de ce service pour l'utilisateur ;
- la tarification doit respecter le principe d'égalité des usagers devant le service.

L'affectation exclusive des redevances au financement des charges du service public exclut, à priori, que le montant de la redevance pour l'assainissement non collectif puisse être le même que celui exigé des usagers de l'assainissement collectif quand les deux systèmes cohabitent. En effet, dans le cas de l'assainissement non collectif, les charges d'investissement, d'amortissement et, éventuellement, les intérêts de la dette contractée restent à la charge du propriétaire du dispositif et non du service public.

Enfin, le principe d'égalité implique qu'il ne peut y avoir de tarifs différents applicables pour un même service rendu à diverses catégories d'usagers du service de l'assainissement non collectif que s'il existe entre les usagers des différences de situation appréciables.

3.2 - mode de gestion du service

Les services municipaux d'assainissement collectif et non collectif peuvent être gérés, soit dans une structure unique, soit dans des structures distinctes. Dans l'hypothèse d'une structure unique, les redevances perceptibles ne pouvant être que le prix versé en contrepartie d'un service rendu, son budget doit alors faire apparaître la répartition entre les opérations propres

à chacun des deux services. Il ne saurait, en effet, être question que l'un des deux services puisse concourir au financement de l'autre.

En l'état actuel des textes, le support des redevances est la facture payée par l'usager du réseau public de distribution d'eau, en application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967. Celui-ci devrait toutefois faire l'objet d'une prochaine révision pour mieux prendre en compte la spécificité de l'assainissement non collectif.

En ce qui concerne la gestion proprement dite du service, les possibilités offertes en matière d'assainissement collectif sont applicables à l'assainissement non collectif (régie, délégation de service ou prestations de service).

4 - La délimitation des zones relevant de l'assainissement non collectif

Le guide de recommandations pour la mise en œuvre du décret 94-469 et des arrêtés du 22 décembre 1994, annexé à la circulaire du 12 mai 1995 du ministre de l'environnement, commente le contenu souhaitable des études préalables à la définition du zonage entre assainissement collectif et assainissement non collectif.

Il est notamment rappelé que l'un des intérêts du zonage réside dans une analyse a priori de la compatibilité des filières envisagées avec les contraintes et la fragilité particulières du territoire communal.

Les études pédologiques et hydrogéologiques à conduire dans ce cadre ne seront généralement pas détaillées à l'échelle de la parcelle. Les collectivités doivent adapter le contenu technique de ces études à l'importance des populations existantes non desservies et à leurs perspectives de développement. Les plus petites communes réaliseront dans la majorité des cas des études sommaires, sauf dans le cas où cette délimitation est menée conjointement à la réalisation d'un schéma d'assainissement. Il leur est cependant recommandé de faire réaliser une étude plus précise, lorsqu'un doute existe quant au mode d'assainissement à retenir, dans les secteurs :

- déjà urbanisés mais non équipés en assainissement ;
- ouverts à l'urbanisation, en particulier lorsqu'ils sont à priori fragiles ou comprennent des contraintes particulières (zones peu propices à l'infiltration, nappes phréatiques proches...).

Dans ces zones, l'étude devrait logiquement déboucher vers la définition des filières susceptibles d'être retenues.

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif devra être cohérente avec les servitudes de protection des points de captage d'eau potable instaurées en application de l'article L. 20 du code de la santé publique.

Les études de sol éventuellement nécessaires à l'établissement des zones d'assainissement non collectif doivent être réalisées à l'initiative des communes, ou des établissements publics de coopération intercommunale intéressés lorsque les communes leur ont délégué cette compétence. Elles ne peuvent donc être mises à la charge des propriétaires ou gestionnaires des terrains ou des maîtres d'ouvrage concernés.

Cette démarche permettra en général de définir deux types de zones relevant de l'assainissement non collectif :

- les zones dans lesquelles aucune contrainte n'est décelée.
- les zones où des contraintes précises ont pu être identifiées et dans lesquelles seules certaines filières adaptées à ces contraintes seront autorisées.

La démarche type des études figure en annexe 2.

Le Conseil d'Etat a estimé dans son avis précité que la mise en place du service consécutive à l'article L. 2224.8 du code général des collectivités territoriales n'était pas formellement liée à la délimitation des zones d'assainissement non collectif prévue à l'article L. 2224-10 de ce code. Cette délimitation est toutefois vivement recommandée, notamment pour prévenir les risques de contentieux lorsqu'une partie du territoire est susceptible de faire l'objet de modifications sur le mode d'assainissement, à court ou moyen terme.

Il importe en effet que les usagers puissent bénéficier, préalablement à l'intervention de la commune, d'une information complète et détaillée sur leurs nouvelles obligations (droit d'entrée dans les propriétés privées notamment) et les conséquences financières des choix de la collectivité.

5 - Le lien avec les dispositions du code de la santé publique

Les dispositions de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales conduisent à la délimitation du territoire communal selon deux types de zones (assainissement collectif et non collectif). Les prescriptions techniques additionnelles que la commune entend imposer sur certaines parties du territoire - notamment la possibilité d'interdire certaines filières dans des secteurs fragiles identifiés lors de l'étude préalable - doivent être rendues opposables aux tiers, et portées à leur connaissance. La commune peut :

- traduire ces dispositions dans le règlement du plan d'occupation des sols, lorsqu'il existe. Ceci ne peut être envisagé que pour des prescriptions particulièrement simples (interdiction d'une filière par exemple).
- prendre un arrêté municipal édictant ces prescriptions en s'appuyant sur les dispositions de l'article L. 2 du code de la santé publique. Celui-ci prévoit en effet : *"Les décrets mentionnés à l'article L. 1 [décret du 3 juin 1994] peuvent être complétés par des arrêtés du représentant de l'Etat dans le département ou par des arrêtés du maire ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département ou la commune"*.

Le préfet peut prendre des dispositions analogues au niveau départemental, ce qui pourrait s'avérer opportun lorsque des contraintes supra communales ont été recensées : sous-sol karstique sur un vaste territoire ou zone conchylicole, par exemple. Dans ce cas, une consultation des communes concernées est un préalable indispensable, compte tenu des nouvelles compétences qu'elles exercent en matière de contrôle technique. De la même façon, il convient de veiller à ce que les groupements de communes concernant plusieurs départements ne se voient pas appliquer des contraintes différentes qui ne soient dûment justifiées par des considérations techniques.

6 - Le lien avec le code de l'urbanisme

Les zones d'assainissement collectif ou non collectif peuvent être réalisées soit indépendamment de l'établissement du plan d'occupation des sols soit dans le cadre de l'élaboration ou de la révision de celui-ci. La loi sur l'eau a modifié l'article L. 123.1 du code de l'urbanisme pour donner la possibilité aux communes de délimiter, lors de l'élaboration ou de la révision de leur plan d'occupation des sols, les zones prévues par l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales. Dans ce cas, et si l'autorité compétente en matière d'urbanisme et celle compétente en matière d'assainissement sont identiques, les deux procédures peuvent être conduites conjointement.

Ces zones ne constituent pas un élément des documents graphiques du plan d'occupation des sols au sens de l'article R. 123-18 du code de l'urbanisme et ne sont donc pas accompagnées d'un règlement générateur de servitudes d'urbanisme. Par contre, elles devront figurer dans les annexes sanitaires du plan d'occupation des sols et les dispositions des articles 4 des règlements de zones relatives à la desserte des constructions par les réseaux devront être cohérentes avec ces zones

d'assainissement. C'est la raison pour laquelle ces dernières doivent être délimitées le plus en amont possible lorsqu'un plan d'occupation des sols est en cours d'élaboration ou de révision.

Si ces zones sont établies de façon autonome, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, il conviendra de les annexer dans les mêmes conditions au plan d'occupation des sols, soit à l'occasion d'une mise à jour de celui-ci en vertu de l'article R. 123-36 du code de l'urbanisme, soit à l'occasion de la révision de ces documents, d'autant plus si des incohérences apparaissent entre les dispositions du plan d'occupation des sols et ces zones d'assainissement.

En tout état de cause, la délimitation de zones d'assainissement non collectif ne saurait être à l'origine du développement d'une urbanisation dispersée contraire aux objectifs définis par le code de l'urbanisme ou d'un développement non contrôlé des zones NB des plans d'occupation des sols.

Il convient d'appeler systématiquement l'attention des communes, disposant ou non d'un document d'urbanisme, sur la nécessité d'une cohérence entre les zones d'assainissement collectif et non collectif et les dispositions d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune.

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, par exemple dans les communes non dotées d'un plan d'occupation des sols opposable, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition devra être expliquée clairement aux usagers lors de la mise à l'enquête publique du zonage.

A cet égard, les zones d'assainissement collectif, reprenant pour l'essentiel des secteurs urbanisés déjà desservis, devront être délimitées de manière prudente et en tenant compte des capacités de la commune d'assurer les extensions de réseaux qu'appellera le dépôt de nouvelles demandes d'autorisations de construire.

7 - Les dispositions introduites par l'arrêté "prescriptions techniques"

7.1 - conception et implantation

L'arrêté "prescriptions techniques" est construit très largement autour de dispositions empruntées à l'arrêté du 3 mars 1982 modifié. Les dispositions redondantes (et à fortiori contradictoires) avec cet arrêté et qui figuraient dans les règlements sanitaires départementaux, devront être abrogées.

Les nouvelles responsabilités confiées aux communes ont pour objectif de remédier à l'inadaptation trop répandue des filières existantes au lieu où elles sont implantées. L'assainissement non collectif requiert une grande rigueur et un grand professionnalisme des maîtres d'œuvre et des entreprises. Des actions d'information et de sensibilisation seront nécessaires pour promouvoir la qualité en ce domaine.

7.2 - filières

L'arrêté renforce le système de préférences entre différentes filières issu de l'arrêté du 3 mars 1982 modifié en disposant que :

- *"le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer leur dispersion dans le sol"*, ce qui consacre la filière d'épuration par le sol comme la filière de référence ;

- *"les systèmes mis en œuvre (pour les maisons d'habitation individuelles) doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères"* (sauf dans le cas de réhabilitation d'installations existantes), ce qui consacre la préférence de la fosse toutes eaux par rapport à la fosse septique.

Le filtre bactérien percolateur ne fait plus partie des ouvrages consacrés par la réglementation dans la mesure où ses performances ont souvent été jugées insuffisantes ou ses conditions d'utilisation détournées de leur objet.

Le puits d'infiltration peut être utilisé dans les conditions définies à l'article 12 dans le cas où une couche de terrain imperméable empêche le transit normal des effluents vers les couches profondes.

Enfin, la fosse d'accumulation devrait être réservée aux habitations existantes, soit lorsqu'elles sont situées dans des secteurs très fragiles, soit lorsqu'elles représentent des types d'habitat particuliers, en tout état de cause lorsqu'aucune autre solution n'est envisageable. Il conviendra dans ces cas de veiller à la qualité des matériels utilisés (notamment leur étanchéité) et au traitement convenable des eaux ménagères. Il est rappelé que ces dispositifs comprennent un système de ventilation dont le débouché est situé aussi haut que possible et au dessus des toitures.

Le nouveau régime de dérogation a été conçu pour apporter une plus grande souplesse au régime antérieur découlant de l'arrêté du 3 mars 1982. Il prévoit une dérogation autorisée par le préfet pour une simple adaptation dans certains secteurs, en fonction du contexte local, des filières ou dispositifs décrits dans l'arrêté (exemples : puits d'infiltration, adaptations aux configurations du terrain notamment pour les habitations existantes...). Ces dérogations devraient logiquement être définies sur des zones homogènes de manière à éviter un examen sur chaque dossier.

Une modification de l'arrêté du 6 mai 1996, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, sera nécessaire dans la mesure où l'innovation ou les adaptations apportées aux dispositifs seront susceptibles de concerner plusieurs départements, notamment lorsque le fabricant souhaite mettre sur le marché des dispositifs de traitement dont les caractéristiques ne correspondent pas aux ouvrages décrits en annexe de l'arrêté.

Cette procédure a pour objectifs, d'une part de ne pas freiner le progrès technique, et d'autre part de ne pas exercer de distorsions d'un département à l'autre.

7.3 - entretien

Le facteur principal d'un bon entretien sera généralement la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues. Compte tenu des modifications apportées par les concepteurs dans le dimensionnement des fosses toutes eaux, qui vont parfois au delà des exigences réglementaires (minimum de 3 mètres cube), compte tenu également des modes d'occupation des logements, il n'a pas été jugé opportun de fixer une fréquence applicable dans tous les cas. L'arrêté fixe donc une périodicité de référence (4 ans), qui correspond à la moyenne souhaitable pour une installation type, cette

périodicité pouvant être si nécessaire adaptée dans des "circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant".

Concrètement cette justification pourrait prendre la forme suivante :

- pour les caractéristiques des ouvrages, d'une garantie de bon fonctionnement, engageant la responsabilité entière du concepteur sur une périodicité différente ;
- pour l'occupation de l'immeuble (notamment résidences secondaires), d'une lettre d'engagement du propriétaire, ou à défaut de l'occupant, sur une périodicité, en fonction du nombre de jours d'occupation estimé le plus précisément possible.

7.4 - réalisation des dispositifs

Le document de référence en matière de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectifs est le DTU 64.1 (norme expérimentale P 16-603 de l'association Française de normalisation) qui fait actuellement l'objet d'un réexamen.

8 - Dispositions introduites par l'arrêté "modalités du contrôle technique"

8.1 - nature du contrôle et objectifs

De manière schématique, le contrôle technique à mettre en place par les communes ou leurs groupements comprend :

- un contrôle technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations existantes, des visites seront l'instrument adéquat de diagnostic de leur fonctionnement et de la nécessité d'engager une réhabilitation (cf. par. 11.2). Il se traduira également par un contrôle à priori pour les installations nouvelles ou réhabilitées. Ce contrôle pourra comporter l'examen de la filière proposée et donner lieu à une visite sur le chantier, avant recouvrement des ouvrages neufs, pour évaluer la qualité de leur réalisation.
- des contrôles périodiques de leur bon fonctionnement et - dans le cas où la commune n'a pas décidé sa prise en charge - de leur entretien.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles, qui, lorsqu'elles sont bien conçues, ne posent en général aucune difficulté de gestion. L'attention des communes devra être attirée sur l'opportunité de mettre en place rapidement ce contrôle, en prenant en compte en priorité les installations nouvelles.

Chaque commune devra adapter le contrôle qu'elle instaure aux enjeux de son territoire, en prenant en considération les zones dans lesquelles des contraintes existent quant à la nature des filières et sur lesquelles la commune a édicté des règles particulières (protection de nappes destinées à l'alimentation en eau potable en particulier).

8.2 - périodicité

L'arrêté ne fixe pas de périodicité obligatoire pour le contrôle technique. Il pourra être toutefois conseillé aux collectivités de prévoir une périodicité au minimum équivalente à celle des vidanges, soit 4 ans. Cette périodicité pourra être progressive.

8.3 - le droit d'entrée dans les propriétés privées

L'article L. 35-10 du code de la santé, introduit par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, confère aux agents du service d'assainissement un droit d'accès aux propriétés privées pour le contrôle et l'entretien des installations d'assainissement non collectif : *"Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L. 35-1 et 35-3 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service."*

Ces pouvoirs très larges, méritaient d'être précisés à l'occasion de l'arrêté relatif aux modalités de contrôle, de façon à garantir le respect des droits et libertés des individus, tels que rappelés par le conseil constitutionnel dans sa décision n° 90-286 du 28 décembre 1990. C'est l'objet des dispositions qui prévoient l'envoi d'un avis préalable d'intervention dans un délai raisonnable, et la rédaction d'un compte-rendu notifié au propriétaire des lieux. Ces deux formalités, prévues aux articles 3 et 4 de l'arrêté, constituent des conditions d'exécution de la mission des agents du service d'assainissement qui doivent être respectées pour que le droit d'entrée dans les propriétés privées ne puisse pas être remis en cause.

Il convient de signaler que les agents chargés du contrôle n'ont pas la possibilité de pénétrer de force dans une propriété en cas de refus du propriétaire. La loi n'a pas prévu en effet de mesure d'exécution d'office. Ces agents devront donc, s'il y a lieu, relever l'impossibilité dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur contrôle, à charge pour le maire de constater ou faire constater l'infraction (cf. paragraphe 10).

8.4 - la mise en œuvre de ces dispositions

Le contrôle technique doit être assuré sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2005. En tout état de cause, il convient de mettre en œuvre les dispositions transitoires permettant aux collectivités de s'engager au plus tôt dans leurs nouvelles responsabilités.

Plusieurs cas se présentent, selon la situation locale :

- lorsque les services déconcentrés se sont désengagés, dès la parution de la loi sur l'eau, il convient de proposer rapidement aux collectivités la formation et les conseils de manière à assurer une continuité de l'action publique dans ce domaine et éviter une dégradation de la situation dans certains secteurs.
- lorsque les services déconcentrés et notamment les DDASS ont continué à mener une action dans ce domaine, pour diverses raisons liées au contexte sanitaire local, il y a lieu d'engager progressivement le transfert et de l'accompagner par les actions de formation et de conseil nécessaires, afin qu'il se fasse dans les meilleures conditions.

En outre, afin d'aider à la mise en place du dispositif, les possibilités offertes par une collaboration des SATESE pourraient être étudiées avec le Conseil général. En effet, l'aide technique apportée par ces services aux communes pour l'assainissement collectif pourrait être étendue à l'assainissement non collectif tout en adaptant les financements et cofinancements d'une telle action au nouveau contexte réglementaire.

Il convient de rappeler cependant que la protection sanitaire des milieux peut amener les services déconcentrés à prendre des dispositions particulières sur certaines zones, en s'appuyant sur l'article 16 de l'arrêté "prescriptions techniques" et sur l'article L. 2 du code de la santé publique. Pour ce faire, une réflexion pourra être conduite au sein des MISE et pôles de compétence EAU.

Par ailleurs, l'instruction des plaintes requiert également une attention particulière. Dans tous les cas, il y a lieu d'analyser la nature de la plainte, afin d'évaluer son bien fondé et la nature des dysfonctionnements en cause. En règle générale, la vérification de ce dysfonctionnement nécessite qu'un contrôle technique de l'installation soit mené ; il convient alors de transmettre la plainte au maire. Si néanmoins les conditions dans lesquelles ce contrôle est réalisé sont mises en cause, il

conviendra alors de procéder à une enquête afin de faire remédier aux nuisances occasionnées par l'installation, en application du pouvoir de substitution conféré par le code général des collectivités territoriales au représentant de l'Etat.

9 - Le lien entre le contrôle technique et l'application du droit des sols

9.1 - Le contexte législatif et réglementaire de l'instruction de la demande de permis de construire

L'article 38-III de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a modifié l'article L. 421-3 alinéa 1er du code de l'urbanisme afin de donner un fondement législatif à la prise en compte du respect des règles relatives à l'assainissement, collectif ou non collectif, dans le cadre de la délivrance des permis de construire : *"Le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant l'implantation des constructions, leur destination, leur nature, leur architecture, leurs dimensions, leur assainissement et l'aménagement de leurs abords et si le demandeur s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation"*.

L'article R. 421-2 dernier alinéa du code de l'urbanisme précise le contenu du dossier de demande de permis de construire : *"lorsque la demande concerne la construction de bâtiments ou d'ouvrages devant être desservis par des équipements publics, le plan de masse indique le tracé de ces équipements et les modalités selon lesquelles les bâtiments ou ouvrages y seront raccordés. A défaut d'équipements publics, le plan de masse indique les équipements privés prévus, notamment pour l'alimentation en eau et l'assainissement"*.

Il est rappelé à ce sujet que la liste des pièces ou informations à joindre aux demandes de permis de construire est limitative et qu'en conséquence l'exigence de pièces complémentaires non prévues aux articles R. 421-1-1 et suivants du code de l'urbanisme est de nature à entacher d'irrégularité la décision (C.E. 12 décembre 1984, C.S.A. immobilière et commerciale "La Gauloise", req. n° 45.109).

De même, l'indication sur le plan masse des équipements privés prévus vise seulement à vérifier que le type de filière choisi est conforme à la réglementation en vigueur, nonobstant le contrôle technique du dispositif qui relève du service chargé de l'assainissement.

Enfin, les articles R. 111-8 à R. 111-12 du code de l'urbanisme fixent également des règles à respecter en matière d'assainissement sur les territoires non couverts par un document d'urbanisme opposable, pour les lotissements ou constructions projetées.

9.2 - mise en œuvre pratique

L'instruction de la demande de permis de construire ne doit pas être confondue avec le contrôle technique de l'installation d'assainissement non collectif. Il est cependant souhaitable que la commune instaure une procédure de contrôle technique qui soit coordonnée et simultanée avec l'instruction des demandes de permis de construire. Cet examen parallèle serait mieux perçu par l'usager qui verrait ainsi sa démarche simplifiée.

Le dispositif qui peut être recommandé est le suivant :

1 - le service instructeur s'assure, sur la base des éléments prévus dans le dossier de demande de permis de construire, du respect des règles générales en vigueur. L'instruction de la demande de permis de construire porte exclusivement sur la vérification :

de l'existence sur le plan de masse d'un descriptif de l'installation ;

de la conformité du projet (et non celle de sa réalisation) au type de filière prescrit éventuellement dans les documents d'urbanisme.

2 - le service instructeur informe le service chargé du contrôle de l'assainissement non collectif de la commune. Il est souhaitable que celui-ci fournisse au maître d'ouvrage une information sur la réglementation et sur les dispositifs techniques les mieux adaptés.

Dans le cas où le projet de construction (article L. 421.3 du code de l'urbanisme) et/ou le projet de plan masse (R. 421.2 du code de l'urbanisme) comporteraient un système d'assainissement non collectif ne correspondant pas au type de filière prescrit dans le secteur considéré ou ne pouvant pas être techniquement réalisé en raison de la configuration des lieux, le permis de construire doit être refusé. Ce refus de permis peut ne présenter qu'un caractère conservatoire dans le cas où la modification ultérieure du projet initial présenterait un système conforme au type de filière autorisé ou le rendrait réalisable au regard de la configuration des lieux.

9.3 exercice du contrôle technique des installations lorsqu'il n'y a pas de permis de construire

Ce qui précède rappelle à la fois que le contrôle administratif de délivrance d'un permis de construire et le contrôle technique ne peuvent être confondus. Ceci est d'autant plus clair que de nouvelles installations, sur lesquelles doit s'exercer un contrôle technique, peuvent intervenir sans qu'il y ait dépôt de permis de construire (exemple des réhabilitations). Les communes doivent donc, pour exercer leur mission de contrôle technique, organiser des visites systématiques de diagnostic des habitations existantes non raccordées au réseau public. Ces visites permettent d'informer les occupants de leurs nouvelles obligations et d'examiner avec eux l'échéancier et les modalités de mise en conformité de leurs installations, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte tenu des risques pour la santé publique. Elles doivent avoir lieu dans les conditions fixées au point 8.3.

9.4 - le certificat d'urbanisme

L'article L. 410-1 du code de l'urbanisme prévoit notamment que le certificat d'urbanisme indique, en fonction du motif de la demande, si, compte tenu des dispositions d'urbanisme et des limitations administratives du droit de propriété applicables à un terrain, ainsi que de l'état des équipements publics existants ou prévus, le terrain peut être affecté à la construction ou utilisé pour la réalisation d'une opération déterminée.

Lorsque toute demande d'autorisation pourrait, du seul fait de la localisation du terrain, être refusée en fonction des dispositions d'urbanisme et, notamment, des règles générales d'urbanisme, la réponse à la demande de certificat d'urbanisme est négative.

Il est rappelé en particulier, à titre d'exemple, qu'en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune, la règle de constructibilité limitée prévue à l'article L. 111-1-2 du code de l'urbanisme impose, lorsqu'elle s'applique, de délivrer un certificat d'urbanisme négatif (C.E. 23 février 1990, Bouchacourd, req. n° 79.728 ; 21 juin 1995, Mme Marichal, req. n° 138.210).

Par ailleurs, il convient dans tous les cas de déterminer si les équipements publics existants ou prévus permettent la réalisation d'une construction sur le terrain et, dans la négative, il peut être tenu compte de la possibilité de réaliser un assainissement non collectif.

En cas d'impossibilité manifeste de réaliser un assainissement non collectif, par exemple en raison de la taille de la parcelle, de sa topographie ou de son implantation, le certificat d'urbanisme doit être négatif (C.E. 27 mai 1983, Durand, Rec. p. 224). En revanche, la seule absence d'un réseau public d'assainissement ne paraît pas devoir justifier la délivrance d'un certificat d'urbanisme négatif, dès lors qu'il n'existe aucune impossibilité manifeste de réaliser un système d'assainissement non collectif sur le terrain. Il est en outre admis qu'un certificat d'urbanisme déclarant un terrain constructible n'interdit pas le refus ultérieur d'un permis de construire sur le fondement de l'article L. 421-5 du code de l'urbanisme (C.E. 28 février 1986, Mme Deydier, req. n° 55071).

En toute hypothèse, toute information utile doit être donnée au demandeur dès la délivrance du certificat d'urbanisme.

9.5 - le certificat de conformité

Le contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif est juridiquement distinct de la délivrance du certificat de conformité prévu à l'article L. 460-2 du code de l'urbanisme, le récolement des travaux mentionné à l'article R. 460-3 de ce code étant destiné uniquement à vérifier *"qu'en ce qui concerne l'implantation des constructions, leur destination, leur nature, leur aspect extérieur, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords, lesdits travaux ont été réalisés conformément au permis de construire"*.

En tout état de cause, le contrôle de réalisation des dispositifs d'assainissement non collectif devrait intervenir en amont du certificat de conformité, avant remblaiement.

10 - Le lien entre le contrôle technique et les pouvoirs de police du maire et du préfet

Il ne doit y avoir aucune confusion entre l'action de contrôle technique de la commune et les missions de police administrative confiées au maire, ni à plus forte raison, avec la recherche et la constatation des infractions qui sont des opérations de police judiciaire. Le droit d'entrée dans les propriétés privées ne donne pas aux agents du service d'assainissement le pouvoir de rechercher les infractions à la réglementation, mais celui de constater l'état du système d'assainissement.

Le contrôle technique exercé par la commune, tel que défini dans l'arrêté, ne fait pas obstacle au contrôle exercé par le maire ou les services de l'Etat dans le domaine des infractions à la loi sur l'eau et au code de la santé publique. Ces différentes actions peuvent, bien sûr, être mises en œuvre parallèlement, voire être exercées par les mêmes agents lorsque les agents du service d'assainissement sont habilités à ce titre.

Il convient donc de rappeler à ce sujet les dispositions de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales en matière de salubrité publique : *"la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :*

...5° le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser... les pollutions de toute nature..."

En cas d'urgence motivée, l'article L. 2212-4 du code général des collectivités territoriales donne pouvoir au maire de recourir à la force publique pour pénétrer dans les propriétés privées et faire cesser les atteintes à la salubrité publique.

De même, le refus pour un propriétaire de laisser pénétrer sur sa propriété les agents du service d'assainissement non collectif, dans le cadre de leur mission, pourrait entraîner l'application des mesures coercitives prévues. Les sanctions applicables au contrôle de police figurent en encadré.

Il convient enfin de signaler que l'article L. 35-5 du code de la santé publique astreint le propriétaire qui n'a pas respecté l'obligation de raccordement à l'égout (lorsque la commune a mis en place un réseau de collecte), à payer une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement, éventuellement majorée, dans la limite de 100 % par le conseil municipal. Cet article a été modifié par la loi sur l'eau pour le rendre applicable en cas de non respect des obligations imposées par l'article L. 33 du code de la santé publique.

Contrairement aux missions de contrôle technique qui relèvent d'un service public (cf. paragraphe 3.2), il n'y a pas de délégation possible des pouvoirs généraux de police du maire.

les sanctions

- Art. L. 48 du code de la santé publique : *"Les infractions aux prescriptions des articles L. 1 à L. 7-1, L. 14 et L. 17 à L. 40 ou des règlements pris pour leur application sont constatées par des officiers et agents de police judiciaire conformément aux dispositions du code de procédure pénale ainsi que par les inspecteurs de salubrité commissionnés à cet effet par le Préfet et assermentés dans les conditions fixées par décret. Les procès verbaux dressés par les inspecteurs de salubrité en ce domaine font foi jusqu'à preuve du contraire."*

Toute personne qui met obstacle à l'accomplissement des fonctions des inspecteurs de salubrité mentionnés à l'alinéa 1er est punie, en cas de récidive, d'une amende de 2.000 F. à 15.000 F."

- Art. 25 de la loi sur l'eau : *"Quiconque exploite une installation ou un ouvrage ou réalise des travaux en violation d'une mesure de mise hors service, de retrait ou de suspension d'une autorisation ou de suppression d'une installation ou d'une mesure d'interdiction prononcée en application de la présente loi sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 20.000 F. à 1.000.000 F. ou de l'une de ces peines seulement."*

Sera puni des mêmes peines quiconque poursuit une opération ou l'exploitation d'une installation ou d'un ouvrage sans se conformer à l'arrêté de mise en demeure, pris par le Préfet, d'avoir à respecter, au terme d'un délai fixé, les prescriptions techniques prévues par l'autorisation ou les règlements pris en application de la présente loi."

Quiconque met obstacle à l'exercice des fonctions confiées par la présente loi aux agents mentionnés aux articles 8 et 19 sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 5.000 F. à 50.000 F. ou de l'une de ces deux peines seulement."

- Art. L.152.4 du code de la construction et de l'habitation : *"L'exécution de travaux ou l'utilisation du sol en méconnaissance des obligations imposées par les articles L.111-4..., par les règlements pris pour leur application... est punie d'une amende de 300.000 F. En cas de récidive, la peine d'amende sera de 500.000 F. et un emprisonnement de six mois pourra être prononcé. Le tribunal peut en outre ordonner, aux frais du condamné..."*

Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires de travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux."

Il convient de noter que l'article L. 111-4 ne s'applique qu'aux bâtiments d'habitation.

- Art L. 152-2 du code de la construction et de l'habitation : *"Dès qu'un procès verbal relevant une des infractions prévues à l'article L. 152-4 a été dressé, le maire peut également, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée, ordonner par arrêté motivé l'interruption des travaux. Copie de cet arrêté est transmise sans délai au ministère public."*

(voir également les dispositions des articles L. 480.1 à L. 480.5 du code de l'urbanisme sur les conséquences tirées de l'article L. 421.3).

11 - le cas des installations existantes

11.1 - rappel des obligations

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, en modifiant l'article L. 33 du code de la santé publique, a créé une obligation générale pour les particuliers de disposer, lorsqu'ils ne sont pas raccordés au réseau public, d'installations d'assainissement *"maintenues en bon état de fonctionnement"*.

De ce fait, le particulier est tenu :

- 1 - de justifier, dans tous les cas, d'une part de l'existence d'un dispositif d'assainissement, d'autre part de son bon fonctionnement qui doit être apprécié au regard des principes généraux exposés à l'article 26 du décret du 3 juin 1994, et à l'article L. 1 du code de la santé publique.
- 2 - pour les installations existantes lors de la parution de l'arrêté du 6 mai 1996 de justifier du respect des règles de conception et d'implantation telles qu'elles figuraient dans la réglementation précédente.

11.2 - les instruments de réhabilitation des installations non conformes

En pratique, la réhabilitation des dispositifs existants ne devrait être envisagée que lorsque les principes généraux exposés à l'article 26 du décret du 3 juin 1994 et à l'article L. 1 du code de la santé publique ne peuvent être atteints. Le diagnostic des installations existantes sera le moyen approprié pour étudier au cas par cas cette nécessité et définir une hiérarchie des problèmes constatés.

L'application de l'article 31 de la loi sur l'eau permet de pallier le fait que l'installation des dispositifs d'assainissement non collectif ne soit pas expressément prévue par les dispositions relatives aux obligations de la commune (article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales).

Cet article 31 et le décret n° 93-1182 du 21 octobre 1993 pris pour son application, permet aux communes de réaliser les travaux et ouvrages dont elle précise la finalité à condition que l'intérêt général ou l'utilité publique en aient été reconnus, à la suite d'une enquête publique menée dans les conditions prévues par les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural. Si les objets de ces déclarations d'intérêt général ont été essentiellement le curage des cours d'eau non domaniaux ou la défense contre les inondations sous l'empire des textes antérieurs à la loi sur l'eau, celle-ci a étendu cette possibilité à la lutte contre la pollution.

Dans ce cadre, il convient que le dossier mis à l'enquête publique comporte le bilan du diagnostic de fonctionnement des installations existantes, et une notice mettant en évidence les pollutions constatées ou, à défaut, les risques pour la santé publique que peut faire craindre l'état des installations visées.

En dehors de la possibilité offerte par cet article, le Conseil d'Etat, dans son avis précité, a estimé que la loi n'ayant expressément prévu la prise en charge par les communes que des prestations et dépenses de contrôle, et le cas échéant d'entretien des installations, les communes ne peuvent étendre l'objet des services publics à caractère industriel et commercial concernés pour réaliser leur réhabilitation que dans les limites imposées par le principe de liberté de commerce et d'industrie à la création de tels services par les collectivités locales.

Cette interprétation ne devrait cependant pas empêcher la collectivité d'intervenir, dans un cadre contractuel avec le propriétaire et l'occupant, dans le cas où l'exercice du contrôle ou de l'entretien des installations rend indispensable la reconstruction ou la réhabilitation préalable de celles-ci, cette mission étant connexe aux missions traditionnelles du service d'assainissement non collectif.

ANNEXE 2 - Etudes préalables à la définition des zones d'assainissement non collectif

Les points clé de la démarche générale sont les suivants :

1 - délimitation du territoire et lancement de l'opération

L'opération devrait déboucher sur une carte du territoire de la commune ou du groupement de communes, délimitant des zones d'assainissement collectif ou non collectif, accompagnée d'une notice expliquant ce qui doit être fait en matière d'assainissement, dans chaque zone en le justifiant et en précisant les obligations de la commune ou du groupement de communes ainsi que des particuliers. Elle doit permettre de cartographier le territoire de la commune à une échelle voisine du 1/2000ème ou du 1/5000ème de manière à ce que chaque propriétaire ou occupant puisse savoir dans quelle zone se situe son terrain, bâti ou non.

Il est souhaitable, dans la mesure du possible, qu'elle s'intègre dans une réflexion générale sur l'assainissement conduisant à un véritable schéma directeur. Il est conseillé, pour la cohérence de la démarche et pour dégager des choix technico-économiques optimisés, d'effectuer cette réflexion sur un secteur géographique homogène et, si nécessaire, dans le cadre d'une coopération intercommunale.

Il importe en outre que la collectivité ait compétence ou acquiert la compétence nécessaire pour pouvoir mener à bien une telle démarche (cas des syndicats qui ont reçu une délégation limitée à l'assainissement collectif).

Par ailleurs, il convient de recourir aux services d'un conseil pour la mise en œuvre de l'opération (estimatif préalable, consultation de bureaux d'études, assistance technique...) et d'associer à cette réflexion, l'agence de l'eau, le conseil général et les services techniques compétents.

Enfin, la réflexion ne saurait laisser de côté le problème des eaux pluviales, ne serait-ce qu'en termes d'options (solutions de type infiltration rapide sur la parcelle ou de type collecte et rejet dans le milieu naturel).

2 - étude des caractéristiques de la commune

L'étude doit débiter par un diagnostic de l'existant en matière de répartition des zones d'assainissement non collectif et collectif existantes dont le fonctionnement donne satisfaction. Ces zones pourront, par conséquent, être conservées. Elle se focalisera donc d'une part sur les zones à urbaniser et d'autre part sur les zones déjà urbanisées dans lesquelles l'assainissement est défaillant.

Les deux premiers critères à prendre en compte sont la densité de population et le mode de répartition de l'habitat. Dans les petites communes, l'habitat suit une tradition très forte, qui peut induire des contraintes importantes. Par exemple l'implantation des habitations et le rejet des eaux du côté opposé à la rue peut obliger à choisir des solutions non collectives alors même que le choix collectif était souhaité et économiquement possible.

L'étude définit le type d'assainissement utilisé. Une simple visite permet de réaliser une première approche. Ensuite, une enquête auprès des habitants permet d'affiner les résultats. Elle est complétée par une projection de l'urbanisation prévue (zones pavillonnaires, lotissements et zones industrielles).

L'expérience montre que l'assainissement collectif ne se justifie plus pour des considérations financières, dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20-25 mètres, cette distance devant bien entendu être relativisée en fonction de l'étude des milieux physiques. Des solutions groupées ou individuelles doivent être étudiées. Au dessus de 30 mètres, la densité est telle que l'assainissement non collectif est compétitif, sauf conditions particulières (par exemple la présence d'une nappe sensible à protéger).

3 - étude du milieu physique

Les caractéristiques du sol ne viennent qu'en troisième critère. En effet ce critère est rarement rédhibitoire pour l'épuration, la reconstitution de sol étant possible. De même, l'insuffisance de surface de terrain disponible dans chaque parcelle conduit à trouver des solutions spécifiques (assainissement multifamilial...). L'étude de l'aptitude du sol à l'assainissement non collectif (pédologie, hydrogéologie, topographie, hydrographie) n'interviendra donc que sur les zones prédéfinies comme susceptibles, en fonction du mode de répartition de l'habitat, de relever des techniques de l'assainissement non collectif. Dans le cas général, trois types de sols peuvent être définis :

- type 1 : aptitude à l'épandage souterrain,
- type 2 : aptitude à l'épandage souterrain dans un sol reconstitué,
- type 3 : aptitude à l'épandage par un massif sableux drainé,

D'autres contraintes doivent être prises en compte comme la pente des terrains, l'existence d'exutoires pour les eaux usées ou pluviales, et les problèmes d'accès pour l'entretien ou les travaux. Ces contraintes sont souvent des critères de choix pour des techniques regroupées. On peut alors classer les logements en trois groupes :

- logements sans contraintes particulières ;
- logements avec contraintes de sols justifiant le recours à des filières spécifiques ;
- logements ne pouvant être assainis à la parcelle.

A ce stade, devra être pris en compte également, le problème d'évacuation des eaux pluviales dans les zones prédéterminées pour un épandage par le sol.

Cette phase permet de déterminer un avant projet de zonage.

4 - Simulation technico-économique

Pour affiner les solutions à retenir, des études technico-économiques seront conduites dans les zones où plusieurs alternatives restent possibles. Elles étudieront les implications des différents choix sur le prix de l'eau en intégrant toutes les contraintes (nappe, exutoire, prévision d'urbanisation, accès, entretien...).

5 - vérification de la conformité des propositions vis à vis des documents de planification, de la réglementation, et opportunité vis à vis des autres communes.

Cette phase est indispensable pour vérifier la cohérence des propositions, sur un secteur géographique homogène, des zonages effectués par les autres communes.

6 - financement

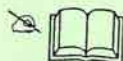
La réalisation des études préalables à la délimitation est financée par le budget général de la commune. Des subventions spécifiques peuvent être obtenues auprès des agences de l'eau et de certains conseils généraux dans le cadre des aides qu'ils accordent pour améliorer le traitement des eaux usées domestiques.

PRINCIPALES ETAPES DU ZONAGE

SCHEMA RECAPITULATIF
DELIMITATION DU TERRITOIRE
OBJET DE LA PROCEDURE DE ZONAGE
ETUDE DES CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE
ETUDE DU MILIEU PHYSIQUE
VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS VIS A VIS D'AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET
DE LA REGLEMENTATION
SIMULATION FINANCIERE
ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE
PROPOSITIONS ALTERNATIVES DE ZONAGE
PROPOSITIONS DU ZONAGE DEFINITIF (CARTE ET NOTICE)
ENQUETE PUBLIQUE
APPROBATION DEFINITIVE DU ZONAGE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

ANNEXE IV

AIDE MÉMOIRE POUR L'ÉLABORATION DU RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT



AIDE MEMOIRE POUR L'ELABORATION DU REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

OBJET DU RÈGLEMENT

La gestion de l'assainissement par la Commune est définie par un règlement d'assainissement fixant les conditions et modalités

- de rejet des eaux usées brutes dans le réseau public d'assainissement en zone d'assainissement collectif,
- d'épuration et d'évacuation des eaux épurées en zone d'assainissement non collectif.

Ce règlement précise, dans chaque zone d'assainissement, **les obligations respectives des usagers et de la collectivité** ; il fixe le cadre des relations maître d'ouvrage/exploitant éventuel/usager, notamment celles concernant l'installation, le contrôle et l'entretien des filières, la répercussion des dépenses, les poursuites en cas d'infraction, les recours possibles, etc.

Pour gérer l'assainissement, la Commune se doit de créer un **Service public d'assainissement** à caractère industriel et commercial (S.P.I.C.).

CONTENU DU REGLEMENT

Les règles d'organisation du service d'assainissement et les prescriptions techniques concernant les filières d'assainissement (collectif et non collectif) seront édictées spécifiquement par la Commune. Toutefois, l'adaptation au contexte local ne doit pas aller à l'encontre des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

 Ces dispositions légales et réglementaires figurent dans les textes cités en Annexe III.

 Une suggestion de prescriptions techniques est proposée, à l'intention de la Commune, dans les pages qui suivent.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

OBLIGATION D'ÉPURATION DES EAUX USEES

Afin de garantir les conditions d'hygiène et de salubrité publique et de satisfaire aux exigences de protection de l'environnement, toute habitation non raccordable au réseau public d'assainissement devra être dotée d'un dispositif d'assainissement autonome avant rejet des effluents domestiques dans le milieu naturel.

DESCRIPTIF DE LA FILIERE DE TRAITEMENT

Conformément aux prescriptions techniques applicables aux ouvrages d'assainissement non collectif, la filière de traitement des eaux vannes et des eaux ménagères devra comporter :

- un dispositif de prétraitement : fossé toutes eaux (éventuellement fosse septique pour les eaux vannes associée à un bac séparateur de graisses pour les eaux ménagères, en cas de réhabilitation d'une installation ancienne),
- des dispositifs assurant l'épuration et l'évacuation des effluents épurés.

Les caractéristiques techniques, le dimensionnement et les conditions de réalisation des dispositifs d'assainissement non collectif sont déterminés spécifiquement, en fonction de l'implantation de l'habitation (nature du sol et du sous-sol, topographie, hydrogéologie, hydrographie, situation de l'exutoire...).

↳ *Le détail des prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif pour les habitations individuelles et les autres immeubles figure dans l'arrêté du 6 mai 1996 et le fascicule de D.T.U. 64-1 relatif à la mise en oeuvre des dispositifs d'assainissement autonome.*

GESTION DES INSTALLATIONS

L'entretien des dispositifs vise à :

- permettre l'écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- maintenir en bon état la ventilation des ouvrages,
- assurer l'accumulation normale des boues et des flottants dans la fosse toutes eaux,
- Pour cela, la vidange des fosses toutes eaux devra être effectuée au moins tous les 4 ans.
 - faciliter l'accès aux ouvrages et regards pour les contrôles par le Service d'assainissement communal et pour les vidanges par une entreprise spécialisée.

L'entretien est assuré par les propriétaires privés, et à leurs frais, sauf si la Commune décide d'en assurer la prise en charge.

↳ *Dans ce cas, elle percevra, en échange du service, une redevance d'assainissement, proportionnelle à la consommation d'eau et distincte de celle couvrant les dépenses relatives à l'assainissement collectif.*

CONTRÔLE DES DISPOSITIFS

Le contrôle incombe à la Commune et porte sur la vérification de la conception, l'implantation, la bonne exécution des ouvrages, leur entretien régulier et l'efficacité de l'épuration.

↳ *Le propriétaire devra tenir à disposition du Service d'assainissement communal un document attestant de la réalisation périodique des vidanges de fosse (et du dispositif dégraisseur, le cas échéant).*

↳ *L'entreprise chargée de la réalisation des vidanges tiendra à jour un registre indiquant notamment l'origine et les caractéristiques des boues, ainsi que les conditions d'élimination ; ce registre sera communiqué régulièrement aux utilisateurs et aux agents chargés du contrôle.*

ACCÈS AUX PROPRIÉTÉS PRIVÉES

Conformément à la législation, l'accès des agents du Service d'assainissement sur la propriété privée est autorisé pour le contrôle des ouvrages.

Un avis préalable à la visite sera adressé à l'intéressé.

Les observations seront consignées dans un rapport à l'intention du propriétaire (ou de l'occupant s'il n'est pas propriétaire).



Points à préciser le moment venu :

➔ **DATE D'APPLICATION**

➔ **MODALITÉS DE MODIFICATION DU RÈGLEMENT**

➔ **CLAUSES D'EXECUTION**

PLANS INCLUS

- ⇒ **PLAN D'ÉTUDE "CARTE DES SOLS"**
- ⇒ **PLAN D'ÉTUDE "CONTRAINTES HABITAT"**
- ⇒ **PLAN DE ZONAGE ASSAINISSEMENT**

REPUBLIQUE FRANCAISE
 DEPARTEMENT DE LA HAUTE--MARNE



Mairie de Dinteville
 12 rue du Ruisseau
 52120 Dinteville

MEMBRES DU CONSEIL		EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Afférents au conseil municipal	7	
En exercice	7	
Qui ont pris part à la délibération	7	

Date de la convocation : 16/10/2020

Date d'affichage : 16/10/2020

L'an deux mil vingt, le 23 octobre, à 19 h 45, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur CASUSO Patrick, Maire.

Présents : M. CASUSO Patrick, M. ROYER Claude, M. de la VILLE BAUGÉ Pierre, Mme ROYER Delphine, M. SILVESTRE Xavier, M. SILVESTRE Claude, M. MONGIN Jean-Marc

Absent :

Secrétaire de séance : MONGIN Jean-Marc

Procuration :

N° 2020-35 Objet : Approbation du plan de zonage d'assainissement	Vu le Code général des collectivités territoriales ; Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 ; Vu la loi n°2006-1772 du 30/12/06 dite loi sur l'eau ; Vu la délibération de l'organe délibérant de la commune, en date du 08/02/19 arrétant le projet de zonage d'assainissement et autorisant le Maire à soumettre à enquête publique le dossier de zonage d'assainissement ; Vu la décision N°E20000006/51 en date du 22/01/20, de M. le Vice-Président du tribunal administratif de Châlons en Champagne, par délégation du Président, désignant M. Patrick RAMBOUR, en qualité de commissaire-enquêteur ; Vu les pièces relatives au projet de zonage d'assainissement soumise à l'enquête publique ; Vu l'arrêté du maire en date du 19/02/20 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ; Considérant la loi d'urgence n°2020-290 du 23/03/20 prise pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 ; Considérant les ordonnances n°2020-306 du 25/03/20, n°2020-427 du 15/04/20 et n°2020-460 du 22/04/20 ; Considérant le décret n°2020-453 du 21/04/20 et la loi n°2020-546 du 11/05/20 ; Considérant que du fait des mesures législatives et réglementaires pour faire face à l'épidémie, l'enquête publique a été suspendue ; Vu l'arrêté du maire en date du 18/06/20 prescrivant à nouveau l'ouverture de l'enquête publique ; Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 06/07/20 au 06/08/20 à 17h ; Vu les conclusions du commissaire enquêteur ; Considérant qu'à cette phase de la procédure, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer et d'approuver le zonage d'assainissement après enquête publique .

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HAUTE--MARNE

Le Conseil Municipal après avoir entendu cet exposé et après en avoir délibéré :

- Décide d'approuver le **zonage d'assainissement non collectif**, tel qu'il est annexé à la présente,
- Dit que le zonage d'assainissement approuvé est tenu à disposition du public en mairie et à la Préfecture de Haute-Marne pendant les jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local diffusé dans le département.

Fait et délibéré en Mairie, les, jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme

En mairie, le 23 octobre 2020

Le Maire,
Patrick CASUSO



E carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

Etat des sols	Aptitude à l'assainissement	Classement de sol	Filière préconisée
COLLUSOL : plus ou moins profond, colmatage au fond de la fosse	Peu favorable	1 & 2	Épandage souterrain à faible débit continu ou filtre à sable vertical non drainé
COLLUSOL : plus ou moins profond, colmatage au fond de la fosse	Peu favorable	1 & 3	Épandage souterrain à faible débit continu ou filtre à sable vertical drainé ou filtre compact
UNUSOL : plus ou moins profond, colmatage au fond de la fosse	Différentiable	3 & 4	Tiers d'utilisation en fonction des types de filtres (ou filtre compact)
FLUSOL : plus ou moins profond, colmatage au fond de la fosse	Défavorable	3 & 4	Tiers d'utilisation en fonction des types de filtres (ou filtre compact)

Limite pédoécologique supposée

① Unité de sol

• Sondage

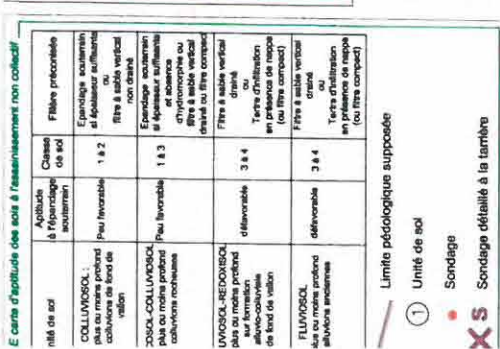
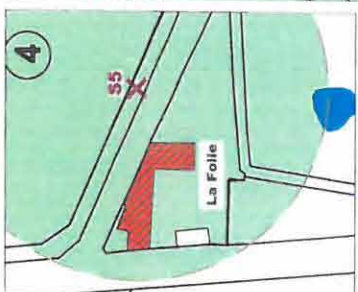
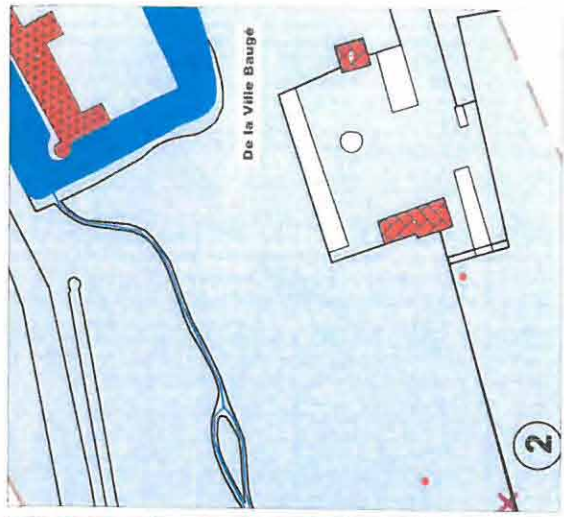
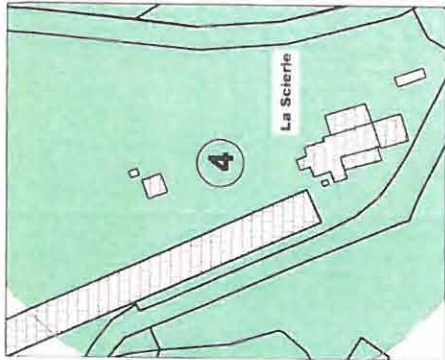
X S Sondage détaillé à la tarière

LEGENDE Type d'habitat/Urbanisme

- Résidence principale
- Résidence secondaire ou logement occasionnel
- Bâtiment vacant ou en cours de rénovation
- Ruine
- Grange, garage, dépendance
- Hangar, bâtiment agricole
- Commerces et entreprises
- Locaux communaux
- Nom de l'exploitation agricole
- Nom de l'entreprise
- Nom du bâtiment communal

LEGENDE faisabilité de l'assainissement non collectif

- Habitation avec contraintes faibles
- Habitation avec contraintes moyennes
- Habitation avec contraintes importantes
- Habitation avec filière d'assainissement a priori conforme



- Maître d'ouvrage -
Commune de Dinteville

Plan 2B : Faisabilité de l'assainissement non collectif et carte des sols

- Maître d'œuvre -
Bureau d'études SOLEST
15 rue Louis Sirey
57 000 CHAMPIGNY

Indice : 1
Date : 04/2018
Modifications :
Zonage Phase 1

Echelle : 1/2000
S. SHOUDEBINE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :

- Afférents au conseil municipal	11
- En exercice	11
- Présents	11
- Votants	11
- Excusés	
- Absents	

Date de la convocation
8 septembre 2020
Date d'affichage
22 septembre 2020

SEANCE DU MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le seize septembre à 20 h, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Yvette ROSSIGNEUX, Maire.

Présents : Mmes ROSSIGNEUX Yvette, LOISON Madeleine, MATHIEU Fabienne, BERNARD Dorothee et GODARD Catherine
MM : FORGEOT Jacky, HUGOT Régis, BUFFARD Philippe, MICHAUT Yann, MICHELOT Martial et SERREAU Sébastien.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent valablement délibérer.

Mme Catherine GODARD est désignée pour remplir les fonctions de secrétaire.

2020/33

Objet : Approbation du plan de zonage assainissement après enquête publique

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 ;

Vu la loi n°2006-1772 du 30/12/06 dite loi sur l'eau ;

Vu la délibération de l'organe délibérant de la commune, en date du 08/02/19 arrêtant le projet de zonage d'assainissement et autorisant le Maire à soumettre à enquête publique le dossier de zonage d'assainissement ;

Vu la décision N°E20000007/51 en date du 22/01/20, de M. le Vice-Président du tribunal administratif de Châlons en Champagne, par délégation du Président, désignant M. Philippe BONNEVAUX, en qualité de commissaire-enquêteur ;

Vu les pièces relatives au projet de zonage d'assainissement soumise à l'enquête publique ;

Vu l'arrêté du maire en date du 25/02/20 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

Considérant la loi d'urgence n°2020-290 du 23/03/20 prise pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 ;

Considérant les ordonnances n°2020-306 du 25/03/20, n°2020-427 du 15/04/20 et n°2020-460 du 22/04/20 ;

Considérant le décret n°2020-453 du 21/04/20 et la loi n°2020-546 du 11/05/20 ;

Vu l'arrêté du maire en date du 02/06/20 prescrivant à nouveau l'ouverture de l'enquête publique ;
Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 25/06/2020 au 24/07/2020, à 17h ;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant qu'à cette phase de la procédure, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer et d'approuver le zonage d'assainissement après enquête publique :

Le conseil municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité

- **décide** d'approuver le zonage d'assainissement collectif, tel qu'il est annexé à la présente,
- **dit** que le zonage d'assainissement approuvé est tenu à disposition du public en mairie et à la Préfecture de Haute-Marne pendant les jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local diffusé dans le département.

Pour extrait conforme,
Le Maire
Yvette ROSSIGNEUX



*Fait et délibéré à Giey-sur-Aujon
Le 16 septembre 2020*



- décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente.
- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.10 et R 123.12 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux.
- -dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :

-à la mairie de COUR L'EVEQUE aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux

-à la Préfecture de CHAUMONT

dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

23

ESPACE CINERAIRE

Choix de l'Entreprise

Afin de réaliser les travaux d'un espace cinéraire à créer dans le cimetière de Cour l'Evêque, le Maire présente les propositions envoyées par trois entreprises

	Ossuaire	Columbarium
ETS FRANCOIS	1800 € TTC	2200 € TTC
ETS BAUDRY	1650 €	2580 €
ETS GUERIN	1850 €	2850 €

Après étude sur le site des entreprises des différents modèles proposés

Le Conseil Municipal à l'unanimité décide de retenir l'Entreprise GUERIN pour effectuer ces travaux

(La différence de prix se justifiant par la mise en place d'une semelle plus grande pouvant recevoir 6 cases côte à côte et par la présentation du columbarium)

Le Maire

DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT
CANTON : CHATEAUVILLAIN
VILLE DE CHATEAUVILLAIN

REQU 22 FEV. 2008

Nombre de membres

en exercice : 17
présents : 10
Suffrages exprimés : 11
Convocation du : 05/02/2008

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille huit, le treize février à 20 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur THIEBAUT André, Maire.

PRÉSENTS : M. THIEBAUT André - Mme GABRIEL Jacqueline - MM. MATHIEU Bernard - - Mmes GOLD-DALG Marie-Antoinette - PATELLI Marie-Rose - MM. THERY Hervé - PRESCHEY Jean-Marie - Mmes PAQUET Dominique - YUNG Martine - M. MAROILLEY Jacques.

EXCUSES : M. BOUCHOT Jean-Marie - VESAIGNE Alain - Mme MATTEONI-ANTOINET Marie-Angèle.

ABSENTS : Mme DELAMAIN Murielle - MM. GUIOT Fernand - GIRARD Jérôme - DUFOULON Philippe.

Monsieur BOUCHOT donne procuration à M. THIEBAUT.

Madame GOLD-DALG Marie-Antoinette est désignée comme secrétaire de séance.

OBJET : SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire rappelle que dans sa délibération du 15 décembre 2004, le Conseil municipal avait décidé de réaliser l'étude de schéma directeur d'assainissement en application de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau et de l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette étude a été confiée au bureau d'études GINGER Environnement.

Monsieur le Maire présente le projet de Zonage d'assainissement des Communes associées de Créancey, Essey-les-Ponts, Marmesse et des hameaux de La Forge et Montribourg et notamment les cartes présentant les zones d'assainissement collectif et d'assainissement autonome.

Les solutions retenues comprennent pour :

- **Créancey** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- **Essey les Ponts** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- **Marmesse** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- **La Forge** : assainissement autonome,

- **Montribourg** : assainissement autonome.

Plusieurs scénarii sont possibles quant à l'aménagement des zonages collectifs : réhabilitation du réseau existant, création de réseau neuf unitaire ou séparatif.

Dans tous les cas de figure, les fontaines et autres eaux claires parasites permanentes feront l'objet de canalisation et rejet propre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide que les projets tel que annexés à la présente seront présentés à l'enquête publique selon la Procédure définie à l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme conformément au décret n°94-469 du 03 juin 1994,
- Autorise le Maire à signer toutes pièces à intervenir ;
- Autorise le Maire à engager toutes les démarches nécessaires au bon déroulement de l'enquête.

Et ont signé tous les membres présents.

La délibération qui précède a été affichée le 16 Février 2008

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.

A CHATEAUVILLAIN le 16 Février 2008.

Le Maire,
A. THIEBAUT



Reçu à la Préfecture
de la Haute-Marne
Le 20 FEV. 2008

DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT
CANTON : CHATEAUVILLAIN
VILLE DE CHATEAUVILLAIN

Nombre de membres

en exercice : 19
présents : 19
Suffrages exprimés : 19
Convocation du : 25/03/2009

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille neuf, le trente et un mars, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude LAVOCAT, Maire.

PRÉSENTS : Mme LAVOCAT Marie-Claude – MM. PRESCHEY Jean-Marie – MATHIEU Bernard – VESAIGNE Alain – Mme PEDRINA Colette – MM. WETSTEIN Patrice – LOUBIERE Laurent – COUSIN Gérard – COUSIN Bernard – TRIDON Francis – CRENET Philippe – Mme YUNG Martine – MM. BOUCHOT Jean-Marie – Mmes PATELLI Marie-Rose – PAQUET Dominique – GREIS Lydie – MAROILLEY Jacques – TREVISAN Alex – BARBIER Bruno.

Monsieur LOUBIERE Laurent est désigné comme secrétaire de séance.

Madame le Maire ouvre la séance et cède la parole à M. COUSIN Gérard qui donne lecture du compte-rendu de la séance précédente.

ENQUETE PUBLIQUE ZONAGE ASSAINISSEMENT – CONCLUSIONS COMMISSAIRE ENQUETEUR APPROBATION PROJET DE ZONAGE
--

Madame le Maire rappelle les principes et les objectifs du Schéma Directeur d'assainissement ainsi que les étapes de la procédure.

Vu la délibération du 13 février 2008 concernant l'approbation préalable du projet de zonage de l'assainissement à soumettre à enquête publique

Vu l'arrêté n° 1 du 07 janvier 2009 mettant à enquête publique le projet de zonage de l'assainissement

Vu la décision du tribunal administratif désignant Monsieur Pierre BONFILS comme commissaire enquêteur

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 02 février au 03 mars 2009

Vu les registres des observations

Vu le rapport de Monsieur Pierre BONFILS, commissaire enquêteur

Vu les conclusions du rapport,

Considérant l'avis favorable donné au projet par Monsieur Pierre BONFILS,

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité,

- Approuve le Schéma Directeur d'Assainissement tel qu'il est annexé à la présente
- DIT que la présente délibération fera l'objet conformément à la réglementation d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans 2 journaux locaux
- DIT que le Schéma Directeur approuvé est tenu à la disposition du public, à la Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Et ont signé tous les membres présents.

La délibération qui précède a été affichée le 07 avril 2009.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.

A CHATEAUVILLAIN le 07 avril 2009

**Reçu à la Préfecture
de la Haute-Marne**
Le 10 AVR. 2009



Le Maire,
M-C LAVOCAT

République Française

Département de la Haute-Marne

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Châteauvillain

SEANCE DU 26 NOVEMBRE 2020

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
19	14	14 + 5 pouvoirs

Date de convocation
19 novembre 2020

Date d'affichage du compte rendu
03 Décembre 2020

L'an deux mille vingt, le vingt-six novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Jean-Marie BOUCHOT**, 1^{er} adjoint en l'absence du Maire.

Présents : **BOGDAN Jean, BOUCHOT Denis, BOUCHOT Jean-Marie, BOURING-PEQUITO Vanessa, BOUSSARD Catherine, CHARLES Emeline, CHEQUIN Christine, COQUARD Angélique, DOUVILLE Francis, LOUBIERE Laurent, METZGER Sandra, NACHET Eric, PLAMONT Olivier, ROGUET Alain.**

Absents : .

Représentés : **CAUGANT Jean-Marie par CHARLES Emeline, DARMOCHOD Jacqueline par CHEQUIN Christine, GENET-CAILLIES Nancy par COQUARD Angélique, LAVOCAT Marie-Claude par BOUCHOT Jean-Marie, RIGOLLOT Arnaud par BOGDAN Jean.**

Madame CHEQUIN Christine a été nommée secrétaire de séance

Objet : Travaux d'assainissement des communes associées : mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental de la Haute-Marne (modificatif)
N° de délibération : 2020115

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Suite aux études zonage d'assainissement de 2007, Monsieur Jean-Marie BOUCHOT rappelle que les zonages d'assainissement de Créancey, Essey-les-Ponts et Marmesse ont été validés, suite à enquête publique, par délibération en date du 31 mars 2009.

Suite à la réunion du 5 octobre 2020, relative à la présentation par le Conseil Départemental d'une réactualisation des études de 2007, il a été constaté que les éléments de ces études de 2007 n'étaient pas suffisants pour permettre le lancement d'une maîtrise d'œuvre puis des travaux.

Il a été proposé de lancer sur les trois villages associés de Châteauvillain, un schéma directeur d'assainissement. Cette étude permettrait de proposer plusieurs scénarios concernant la collecte des eaux usées (EU), d'identifier les arrivées d'Eaux Claires Parasites (ECP), de définir les tronçons à reprendre ou à conserver mais aussi d'identifier, à travers plusieurs scénarios, les emplacements et dimensionnement des futures unités de traitement.

Par ailleurs, cette étude permettra de disposer d'un état des lieux précis des désordres affectant les réseaux d'assainissement.

Madame le Maire propose que la commune fasse appel à un assistant à maîtrise d'ouvrage en vue de l'assister dans :

- l'élaboration d'un cahier des charges et la désignation d'un bureau d'études qui sera chargé de la réalisation de ce schéma directeur d'assainissement,
- le suivi administratif et technique du bureau d'études tout au long de la procédure.

La commune a donc sollicité le Bureau d'Etudes de la Direction de l'Environnement et de l'Ingénierie du Territoire, du Conseil Départemental de la Haute Marne, pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), dans l'objectif de réaliser les documents nécessaires à la consultation des bureaux d'études.

Le montant de cette prestation forfaitaire est de 2 790,34 € HT soit 3 348.41 € TTC.

Madame le Maire précise que les frais d'AMO sont subventionnables et propose de confier au Bureau d'études du Conseil Départemental cette mission AMO et de lancer la consultation d'un bureau d'étude.

Après avoir pris connaissance de ces éléments,

Ayant entendu l'exposé de Madame le Maire,

Le conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire à lancer la consultation en vue de retenir un bureau d'études pour la réalisation du schéma directeur d'assainissement ;
- autorise Madame le Maire à signer au nom de la commune les documents et de prendre les décisions nécessaires au bon déroulement de la consultation des bureaux d'études ;
- décide de confier l'assistance à maîtrise d'ouvrage au Bureau d'Etudes du conseil départemental pour un montant de 3 348.41€ TTC ;
- autorise Madame le Maire à signer au nom de la commune la lettre de commande relative à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental pour un montant de 3 348.41 € TTC.

Cette délibération annule et remplace la délibération 202096.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Le 1^{er} adjoint, Jean-Marie BOUCHOT



JEAN-MARIE BOUCHOT

JEAN-MARIE BOUCHOT
2020.12.07 10:40:03 +0100
Ref:20201207_094402_1-1-O
Signature numérique
l'Elu de la collectivité

DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT
CANTON : CHATEAUVILLAIN

VILLE DE CHATEAUVILLAIN

Nombre de membres

en exercice : 19
présents : 15
Suffrages exprimés : 17
Convocation du : 14/09/2011

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil onze, le VINGT ET UN SEPTEMBRE à 19 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude LAVOCAT, Maire.

PRÉSENTS : Mme LAVOCAT Marie-Claude - MM. PRESCHEY Jean-Marie - MATHIEU Bernard - VESAIGNE Alain - WETSTEIN Patrice - Mme PEDRINA Colette - MM. COUSIN Bernard - COUSIN Gérard - CRENET Philippe - TRIDON Francis - BOUCHOT Jean-Marie - Mmes Marie-Rose PATELLI - PAQUET Dominique - MM. Jacques MAROILLEY - Bruno BARBIER.

ABSENT : M. LOUBIERE Laurent.

EXCUSES : Mmes YUNG Martine - GREIS Lydie - M. TREVISAN Alex.

Madame Martine YUNG donne procuration à Monsieur Patrice WETSTEIN
M. TREVISAN Alex donne procuration à M. COUSIN Bernard

M. Bernard COUSIN est désigné comme secrétaire de séance.

2011-089

APPROBATION PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT (CONCLUSIONS COMMISSAIRE ENQUÊTEUR)
--

Vu le code de l'Environnement, Livre Ier, Titre II, relatif à l'information et à la participation des citoyens ;
Vu la Loi sur l'eau de décembre 2006 ;
Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-10 et R.2224-8 ;
Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.123-1 et L.123-11 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de CHATEAUVILLAIN date du 02 février 2011 proposant le zonage d'assainissement ;
Vu l'arrêté municipal du 10 mai 2011 soumettant le plan de zonage de l'assainissement à l'enquête publique ;
Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur ;
Vu les propositions de modifications du plan de zonage de l'assainissement résultant des conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

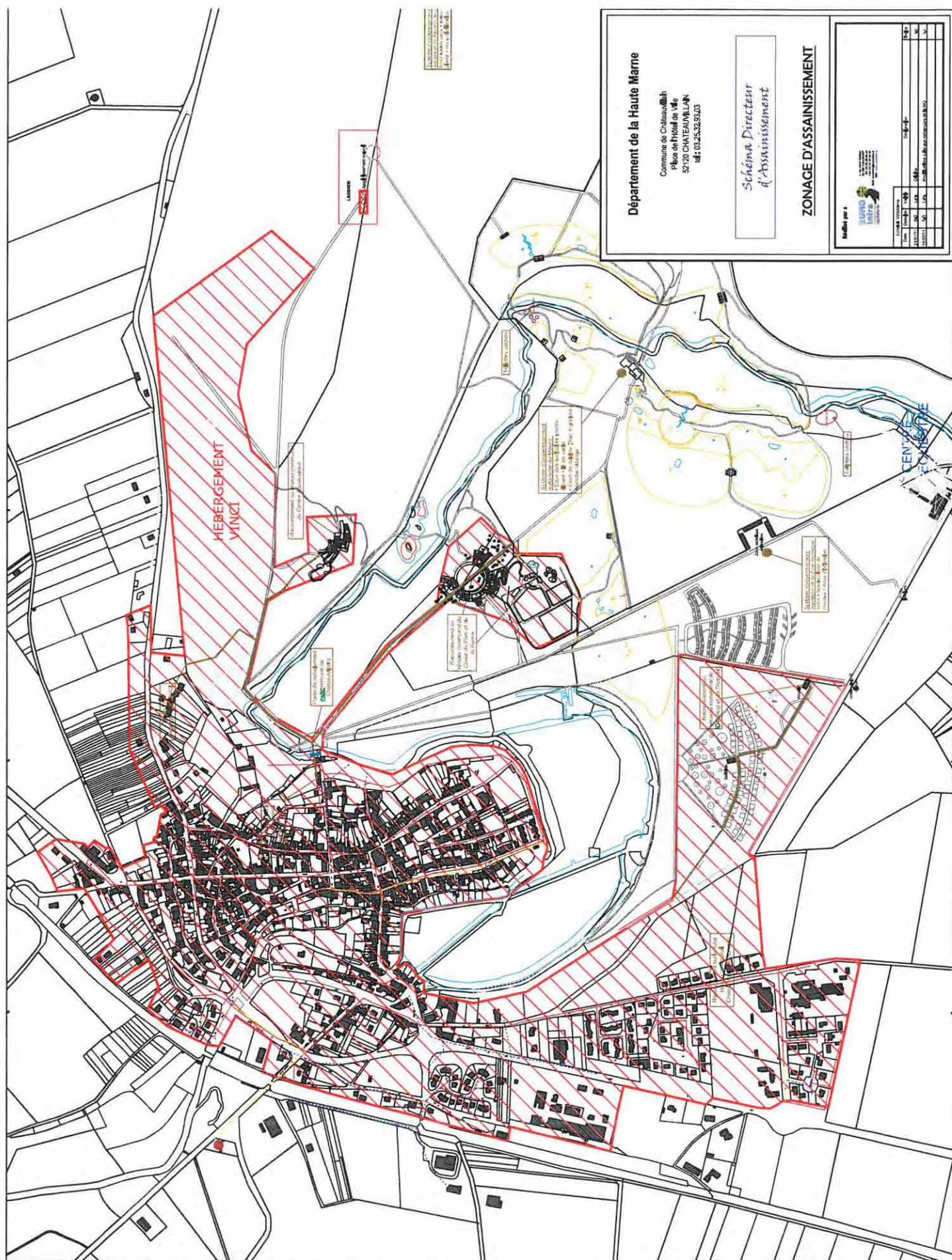
- Décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente,
- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-10 et R.132-12 du Code de l'Environnement, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux,
- Dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :
 - A la Mairie de CHATEAUVILLAIN aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux,
 - A la préfecture de Haute-Marne,
- Dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Et ont signé tous les membres présents.
La délibération qui précède a été affichée le 26 Septembre 2011.
Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.
A CHATEAUVILLAIN le 26 Septembre 2011

Le Maire,
M-C LAVOCAT

Reçu à la Préfecture
de la Haute-Marne
Le 28 SEP. 2011





Département de la Haute Marne

Commune de Châles
Place de l'Hôtel de Ville
52120 CHATEAUVILLAIN
tél : 03.25.32.93.03

*Schéma Directeur
d'Assainissement*

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

feuille n° 1



Cote de l'ouvrage		Cote de la parcelle		Cote de la voirie	
100	100	100	100	100	100
101	101	101	101	101	101
102	102	102	102	102	102
103	103	103	103	103	103
104	104	104	104	104	104
105	105	105	105	105	105
106	106	106	106	106	106
107	107	107	107	107	107
108	108	108	108	108	108
109	109	109	109	109	109
110	110	110	110	110	110

CHATEAUVILLAIN

Fiche de renseignements sur le zonage d'assainissement

Communes de CREANCEY / ESSEY-LES-PONTS / MARMESSE
Ecart de LA FORGE / MONTRICOURG.

Déroulement de l'étude :

Phase 1 : état des lieux
Phase 2 : propositions

**Adoption du plan de zonage
d'assainissement**
par délibération du conseil municipal

Désignation du commissaire
enquêteur par le
TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Déroulement de
l'enquête publique

**Approbation du plan de
zonage d'assainissement**
par délibération du conseil municipal

**Zonage d'assainissement
officiel opposable aux tiers**

Etude de schéma directeur d'assainissement ou étude diagnostique d'assainissement :

☐ aucune étude d'assainissement sur la commune

☒ en cours (1) pour CHATEAUVILLAIN
en attente plans H.M.A.

☒ terminée (1) : ☒ oui ☐ non
Pour les communes et écarts cotés en titre.
si oui date de la dernière réunion :

(1) Par le bureau d'études (NOM) :

GINGER ENVIRONNEMENT

Zonage d'assainissement adopté par délibération du conseil municipal

☒ oui ☐ non

Si oui, joindre à ce document la délibération et le
plan de zonage

Enquête publique du zonage d'assainissement

☐ en attente de la réponse du TA
☐ prévue (2) ☐ en cours (2) ☒ réalisée (2)
☐ pas faite (pas de demande de saisine du TA)

pour les communes associées
et écarts

Zonage d'assainissement approuvé après enquête publique par délibération du conseil municipal *

☒ oui ☐ non

pour les communes associées et écarts
Si oui, joindre à ce document la délibération

Document à retourner à la CC3F. par fax ou par courrier



Le Maire
M.C. Lavocat



Communauté de Communes des Trois Forêts

C. C. 3. F. - 23 Rue de Penthievre - BP n° 2 - 52120 Châteauvillain
☎ : 03.25.01.38.53 @ : cc3f@wanadoo.fr

Châteauvillain, le 18 mars 2010.

Madame le Maire,
Monsieur le Maire,

Objet : Enquête zonage d'assainissement.

Madame, Monsieur le Maire et cher(e) collègue,

La CC3F souhaite apporter aux communes de notre territoire une aide dans le domaine de l'assainissement non collectif.

A ce jour, la loi fait obligation à toutes les communes d'avoir validé un zonage d'assainissement officiel opposable aux tiers.

Afin de demander au Conseil Général de la Haute-Marne de vous apporter une aide dans la réalisation de ce zonage, pour le cas où vous ne l'auriez pas achevée, je vous demande de bien vouloir renseigner au plus vite la fiche enquête jointe et de nous la retourner.

Vous remerciant par avance de votre collaboration et restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Maire, l'expression de mes sincères salutations.

M. Michel SAULET,
Président de la 3^{ème} Commission de la CC3F.

Pour information :

- Le Conseil Général apporte une aide gratuite pour les communes de moins de 200 habitants, sauf si cas complexes avec solution du collectif (dans ce cas, obligation de recruter un bureau d'études à la charge de la commune) mais aide du Conseil Général au recrutement, au suivi du travail du bureau d'études et aide jusqu'à l'enquête publique.
- Le Conseil Général apporte une aide payante (3 000 €) au-delà de 200 habitants avec obligation de prendre un bureau d'études (sauf processus bien avancé !).
- Remarque : Subvention pour le bureau d'études et le suivi, 70 % de l'Agence eau Seine-Normandie.

DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT
CANTON : CHATEAUVILLAIN
VILLE DE CHATEAUVILLAIN
Nombre de membres

en exercice : 17
présents : 10
Suffrages exprimés : 11
Convocation du : 05/02/2008

REÇU 22 FEV. 2008

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille huit, le treize février à 20 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur THIEBAUT André, Maire.

PRÉSENTS : M. THIEBAUT André – Mme GABRIEL Jacqueline – MM. MATHIEU Bernard – Mmes GOLD-DALG Marie-Antoinette – PATELLI Marie-Rose – MM. THERY Hervé – PRESCHEY Jean-Marie – Mmes PAQUET Dominique – YUNG Martine – M. MAROILLEY Jacques.

EXCUSES : M. BOUCHOT Jean-Marie – VESAIGNE Alain – Mme MATTEONI-ANTOINET Marie-Angèle.

ABSENTS : Mme DELAMAIN Murielle – MM. GUIOT Fernand – GIRARD Jérôme – DUFOULON Philippe.

Monsieur BOUCHOT donne procuration à M. THIEBAUT.

Madame GOLD-DALG Marie-Antoinette est désignée comme secrétaire de séance.

OBJET : SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire rappelle que dans sa délibération du 15 décembre 2004, le Conseil municipal avait décidé de réaliser l'étude de schéma directeur d'assainissement en application de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau et de l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette étude a été confiée au bureau d'études GINGER Environnement.

Monsieur le Maire présente le projet de Zonage d'assainissement des Communes associées de Créancey, Essey-les-Ponts, Marmesse et des hameaux de La Forge et Montribourg et notamment les cartes présentant les zones d'assainissement collectif et d'assainissement autonome.

Les solutions retenues comprennent pour :

- Créancey : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- Essey les Ponts : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- Marmesse : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- La Forge : assainissement autonome,

- Montribourg : assainissement autonome.

Plusieurs scénarii sont possibles quant à l'aménagement des zonages collectifs : réhabilitation du réseau existant, création de réseau neuf unitaire ou séparatif.

Dans tous les cas de figure, les fontaines et autres eaux claires parasites permanentes feront l'objet de canalisation et rejet propre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide que les projets tel que annexés à la présente seront présentés à l'enquête publique selon la Procédure définie à l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme conformément au décret n°94-469 du 03 juin 1994,
- Autorise le Maire à signer toutes pièces à intervenir ;
- Autorise le Maire à engager toutes les démarches nécessaires au bon déroulement de l'enquête.

Et ont signé tous les membres présents.

La délibération qui précède a été affichée le 16 Février 2008

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.

A CHATEAUVILLAIN le 16 Février 2008.

Le Maire,
A. THIEBAUT



Reçu à la Préfecture
de la Haute-Marne
Le 20 FEV. 2008

DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT
CANTON : CHATEAUVILLAIN
VILLE DE CHATEAUVILLAIN

Nombre de membres

en exercice : 19
présents : 19
Suffrages exprimés : 19
Convocation du : 25/03/2009

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille neuf, le trente et un mars, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude LAVOCAT, Maire.

PRÉSENTS : Mme LAVOCAT Marie-Claude – MM. PRESCHEY Jean-Marie – MATHIEU Bernard – VESAIGNE Alain – Mme PEDRINA Colette – MM. WETSTEIN Patrice – LOUBIERE Laurent – COUSIN Gérard – COUSIN Bernard – TRIDON Francis – CRENET Philippe – Mme YUNG Martine – MM. BOUCHOT Jean-Marie – Mmes PATELLI Marie-Rose – PAQUET Dominique – GREIS Lydie – MAROILLEY Jacques – TREVISAN Alex – BARBIER Bruno.

Monsieur LOUBIERE Laurent est désigné comme secrétaire de séance.

Madame le Maire ouvre la séance et cède la parole à M. COUSIN Gérard qui donne lecture du compte-rendu de la séance précédente.

ENQUETE PUBLIQUE ZONAGE ASSAINISSEMENT – CONCLUSIONS COMMISSAIRE ENQUETEUR APPROBATION PROJET DE ZONAGE
--

Madame le Maire rappelle les principes et les objectifs du Schéma Directeur d'assainissement ainsi que les étapes de la procédure.

Vu la délibération du 13 février 2008 concernant l'approbation préalable du projet de zonage de l'assainissement à soumettre à enquête publique

Vu l'arrêté n° 1 du 07 janvier 2009 mettant à enquête publique le projet de zonage de l'assainissement

Vu la décision du tribunal administratif désignant Monsieur Pierre BONFILS comme commissaire enquêteur

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 02 février au 03 mars 2009

Vu les registres des observations

Vu le rapport de Monsieur Pierre BONFILS, commissaire enquêteur

Vu les conclusions du rapport,

Considérant l'avis favorable donné au projet par Monsieur Pierre BONFILS,

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité,

- Approuve le Schéma Directeur d'Assainissement tel qu'il est annexé à la présente
- DIT que la présente délibération fera l'objet conformément à la réglementation d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans 2 journaux locaux
- DIT que le Schéma Directeur approuvé est tenu à la disposition du public, à la Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Et ont signé tous les membres présents.

La délibération qui précède a été affichée le 07 avril 2009.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.

A CHATEAUVILLAIN le 07 avril 2009

**Reçu à la Préfecture
de la Haute-Marne**
Le 10 AVR. 2009



Le Maire,
M-C LAVOCAT

République Française

Département de la Haute-Marne

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Laferté-sur-Aube

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2016

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	9	9 + 2 pouvoirs

Date de convocation 08 Décembre 2016

Date d'affichage 09 Décembre 2016
--

L'an deux mille seize, le quinze Décembre à vingt heures trente, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Jean CALVO**, maire.

Présents : **Grégory ADAMCZAK, Jean CALVO, Daniel CHERON, Jacky CHERON, Michel DEROUSSEN, Roger FEUILLATRE, Carole LAILLET, Sophie LLATY, Lydia MATUSZEWSKI.**

Absents : .

Représentés : **Sylvie COLLIN par Lydia MATUSZEWSKI, Grace MARASI par Sophie LLATY.**

Madame Lydia MATUSZEWSKI a été nommée secrétaire

Objet : Assainissement
N° de délibération : 048_2016

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
<i>9</i>	<i>11</i>	<i>11</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Monsieur le Maire résume le compte rendu de la phase II du projet d'assainissement de la commune, il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur 3 points afin de continuer l'étude.

- Le Scénario de l'assainissement communal :
 - Assainissement collectif avec réseau unitaire (utilisation du réseau eau pluviale)
 - Assainissement collectif avec réseau séparatif (nouvelle conduite)
 - Assainissement non collectif
- Le plan de zonage, avec ajout ou pas des deux zones proposées
- Le pouvoir au maire pour l'acquisition du terrain nécessaire à la station.

après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

A l'unanimité de retenir le scénario d'Assainissement collectif avec réseau unitaire

A l'unanimité de rajouter au plan de zonage proposé les deux zones prescrites par l'entreprise Solest, à savoir les 4 maisons rue Général de Gaulle et les 2 maisons chemin de la vignes au canes

Avec 10 voix pour et une abstention, autorise M. le Maire à effectuer les démarches nécessaires à l'acquisition d'un terrain en vue de l'implantation d'une station.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Le maire, Jean CALVO

le Maire



Jean CALVO
Ce document a été signé électroniquement
sous sa forme originale le 16/12/2016 à 16:48:09
Référence : 5e5fedd24fa3ad57f6b20470c8991305f1a07d97

République Française

Département de la Haute-Marne

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Laferté-sur-Aube

SEANCE DU 18 JUIN 2020

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
10	8	8

Date de convocation 05 juin 2020

Date d'affichage du compte rendu 23 juin 2020
--

L'an deux mille vingt, le dix-huit juin à vingt heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Jean CALVO**, maire.

Présents : **CALVO Jean, CHERON Daniel, CHERON Jacky, COLLIN Sylvie, DEROUSSEN Michel, FEUILLATRE Roger, MARASI Grace, MATUSZEWSKI Lydia.**

Absents : **ADAMCZAK Grégory.**

Excusée : **MARASI Sophie.**

Représentés : .

Madame MATUSZEWSKI Lydia a été nommée secrétaire de séance

Objet : Désignation du bureau d'études pour la maîtrise d'œuvre relative à la mise aux normes du système d'assainissement.

N° de délibération : 016_2020

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
8	8	8	0	0	0

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Commande Publique,

Suite au zonage et au schéma directeur d'assainissement la commune a souhaité s'engager pour mettre aux normes son système d'assainissement.

Dans ce cadre la commune de Laferté sur Aube a sollicité les services du conseil départemental pour désigner un maître d'œuvre.

Monsieur le Maire présente l'analyse des offres, suite à l'appel d'offre publié le 18/04/2020 et clôturé le 19/05/2020 à 19h00.

- 9 candidats ont remis une offre technique et financière.

L'analyse des offres conduit à classer en première position, la proposition du bureau d'études SOL EST Environnement avec un montant de 82 700.00 € HT.

Monsieur le Maire indique que les prestations du maître d'œuvre et des travaux qui en découleront, peuvent être subventionnés à 80% par : l'Agence de l'Eau Seine Normandie, le conseil départemental, la DETR et le GIP.

Monsieur le Maire,

Propose :

- De retenir le bureau d'études SOL EST environnement.
- De solliciter les subventions auprès de l'ensemble des financeurs

Après avoir pris connaissance de ces éléments le conseil Municipal :

- décide de confier la maîtrise d'œuvre de mise aux normes du système d'assainissement à SOL EST Environnement;
- autorise Monsieur le Maire à signer au nom de la commune, la commande au bureau d'études SOL EST, pour un montant de 82 700.00 € HT, et à prendre les décisions nécessaires au bon déroulement et à l'exécution de l'étude ;
- demande à Monsieur le Maire d'inscrire ce montant au budget 2020 et de solliciter tous les financeurs pour l'obtention des subventions;

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Le maire, Jean CALVO



Jean CALVO
2020.06.19 16:36:30 +0200
Ref:20200619_162202_2-1-O
Signature numérique
le Maire

Jean CALVO

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE DANCEVOIR - DEPARTEMENT DE HAUTE MARNE

Séance du 16 mars 2005

L'an deux mil cinq, le 7 mars, une convocation individuelle est remise à chaque conseiller.

Le mercredi 16 mars deux mil cinq, à 18h30, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Michel SAULET.

Date d'affichage d'un compte rendu des délibérations : le 22 mars 2005

Présents : Michel SAULET, Michel BARENÇON, Louis BOUR, Bernard CORNELIUS, Josette DEMANGEOT, Jean-Paul MITAUT, Thierry TOFFOLON, Laurent VOILLEMEN.

Absent : Martial GERVASONI, donne procuration à Josette DEMANGEOT

Secrétaire de séance : Michel BARENÇON

• **Assainissement** :

1) Projet d'autonome regroupé

Le Comité de pilotage a poursuivi ses investigations qui ont confirmé que le projet était techniquement valable mais présentait une grande complexité juridique, risquant d'être considéré comme une solution collective au regard de la loi.

Il propose donc l'abandon du projet, l'ensemble des habitations concernées se voyant proposer des filières dérogatoires.

Le Conseil Municipal par 8 voix pour et une abstention décide d'abandonner ce projet.

2) Zonage d'assainissement :

Cette décision amène le Conseil, pour plus de clarté, à décider d'approuver le zonage d'assainissement autonome, pour l'ensemble de la commune tel qu'il a été présenté à l'enquête publique sans modification. Cette décision a été votée par 8 voix pour et une contre.

3) Service Public d'assainissement non collectif (SPANC) :

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2224-1 à 11 et R. 2333-121 à 132,

Vu l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les modalités de contrôle exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif,

Vu l'étude de zonage présentée en enquête publique et approuvée,

Considérant que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif,

Considérant que ces prestations doivent être assurées au plus tard au 31 décembre 2005,

Après en avoir délibéré Le Conseil par 8 voix pour et une contre, décide :

Article 1^{er} : Le service public d'assainissement non collectif de Dancevoir est créé à compter du 1^{er} avril 2005 sous la forme de régie.

Article 2 : Le service public d'assainissement non collectif ne prendra pas en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif.

Article 3 : Un règlement intérieur du service public d'assainissement sera adopté. Il sera affiché et communiqué à tous les usagers du service.

4) Opération groupée de réhabilitation :

- Le Conseil, après débat, décide de la réalisation des ouvrages d'assainissement non collectif des propriétaires volontaires sous maîtrise d'ouvrage communale déléguée et approuve par 8 voix pour et une contre, la convention pour la mise en conformité et l'exploitation de l'assainissement autonome sur la commune.
- Ensuite, toujours par 8 voix pour et 1 contre, il autorise le Maire à signer les conventions proposées à chaque propriétaire avec leur projet de travaux comportant plans et devis.

Le samedi 19 mars de 10h00 à midi une grande réunion publique permettra à chacun de recevoir son projet et poser toute question d'ordre général.

Le jeudi 31 mars de 9 heures à 18 heures et le samedi 9 avril de 8h30 à 13 heures, le cabinet SOLEST recevra individuellement tous ceux qui souhaiteraient recevoir des explications ou modifier leur projet.

Au plus tard le 30 avril, ceux qui souhaitent participer à l'opération groupée, devront avoir renvoyé la convention signée.

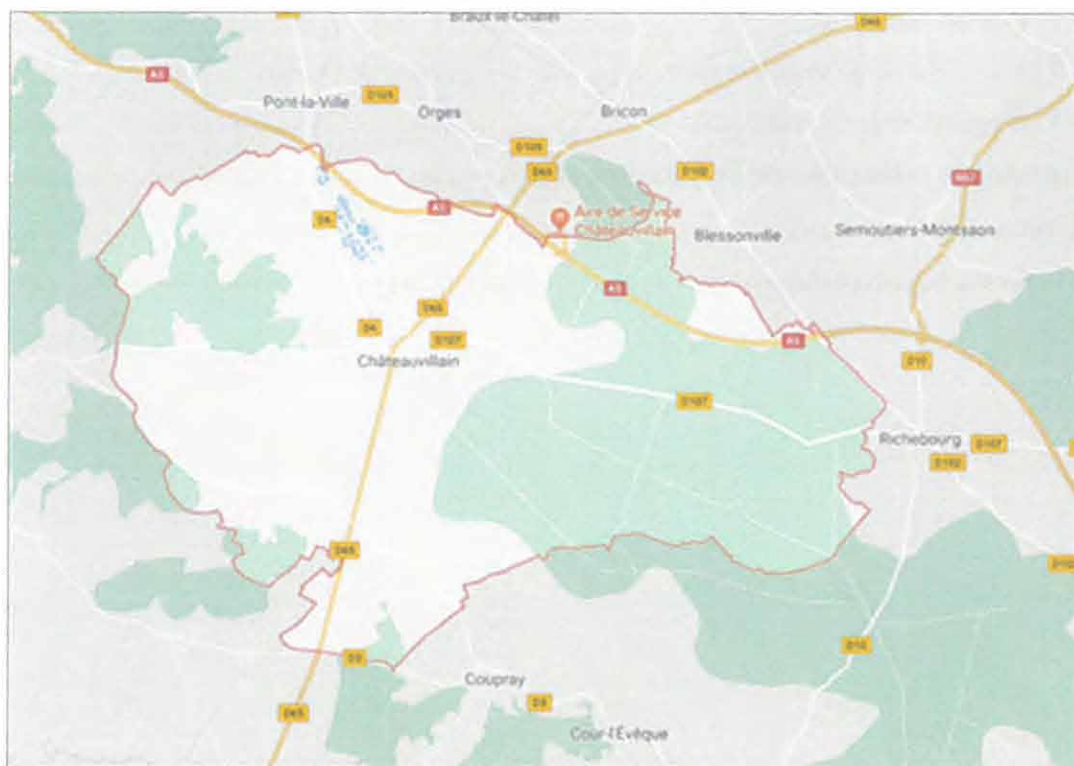


Reçu à la Préfecture
de la Haute-Marne

Le - 8 AVR. 2005

**COMMUNE
DE CHATEAUVILLAIN**

**Compte rendu de réunion du 5 octobre 2020
Présentation de la note technique relative au
schéma directeur d'assainissement
« Projets assainissement de Créancey, Essey-les-Ponts et
Marmesse »**



IDENTIFICATION DU DOCUMENT

Maître d'Ouvrage	Commune de Châteauvillain
Titre du document	Projets d'assainissement de Créancey, Essey-les-Ponts et Marmesse
Version	Compte-rendu réunion - Version n°1
Localisation des fichiers	S:\SATE\SATESE\Missions AMO\TRAVAUX et études en COURS\CHATEAUVILLAIN\Presentation\CR_CHATEAUVILLAIN
Rédacteur	Alexandre MICHAUD

SOMMAIRE

I. Contexte	3
II. Observations/remarques	3
III. Schéma directeur d'assainissement.....	4
3-1. Rappel de la législation arrêté du 21 07 2015 modifié le 22 04 2020	4
3-2. Objectif du diagnostic	5
3-3. Présentation du phasage	6
Phase 1 : Etat des lieux	6
Phase 2 : Investigation de terrain et proposition d'un programme de travaux.....	6
Phase 3 : Programme de Travaux	6
3-4. Enveloppe estimative de l'opération « SDA »	7
3-5. Financement	10
IV. Conclusion	10

OBJET

La commune de Châteauvillain a sollicité, dans le cadre de l'assistance technique aux communes, le bureau d'études du Conseil départemental de la Haute-Marne (CD52), afin d'obtenir une proposition d'assainissement sur les villages de :

- Créancey,
- Essey-les-ponts,
- Marmesse et la Forge.

Le bureau d'études du CD52 a donc rédigé 3 notes techniques. C'est dans ce cadre que s'est tenue la réunion du 5 octobre 2020, en présence de :

- ✓ Mme Marie-Claude LAVOCAT, Maire de la commune,
- ✓ M. Jean-Marie BOUCHOT, 1er Adjoint et Maire délégué d'Essey-les-Ponts,
- ✓ M. Jean-Marie CAUGANT, Maire délégué de Créancey,
- ✓ Mme Christine CHEQUIN, Adjointe,
- ✓ M. Francis DOUVILLE, Adjoint,
- ✓ Mme Vanessa BOURING PEQUITO, Conseillère municipale,
- ✓ Mme Emeline CHARLES, Conseillère municipale,
- ✓ Mme Christelle BARBIER, Secrétaire
- ✓ M. Baptiste QUESNE, Chargé opération AESN,
- ✓ M. Antoine BOURCELOT, Bureau politique de l'eau, Direction départementale des territoires,
- ✓ M. Jérôme FORESTIER, Bureau politique de l'eau, Direction départementale des territoires,
- ✓ M. Lucien HERRMANN, Responsable bureau d'études du Conseil départemental,
- ✓ M. Alexandre MICHAUD, Pilote et coordonnateur de l'activité assainissement du bureau d'études du Conseil départemental.

I. CONTEXTE

M. Michaud présente les différentes notes techniques réalisées par les services du Conseil départemental. Ces notes ont pour objet de mettre à jour les scénarios proposés dans les études schéma directeur d'assainissement (SDA), réalisée par le bureau d'études GINGER ENVIRONNEMENT.

Le présent compte rendu a pour objet de :

- retracer les principales observations émises lors de la réunion,
- préciser les éléments constitutifs liés à la proposition de réalisation d'un schéma directeur d'assainissement.

II. OBSERVATIONS/REMARQUES

a) Créancey

La commune précise que le hameau de Volargeot restera en assainissement non collectif (ANC).

La collectivité précise également disposer de la maîtrise foncière de la parcelle cadastrée 153/YY/0001. L'implantation du système de traitement sera revue afin de tenir compte de cette précision.

La question sur l'état des réseaux actuels est posée. M. Michaud précise qu'un diagnostic partiel réalisé dans le cadre du SDA de 2007 avait conclu à la possible réhabilitation d'une partie du réseau unitaire (sous réserve de réhabilitation). En l'absence d'information plus précise et actualisée, la solution présentée lors de la réunion consistait donc en la mise en place d'un réseau séparatif strict.

Afin de préciser l'état du réseau de Créancey, il est demandé, préalablement à toute opération de travaux, la réalisation d'un diagnostic complet du réseau, qui comprendra notamment :

- synthèse des données existantes et constats terrain (repérage des réseaux, exutoires, ...),

- campagne de mesures de débits, pollution, inspection caméra complet et test à la fumée, ou encore enquête de raccordement,
- actualisation des scénarios et programmation.

Par ailleurs, il est relevé qu'actuellement, le village de Créancey dispose de 2 exutoires. Afin de regrouper les effluents de ces 2 tronçons, un nouveau réseau transitera sur un chemin d'association foncière.

Enfin, M. Bourcelot informe que les services de l'état demanderont un diagnostic zone humide pour tout projet de système de traitement.

b) Essey-les-Ponts

La collectivité précise ne pas disposer de la maîtrise foncière, mais pourrait obtenir l'accord du propriétaire de la parcelle cadastrée 192/ZD/0052, conformément au projet de plan retenu dans le scénario d'assainissement collectif proposé. Un diagnostic zone humide sera également demandé.

M. Michaud précise que le réseau existant collecte le trop-plein de plusieurs sources et qu'en raison de la configuration du village (topographie, bâti, ...), la réutilisation pour le transit des eaux usées de tout ou partie du réseau unitaire sera difficile, indépendamment de son état.

Afin de préciser l'état du réseau d'Essey-les-ponts, il est également demandé la réalisation d'un diagnostic complet du réseau.

c) Marmesse – La Forge

Concernant le village de Marmesse, en raison des problèmes d'inondation, il n'est pas envisagé de réaliser un système de traitement sur site. Le projet prévoit le traitement des eaux usées par la station d'épuration de Châteauvillain.

La question du traitement des eaux usées du projet Animal-Explora est posée. La solution d'assainissement du futur projet sera étudiée ultérieurement.

La collectivité étudiera la possibilité d'étendre le zonage d'assainissement collectif à 2 habitations situées rue des étangs (n°7 et 9), ainsi que sur le secteur de l'impasse Mammez (3-4 habitations). Si cette solution est retenue, cela nécessitera une modification à la marge du zonage d'assainissement qui pourrait être réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLUiH.

Afin de préciser l'état du réseau de Marmesse, il est également demandé la réalisation d'un diagnostic complet du réseau.

Le hameau de La forge « rattaché » au village de Châteauvillain est en zone d'assainissement non collectif et ne fera pas l'objet de ce diagnostic.

III. SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

Au vu des éléments précédents, il est donc demandé, préalablement à tous travaux, de réaliser une étude schéma directeur d'assainissement (SDA) sur l'ensemble des réseaux situés sur les communes associées de Châteauvillain, à savoir :

- Créancey,
- Essey-les-Ponts,
- Marmesse.

3-1. Rappel de la législation ; arrêté du 21 juillet 2015 modifié le 22 avril 2020

En application de l'article R. 2224-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/j de

DBO5, le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées.

Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Le diagnostic vise notamment à :

- identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur, et notamment les déversoirs d'orage cités à l'article 17-II,
- quantifier la fréquence, la durée annuelle des déversements et les flux polluants déversés au milieu naturel,
- vérifier la conformité des raccordements au système de collecte,
- estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine,
- recueillir des informations sur l'état structurel et fonctionnel du système d'assainissement,
- recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

Ce diagnostic est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le réseau de collecte.

Ce diagnostic peut être réalisé par tout moyen approprié (inspection télévisée, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires, mesures des temps de déversement ou des débits, modélisation...).

Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour par le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales. Ce plan est fourni au service en charge du contrôle.

Dès que ce diagnostic est réalisé, le maître d'ouvrage transmet, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, ou l'office de l'eau, un document synthétisant les résultats obtenus et les améliorations envisagées du système de collecte.

3-2. Objectif du diagnostic

L'étude a pour but de réaliser un diagnostic global de l'assainissement des 3 bourgs, en vue de l'établissement d'un programme de travaux hiérarchisé et chiffré.

L'étude est décomposée en 3 phases :

- Phase 1 : Etat des lieux et synthèse études précédentes
 - synthèse des informations disponibles sur la commune,
 - reconnaissance des réseaux, établissement du plan de récolement et inspections nocturnes pour quantifier les apports d'eaux claires,
 - étude du fonctionnement des postes de refoulements.
- Phase 2 : Investigations de terrain et présentation du diagnostic réseau
 - réalisation des investigations de terrains (ITV, mesure de débits, mesure de pollution, etc.)
 - réalisation des enquêtes de branchements,
 - analyse des investigations de terrains, proposition de travaux...
- Phase 3 : Elaboration d'un programme hiérarchisé de travaux, du zonage d'assainissement et du dossier d'enquête publique

3-3. Présentation du phasage

Phase 1 : Etat des lieux

La phase 1 comprendra notamment :

- réalisation d'un état des lieux et études des données disponibles,
- arpentage des réseaux, établissement ou complément des plans des réseaux d'assainissement eaux usées (EU), unitaire et eaux pluviales (EP),
- inspection nocturne pour identifier les infiltrations d'eaux claires parasites (en période de nappe haute),
- réalisation de fiches descriptives des ouvrages spéciaux : déversoirs d'orage, postes de refoulement, bassins de rétention,
- établissement d'un plan complet du système de collecte et établissement d'un SIG compatible avec QGIS.

Phase 2 : Investigation de terrain et proposition d'un programme de travaux

La phase 2 comprendra notamment :

- campagnes de mesures en période de nappe haute sur 4 semaines pour identifier les eaux claires parasites et les eaux claires météoriques,
- surveillance du trop-plein sur les postes de refoulement et les déversoirs d'orage,
- réalisation de bilans de pollution 24 heures pour identifier la pollution collectée et avoir une idée du taux de raccordement des habitations,
- inspection télévisée des réseaux suivant l'arpentage des réseaux et les inspections nocturne. Ces données permettront d'identifier les linéaires à inspecter.
- test à la fumée : les linéaires seront définis suite aux arpentages et aux campagnes de mesures et les bilans de pollution.
- enquête de branchement
- établissement d'un rapport permettant de compiler les données obtenues et établir une liste des dysfonctionnements constatés. Il s'agit de proposer des solutions chiffrées à ces dysfonctionnements (niveau Etude de faisabilité).
- établissement de proposition au niveau étude préliminaire pour la réalisation d'une unité de traitement sur Essey-les-Ponts et Créancey.

Phase 3 : Programme de travaux

La phase 3 comprendra notamment :

- le programme de travaux a pour objectifs une amélioration globale du système d'assainissement.
- les propositions techniques, sous forme de tableaux comprenant :
 - un descriptif technique détaillé des travaux envisagés,
 - un chiffrage intégrant les coûts d'études préliminaires et de maîtrise d'œuvre, ainsi que les coûts d'exploitation associés à l'opération,
 - un plan des travaux,
 - les subventions envisageables,
 - le gain attendu des opérations,
 - un planning de réalisation selon les paramètres fournis par la collectivité,

- l'impact sur le prix du m3 d'eau avec ou sans subventions.
- **Ce document doit constituer l'outil permettant à la collectivité de programmer facilement ses chantiers sur les 5, 10 et 15 ans à venir (soit les priorités à court, moyen et long terme).**

3-4. Enveloppe estimative de l'opération « SDA »

On distinguera la décomposition du prix global et forfaitaire et les études complémentaires (exemple : ITV, campagne de mesures, etc).

Le tableau ci-dessous présente une estimation de la décomposition du prix global et forfaitaire :

N° de prix	Intitulé	Prix (€ HT)
Phase 1 : état des lieux		
1.1	Réunion de lancement de l'étude.	600,00
1.2	CREANCEY : Etude du contexte général, études des données disponibles.	250,00
1.3	ESSEY-LES-PONTS : Etude du contexte général, études des données disponibles.	250,00
1.4	MARMESSE : Etude du contexte général, études des données disponibles.	250,00
1.5	CREANCEY : Etude des réseaux, arpentage des réseaux, réalisation d'un plan 1/200 ème.	3 000,00
1.6	ESSEY-LES-PONTS : Etude des réseaux, arpentage des réseaux, réalisation d'un plan 1/200 ème.	3 000,00
1.7	MARMESSE : Etude des réseaux, arpentage des réseaux, réalisation d'un plan 1/200 ème.	3 000,00
1.8	CREANCEY : Localisation des eaux claires parasites : inspections nocturnes.	1 500,00
1.9	ESSEY-LES-PONTS : Localisation des eaux claires parasites : inspections nocturnes.	1 500,00
1.10	MARMESSE : Localisation des eaux claires parasites : inspections nocturnes.	1 500,00
1.11	Rapport de phase 1 : synthèse des données existantes et validation des investigations de terrain pour la phase 2 de l'étude.	3 500,00
1.12	Reproduction des rapports de phase 1 (4 rapports)	300,00
1.13	Réunion de présentation de la phase 1.	600,00
	Sous-total phase 1	19 250,00
	Sous total phase 1 : CREANCEY	6 416,67
	Sous total phase 1 : ESSEY-LES-PONTS	6 416,67
	Sous total phase 1 : MARMESSE	6 416,67

Phase 2 : Investigations de terrain et scénarios potentiels		
2.1	Rapport de phase 2 : analyse des investigations de terrain, proposition d'un programme de travaux	3 500,00
2.2	Reproduction des rapports de phase 2 (4 rapports).	300,00
2.3	Réunion de présentation de la phase 2.	600,00
	Sous-total phase 2	4 400,00
	Sous total phase 2 : CREANCEY	1 466,67
	Sous total phase 2 : ESSEY-LES-PONTS	1 466,67
	Sous total phase 2 : MARMESSE	1 466,67
Phase 3 : Elaboration d'un programme hiérarchisé de travaux		
3.1	SDA et programme hiérarchisé de travaux, planification, impact sur le prix de l'eau	1 500,00
3.2	Reproduction des rapports de phase 3 (4 rapports)	300,00
3.3	Réunion de présentation de la phase 3	600,00
	Sous-total phase 3	2 400,00
	Sous total phase 3 : CREANCEY	800,00
	Sous total phase 3 : ESSEY-LES-PONTS	800,00
	Sous total phase 3 : TMARMESSE	800,00
	TOTAL phases 1, 2 et 3 (€ HT)	26 050,00
	Montant TVA (taux 20 %)	5 210,00
	TOTAL phases1, 2 et 3 (€ TTC)	31 260,00
	TOTAL phases 1,2 et 3 : CREANCEY (HT)	8 683,33
	TOTAL phases 1, 2 et 3 : ESSEY-LES-PONTS (HT)	8 683,33
	TOTAL phases 1, 2 et 3 : MARMESSE (HT)	8 683,33
	TOTAL phases 1, 2 et 3 :CREANCEY (TTC)	10 420,00
	TOTAL phases 1, 2 et 3 :ESSEY-LES-PONTS (TTC)	10 420,00
	TOTAL phases 1, 2 et 3 :MARMESSE (TTC)	10 420,00

Prestations relevant de prix unitaires :

Créancey

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	4	5 000,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	4	1 400,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop plein PR	forfait	950,00	0	0,00
5	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	4	2 200,00
6	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	1300	4 680,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20	300	360,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	45	9 000,00
	TOTAL CREANCEY € HT				22 640,00
	Montant TVA (taux 20 %)				4 528,00
	TOTAL CREANCEY € TTC				13 528,00

Essey-les-Ponts

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	4	5 000,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	4	1 400,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop-plein PR	forfait	950,00	0	0,00
6	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	4	2 200,00
7	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	1800	6 480,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20	0	0,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	85	17 000,00
TOTAL ESSEY-LES-PONTS € HT					32 080,00
Montant TVA (taux 20 %)					6 416,00
TOTAL ESSEY-LES-PONTS € TTC					38 496,00

Marmesse

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	2	2 500,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	2	700,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop-plein PR	forfait	950,00	0	0,00
6	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	2	1 100,00
7	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	600	2 160,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20		0,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	30	6 000,00
TOTAL MARMESSE € HT					12 460,00
Montant TVA (taux 20 %)					2 492,00
TOTAL MARMESSE € TTC					14 952,00

TOTAL

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	10	12 500,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	10	3 500,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop-plein PR	forfait	950,00	0	0,00
6	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	10	5 500,00
7	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	3700	13 320,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20	300	360,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	160	32 000,00
TOTAL € HT					67 180,00
Montant TVA (taux 20 %)					13 436,00
TOTAL € TTC					80 616,00

TOTAL phase 1, phase 2 et phase 3, avec investigations complémentaires		93 230,00
Montant TVA (taux 20 %)		18 646,00
TOTAL € TTC		111 876,00
	TOTAL CREANCEY y compris investigations complémentaires	31 323,33
	TOTAL ESSEY-LES-PONTS y compris investigations complémentaires	40 763,33
	TOTAL MARMESSE y compris investigations complémentaires	21 143,33

* : le prix unitaire appliqué pour la réalisation des enquêtes domiciliaires tient notamment compte des charges nécessaires à la réalisation de la réunion publique, des démarches préalables pour contacter les habitants, des enquêtes et des documents présentant le rendu des enquêtes

3-5. Financement

Au titre de la réalisation du schéma directeur d'assainissement, les aides financières peuvent provenir du Conseil départemental (CD) de Haute-Marne, du GIP Haute-Marne et de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN).

Les taux prévisionnels des différents financeurs publics sont détaillés ci-dessous :

- le Département de la Haute-Marne : 20%,
- GIP Haute-Marne : 10% (sous réserve de travaux)
- AESN : 50%

La collectivité peut espérer un montant de subvention de l'ordre de 80% pour cette étude.

IV. CONCLUSION

Après échanges entre les différentes parties, la solution retenue pour le lancement de l'opération d'assainissement des communes associées de Châteauvillain, se compose de 2 étapes :

- étape 1 : diagnostics des réseaux, actualisation des scénarios et finalisation du zonage (environ 6 mois si étude lancée en période de nappe haute),
- étape 2 : maîtrise d'œuvre et travaux (environ 2 ans jusqu'à réception des travaux).

La direction de l'environnement et de l'ingénierie du territoire du Conseil départemental pourra assister la collectivité dans le cadre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le recrutement de prestataires (AMO) et le suivi administratif du marché d'études SDA.

Dressé par le technicien assainissement

Alexandre MICHAUD

le 21/10/2020



Visé par le responsable du bureau d'études

Lucien HERRMANN

le 26/10/2020





Commune de **LAFERTE SUR AUBE**

Maitrise d'œuvre pour la réhabilitation du réseau d'assainissement et la construction d'une STEP

Compte-rendu de la réunion de présentation des Etudes Préliminaires du 07/04/2021

Fonction	Nom	Adresse	Représentant	Téléphone	Courriel	(*)
Maître d'ouvrage : Commune de LAFERTE SUR AUBE		1, rue de Troyes 52120 Laferté-sur-Aube	Michel DEROUSSEN Maire	07.87.24.75.69.	deroussenmichel@gmail.com	P
			Jean CALVO 1 ^{er} adjoint	06.73.63.54.93.	Jean.calvo16@sfr.fr	P
			Frédérique MAURIZE Secrétariat mairie	03.25.02.78.58.	Mairie.laferte@orange.fr	P
Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Conseil Départemental 52 / SATE		Centre Administratif Départemental 4 cours Marcel Baron BP 509 52011 CHAUMONT Cedex	Alexandre MICHAUD	06.28.51.64.36	alexandre.michaud@haute-marne.fr	P
Maître d'œuvre SOLEST Environnement		16 rue Emile Simon 52000 CHAUMONT	Bruno IORFIDA	03.25.32.82.77 06.37.05.98.09	bruno.iorfida@solest-environnement.fr	P
			Océane RIGOLLOT			P
Partenaires techniques et financiers	DDT 52	82 rue du Cdt Hugueny 52903 Chaumont	Antoine BOURCELOT Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.40	antoine.bourcelot@haute-marne.gouv.fr	A
			Jérôme FORESTIER Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.41	jerome.forestier@haute-marne.gouv.fr	A
	AESN	Rue Chaussée du Port 51000 CHALONS-EN- CHAMPAGNE	Nicolas RASSEL		RASSEL.nicolas@aesn.fr	P

(*) P = Présent ; A = Absent ; E = Excusé ; NC = Non convoqué ; R = représenté
Diffusion du compte-rendu à toutes les personnes citées ci-dessus.

Remise en contexte de l'étude

- Etude du schéma d'assainissement réalisé en 2016/2017
- Réseau unitaire existant exclusivement,
- Canalisations dans un état globalement moyen,
- Rejet des effluents du réseau réparti en 5 exutoires dans l'Aube (soit directement soit par l'intermédiaire d'un canal de dérivation)
- Pas de dispositif de traitement

Mode de collecte des eaux usées

- Le scénario « réutilisation du réseau unitaire quand cela est possible et création d'un réseau séparatif pour le reste du village » semble la solution technico-économique la plus adaptée.
 - ⇒ Ainsi, on aboutit à une solution mixte collecte partiellement unitaire et séparative.

Procédé de traitement des eaux usées

- Solution « Lagunage » = emprise foncière importante
A Laferté sur Aube : terrain inondable ou pentu
- Solution « Filtre planté de roseaux » = emprise foncière moindre/lagunage
Solution adaptée au terrain pentu
 - ⇒ Le filtre planté de roseaux semble être la solution la mieux adaptée au contexte communal
- L'acquisition du terrain pour l'implantation du site de traitement est en cours.

Etude géotechnique

- Terrain globalement argilo-marneux avec présence localisée de blocs calcaires à plus ou moins forte profondeur en fonction des secteurs dans le village.
- Le point sera fait plus en détail lors de la phase suivante (AVP) sur les secteurs localisés dans les zones avec présence de sol rocheux.

Inspection nocturne

- Lors du SDA, seule une inspection de jour avait eu lieu car les conditions de nappes hautes n'étaient pas réunies.
 - ⇒ En février dernier, les conditions de nappes hautes étant réunies, l'inspection nocturne, a pu être réalisée et a permis de valider l'absence d'Eaux Claires Parasites (ECP) dans le réseau.

Programme de travaux

- Réseau en bon état = réseau conservé : **1195 ml**
- Réseau avec défauts mineurs = réseau réhabilité sans tranchée : **725 ml**
- Réseau avec défauts importants ou ne pouvant être conservé pour la collecte d'EU brutes = réseau remplacé : **440 ml**
- Absence de réseau = création de réseaux séparatifs : **2125 ml** dont **700 ml** sous voirie départementale

A noter que la voirie départementale est assez fréquentée et très étroite, ce qui va rendre les travaux plus compliqués/gestion de la circulation.

Poste de refoulement

2 postes de refoulement sont prévus :

- Poste de refoulement pour 100 EH : à l'intersection des rues de Villars, Pierre Champagne et du Général de Gaulle.
- Poste de refoulement pour 400 EH : rue du Général de Beurnonville afin de refouler les eaux usées vers la station de traitement.

Réseau de transfert

2 solutions ont été proposées :

- Synoptique 1 : refoulement de 700 ml avec une déclivité importante du terrain = nécessité de 2 pompes puissantes.
- Synoptique 2 : canalisation gravitaire du village jusqu'au bas du site de traitement puis refoulement.

Remarques :

- M.CALVO : attention à la zone inondable/positionnement du poste
- M.MICHAUD → à vérifier / carte des zones inondables
- M.CALVO fait remarquer qu'il sera plus difficile d'obtenir l'accord du propriétaire de la parcelle par rapport à la présence de regard au niveau du réseau de transfert avec une solution gravitaire.

Déversoirs d'orages

- Actuellement, aucun déversoir d'orages n'est présent, les effluents sont évacués vers la rivière directement.
- Initialement, 2 DO étaient prévus afin d'évacuer les EU très diluées dans l'Aube.
- Suite à l'étude, un 3^{ème} DO s'avère nécessaire (au croisement des rue du Moulin et rue Pierre Champagne) afin d'éviter une mise en charge rapide du réseau lors de fortes pluies.

Site de traitement

- Le terrain est adapté au projet communal.
- ⇒ La Police de l'Eau impose la réalisation d'un diagnostic « zones humides » dans le cadre du dossier Loi sur l'Eau (dossier réglementaire à établir au stade projet), le site de traitement étant localisé dans une zone à caractère « potentiel humide ».
- ⇒ A ce stade, l'emprise du terrain nécessaire pour l'implantation du site de traitement (6 200 m²) reste à valider suite aux résultats du diagnostic zones humides.

Travaux en domaine privé

- Une trentaine d'habitations n'a pas été enquêtée en 2016/2017 (majoritairement des habitations secondaires ou vacantes).
- ⇒ La question de la réalisation d'enquêtes parcellaires est posée pour ces habitations le MOE.

Observations :

- La commune souhaite réaliser ces enquêtes supplémentaires.
- Selon M. MICHAUX et RASSEL, il semble judicieux de réaliser ces enquêtes et de les raccrocher au financement de l'ensemble des prestations.
- ⇒ SOLEST ENVIRONNEMENT doit faire une offre dans ce sens au maître d'ouvrage.

Estimation du coût des travaux

- Le montant total des travaux est de 2 760 000 € HT.
- ⇒ Le coût en domaine privé pourrait évoluer suivant les résultats des enquêtes supplémentaires.

SolestEnvironnement -16 rue Émile Simon - 52 000 CHAUMONT

Tel:03.25.32.21.39 - Fax:03.25.32.62.40 - Mail : contact@solest-environnement.fr

Subventions

- Subventions jusqu'à 80 % en domaine public : CD52, DETR, AESN, et GIP.
- Forfait de l'AESN de 3000 € par branchement si c'est une opération groupée sous maîtrise d'ouvrage communale avec mutualisation des coûts entre propriétaires.
- L'ANC n'est pas subventionnée par l'AESN pour la commune. Cependant, des subventions sont possibles par CD52, DETR et GIP (à confirmer).

Choix à délibérer

Etude de 2016/2017 Choix validés par le MOA	Etude de 2020/2021 → Choix à valider/confirmer par le maître d'ouvrage
Réseau d'assainissement unitaire/séparatif	Collecte unitaire/séparative → À confirmer
/	Installation d'un 3 ^{ème} déversoir d'orages dans la rue du Moulin ou remplacement du réseau dans la rue du Moulin → À confirmer
/	Enquêtes parcellaires supplémentaires à réaliser ou non pour les habitations non enquêtées → À confirmer
Choix d'une station d'épuration de type filtres plantés de roseaux	Choix d'une station d'épuration de type filtres plantés de roseaux → À confirmer
Site de traitement pressenti	Nouveau site de traitement sur la route de Ville sous Laferté → À confirmer
Flux polluant de 400 EH	Flux polluant de 400 EH → À confirmer

Observations

- M.MICHAUD propose de prendre une délibération au prochain conseil municipal de l'application d'une redevance assainissement à mettre en place progressivement à partir de janvier 2022.
- M.RASSEL rappelle que dans le cadre de travaux, la future EPCI qui portera la compétence assainissement dans les années à venir doit être consultée sur le projet en cours.
 - ⇒ **La Communauté de Communes des Trois Forêts devra être conviée pour les prochaines réunions.**
- Conseil municipal prévu le jeudi 08 avril 2021 :
 - ⇒ Délibération avec choix du maître d'ouvrage à transmettre au maître d'œuvre.
 - ⇒ Validation offre diagnostic « zone humide » et offre « enquêtes parcellaires »

L'absence d'observations dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la transmission du compte-rendu sera réputée valoir approbation de son contenu

Le chargé d'études
B.IORFIDA





Commune de **LAFERTE SUR AUBE**

Maitrise d'œuvre pour la réhabilitation du réseau
d'assainissement et la construction d'une STEP

Compte-rendu de la réunion de présentation des Etudes Préliminaires du 07/09/2021

Fonction	Nom	Adresse	Représentant	Téléphone	Courriel	(*)
Maître d'ouvrage : Commune de LAFERTE SUR AUBE		1, rue de Troyes 52120 Laferté-sur-Aube	Michel DEROUSSEN Maire	07.87.24.75.69.	deroussenmichel@gmail.com	P
			Jean CALVO 1 ^{er} adjoint	06.73.63.54.93.	Jean.calvo16@sfr.fr	P
			Daniel CHERON 2 ^{ème} adjoint	-	-	P
			Frédérique MAURIZE Secrétariat mairie	03.25.02.78.58.	Mairie.laferte@orange.fr	P
Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Conseil Départemental 52 / SATE		Centre Administratif Départemental 4 cours Marcel Baron BP 509 52011 CHAUMONT Cedex	Alexandre MICHAUD	06.28.51.64.36	alexandre.michaud@haute-marne.fr	P
Maître d'œuvre SOLEST Environnement		16 rue Emile Simon 52000 CHAUMONT	Bruno IORFIDA	03.25.32.82.77 06.37.05.98.09	bruno.iorfida@solest-environnement.fr	P
			Océane RIGOLLOT			-
Partenaires techniques et financiers	DDT 52	82 rue du Cdt Hugueny 52903 Chaumont	Antoine BOURCELOT Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.40	antoine.bourcelot@haute-marne.gouv.fr	P
			Jérôme FORESTIER Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.41	jerome.forestier@haute-marne.gouv.fr	-
	AESN	Rue Chaussée du Port 51000 CHALONS-EN- CHAMPAGNE	Nicolas RASSEL		RASSEL.nicolas@aesn.fr	E

(*) P = Présent ; A = Absent ; E = Excusé ; NC = Non convoqué ; R = représenté
Diffusion du compte-rendu à toutes les personnes citées ci-dessus.

Remise en contexte de l'étude

- Etude du schéma d'assainissement réalisé en 2016/2017
- Réseau unitaire existant exclusivement,
- Canalisations dans un état globalement moyen,
- Rejet des effluents du réseau réparti en 5 exutoires dans l'Aube (soit directement soit par l'intermédiaire d'un canal de dérivation)
- Pas de dispositif de traitement

Mode de collecte des eaux usées

- Solution mixte de collecte partiellement unitaire et séparative.

Poste de refoulement

2 postes de refoulement sont prévus :

- Poste de refoulement pour 100 EH : à l'intersection des rues de Villars, Pierre Champagne et du Général de Gaulle.
- Poste de refoulement pour 400 EH : rue du Général de Beurnonville afin de refouler les eaux usées vers la station de traitement.

Réseau de transfert

2 solutions ont été proposées comme au stade Etudes préliminaires.

- Refoulement de 700 ml avec une déclivité importante du terrain = nécessité de 2 pompes puissantes.
- Réseau gravitaire du village jusqu'au bas du site de traitement puis refoulement.

M. Iorfida indique que la solution gravitaire semble plus intéressante (moins de refoulement) même si elle présente moins de garanties d'étanchéité dans le temps.

De plus, M. Iorfida indique que le trop plein du poste de refoulement sera rejeté dans l'Aube en aval du périmètre de protection de captage à proximité de la STEP soit directement soit si possible par l'intermédiaire du fossé végétalisé qui sera créé. M. Bourcelot indique que c'est un élément important à prendre en compte dans le choix et que c'est un plus au niveau sanitaire et environnemental.

La commune doit délibérer sur le choix retenu.

Déversoirs d'orages

Actuellement, aucun déversoir d'orages (DO) n'est présent, les effluents sont évacués vers la rivière directement.

La collecte du futur réseau étant partiellement unitaire, il est donc nécessaire d'installer des DO mais le maître d'œuvre indique que moins il y en a, mieux c'est car ce sont des ouvrages difficiles à dimensionner et surtout leur entretien doit être régulier pour éviter des débordements d'effluents au milieu naturel ou de surcharger la station.

Initialement, 2 DO (DO1 et DO2) étaient prévus afin d'évacuer les EU très diluées dans l'Aube qui sont impératifs de par leur localisation.

- Au stade EP, un 3ème DO (DO3) a été prévu (au croisement des rue du Moulin et rue Pierre Champagne) afin d'éviter une mise en charge rapide du réseau lors de fortes pluies.

Une variante a été proposée par le maître d'œuvre pour éviter ce DO n°3 mais elle est moins intéressante car elle suppose de remplacer le réseau (par une canalisation de diamètre plus important) dans le haut de la rue du Moulin où il est en bon état.

→ Au stade AVP, un quatrième DO (DO4) a été prévu pour la rue de la Maladière pour remplacer un ouvrage de délestage obsolète.

Une variante a été proposée pour éviter ce DO4 et consisterait à poser un réseau unitaire uniquement pour les eaux usées et les eaux pluviales des toitures (et très partiellement les voiries) mais qui permettrait d'éviter de collecter les eaux pluviales de la rue de la Maladière et du fossé de bord de route en amont de la rue.

La commune doit délibérer sur le choix retenu.

Traversée de l'Aube

→ La traversée de l'Aube au bas du village en venant de Montigny sur Aube est prévue avec une méthode traditionnelle ((au niveau du lit du canal).

La canalisation étant à cet endroit considérée comme un bief, sa traversée devrait être acceptée par la police de l'Eau d'après M. Bourcelot.

Le maître d'œuvre doit se rapprocher du service de la DDT pour en avoir confirmation.

La commune doit contacter dès à présent :

- le particulier concerné par le passage de la canalisation (qui passe en partie sur son terrain) pour formaliser un accord (ou au minimum préaccord dans un premier temps).
- le propriétaire du canal pour la traversée pour formaliser également un accord (ou au minimum préaccord dans un premier temps).

Site de traitement

→ Le terrain est adapté au projet communal.

→ Le diagnostic « zones humides » dans le cadre du dossier Loi sur l'Eau (dossier réglementaire à établir au stade projet) a été réalisé et en cours de finalisation.

Pas de zone humide recensée ce qui permet de valider l'emprise du terrain nécessaire pour l'implantation du site de traitement (6 200 m²) afin que la commune puisse entreprendre les formalités pour acquérir le terrain avec le propriétaire.

Géomètre qui a réalisé le levé topographique à contacter par le maître d'œuvre pour bornage du terrain.

La commune doit confirmer au maître d'œuvre s'il sera possible de raccorder le site de traitement à partir de la station de pompage à proximité du site de traitement.

Travaux en domaine privé

→ Une trentaine d'habitations n'a pas été enquêtée en 2016/2017 (majoritairement des habitations secondaires ou vacantes).

Parmi elles, 14 habitations ont pu être enquêtées.

M. Bourcelot conseille au maître d'ouvrage de contacter les propriétaires avec accusé de réception.

M. Iorfida indique que s'ils ne se font pas enquêter à ce stade du projet, on ne pourra les raccrocher à l'opération par la suite.

Le maître d'œuvre doit transmettre la liste des enquêtes non réalisées à la commune.

Estimation du coût des travaux

→ Le montant total des travaux a été réévalué à la hausse (2 646 600 € HT) compte-tenu notamment de la hausse actuelle du prix des matériaux.

→ Le coût des travaux en domaine privé sera mis à jour après la réunion publique et les permanences en mairie.

Travaux sous voirie départementale

Le maitre d'œuvre doit se rapprocher du pôle technique du Conseil Départemental car d'après la commune des carottages seraient prévus prochainement sur la voirie afin de savoir si ceux-ci sont réalisés pour la recherche d'amiante.

Dans le cas contraire, un diagnostic devra être prévu (prestation supplémentaire avec consultation

Choix à délibérer par le maitre d'ouvrage

Installation d'un 3 ^{ème} déversoir d'orages (DO3) dans la rue du Moulin ou remplacement du réseau dans la rue du Moulin
→ Installation d'un 4 ^{ème} déversoir d'orages (DO4) à l'intersection des rues Tourne Feu, de la Maladière et Maugé ou création d'un réseau unitaire rue de la Maladière
→ Réseau de transfert : en refoulement (pose du poste rue de Beurnonville) ou en gravitaire (pose du poste au bas du site de traitement)

→ Le maitre d'œuvre a besoin de cette délibération pour finaliser le projet.

Divers

→ La Communauté de Communes des Trois Forêts a été incluse dans la liste des destinataires des rapports d'études et de comptes-rendus de réunion.

→ **La commune doit transmettre au maitre d'œuvre la délibération prise pour l'augmentation du prix de l'Eau.**

L'absence d'observations dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la transmission du compte-rendu sera réputée valoir approbation de son contenu

Le chargé d'études
B.IORFIDA





Commune de Laferté sur Aube

Oblét :

Étude du projet d'assainissement communal
d'assainissement préalable aux travaux
de mise en conformité à réaliser

LAFERTÉ SUR AUBE, le 30 octobre 2020

Madame, Monsieur,

Suite à l'étude du zonage d'assainissement (2016-2018), la municipalité de Laferté sur Aube poursuit son programme d'assainissement.

Il a été confié au bureau d'études **SOLEST-ENVIRONNEMENT** de Chaumont le soin de réaliser l'étude du projet d'assainissement de la commune avec l'objectif de réaliser des travaux en 2022 en domaine public et également en domaine privé (sous réserve d'accords de subventions).

En temps normal, une réunion publique d'information est généralement prévue dans la salle communale pour présenter aux habitants la nature des travaux à réaliser et répondre aux questions diverses.

Malheureusement avec la crise sanitaire que traverse le pays depuis de nombreux mois, les rassemblements publics qui étaient fortement limités sont aujourd'hui interdits pour plusieurs semaines voire plusieurs mois.

Nous nous efforcerons donc de vous informer le plus possible soit par courrier soit sur notre site internet (www.laferte-sur-aube52.fr).

Dans un premier temps, un géomètre (le cabinet **GEOMETRE-EXPERT**) doit passer courant novembre/décembre dans l'ensemble des rues du village et également dans toutes les propriétés privées (uniquement en extérieur) pour faire des relevés afin de pouvoir positionner précisément tous les ouvrages existant et à venir.

A la suite de cette intervention, le bureau d'études **SOLEST-ENVIRONNEMENT** mettra à jour les études parcellaires qui avaient été réalisées dans chaque habitation en 2017/2018. Nous pourrons ainsi vous transmettre un plan et un devis des travaux à réaliser dans votre propriété avec une convention à signer.

L'objectif de cette opération est d'obtenir le maximum de subventions pour pouvoir financer en grande partie les travaux. Elle vous sera présentée plus en détail l'année prochaine.

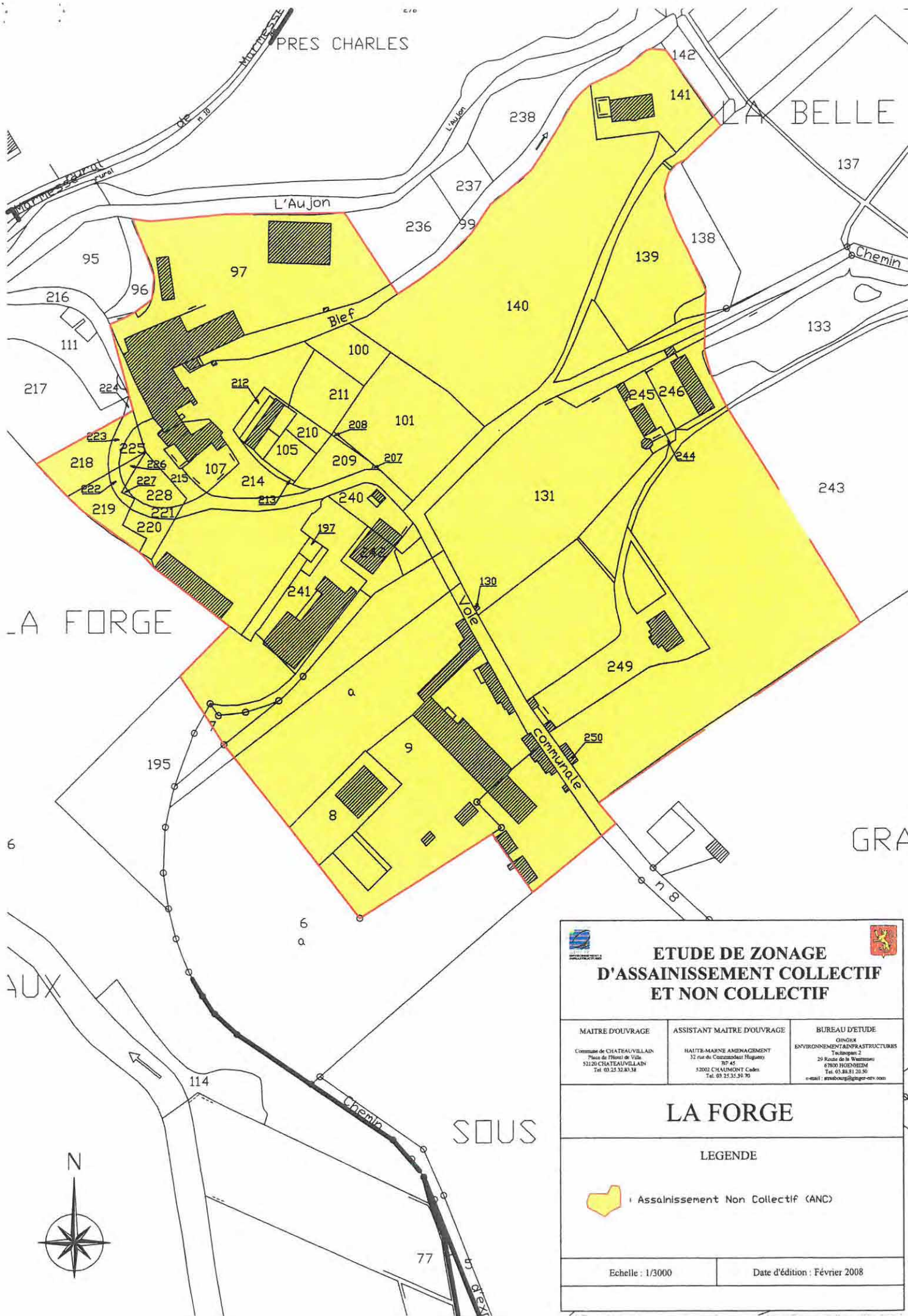
Vous remerciant par avance de votre participation, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de ma considération.

Le Maire
de Laferté sur Aube

Monsieur Michel Seroussen



Seroussen



 		
ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF		
MAITRE D'OUVRAGE Commune de CHATEAUVILLAIN Place de l'Hôtel de Ville 52120 CHATEAUVILLAIN Tel. 03 25 32 30 34	ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE HAUTE-MARNE AMENAGEMENT 32 rue du Comte d'Artois 52002 CHAUMONT Cedex Tel. 03 25 35 35 70	BUREAU D'ETUDE GINOR ENVIRONNEMENT & INFRASTRUCTURES Technoparc 2 20 Route de la Vierge 67000 HOERDRE Tel. 03 88 31 20 50 e-mail : aménagement@ginor-nancy.com
LA FORGE		
LEGENDE		
 Assainissement Non Collectif (ANC)		
Echelle : 1/3000	Date d'édition : Février 2008	



Date d'édition : Février 2008



Ni

SOUS LE

25

A

DERRIERE LE FOUR

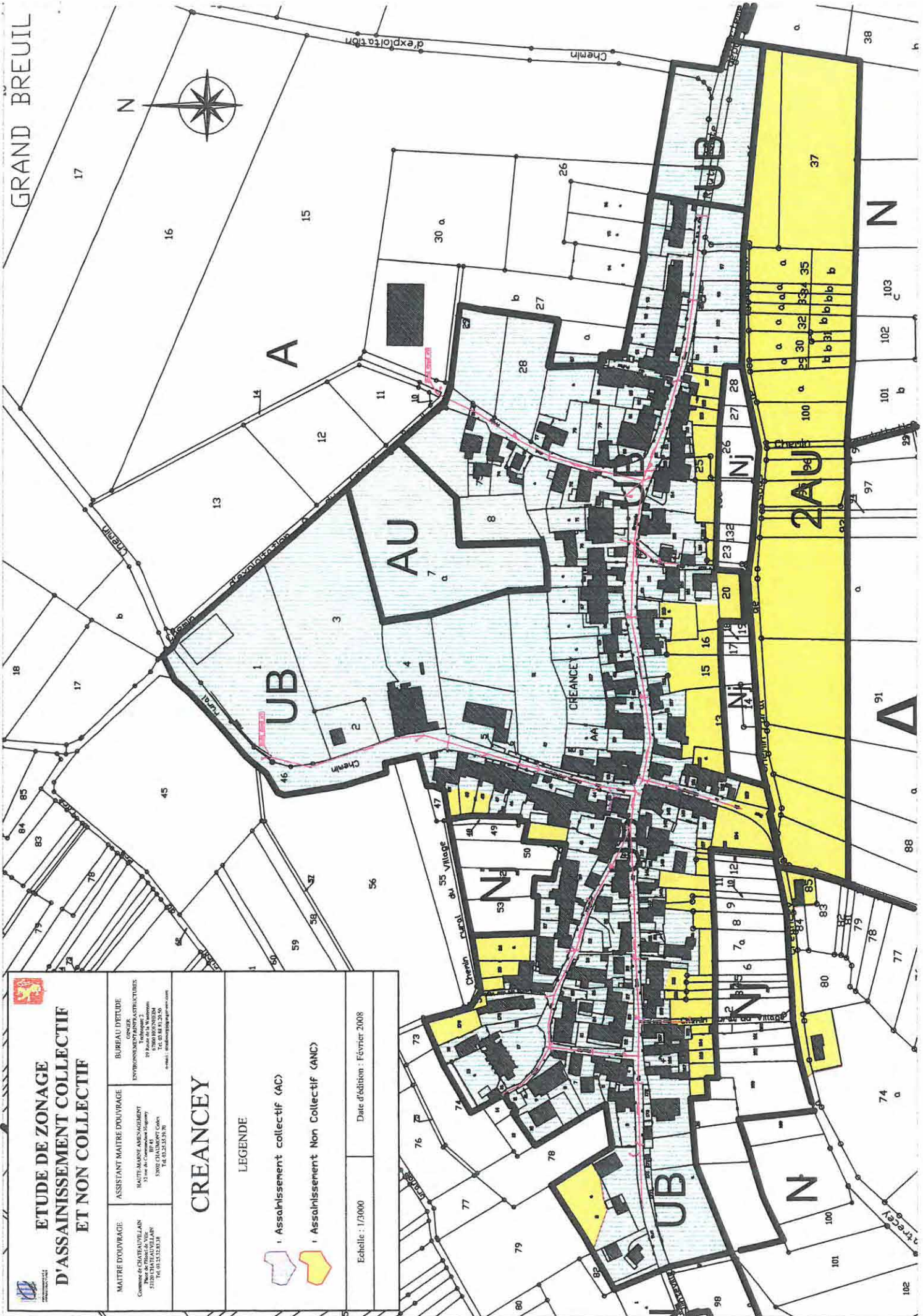
Ni

A²³

NI

17

90





**ETUDE DE ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
ET NON COLLECTIF**

MAITRE D'OUVRAGE Commune de CHÂTILLON-SUR-SEINE 51120 CHÂTILLON-SUR-SEINE Tél. 03 83 32 32 38	ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE HAUTE MARCHE ASSOCIATION BP 45 53000 HONFLEUR Tél. 03 84 81 28 50	BUREAU D'ETUDE ONISSE ENVIRONNEMENT INFRASTRUCTURES Technique 2 19 Rue de Commerce Interprie 53000 HONFLEUR Tél. 03 84 81 28 50
---	---	--

CREANCEY

LEGENDE

- Assainissement collectif (AC)
- Assainissement Non Collectif (ANC)

Echelle : 1/3000

Date d'édition : Février 2008



ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

MAITRE D'OUVRAGE

Commune de CHATEAUVILLAIN
Place de l'Hôtel de Ville
52120 CHATEAUVILLAIN
Tel. 03.25.32.83.38

ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE

HAUTE-MARNE AMENAGEMENT
32 rue du Commandant Hugueny
BP 45
52002 CHALMONT Cedex
Tel. 03.25.35.59.70

BUREAU D'ETUDE

GINGER
ENVIRONNEMENTAL/PLASTRUCTURES
Techniques 2
29 Route de la Wiessemu
47000 HONFAY
Tel. 03.88.81.26.50
e-mail : strasbourg@ginger-env.com

ESSEY-LES-PONTS

LEGENDE



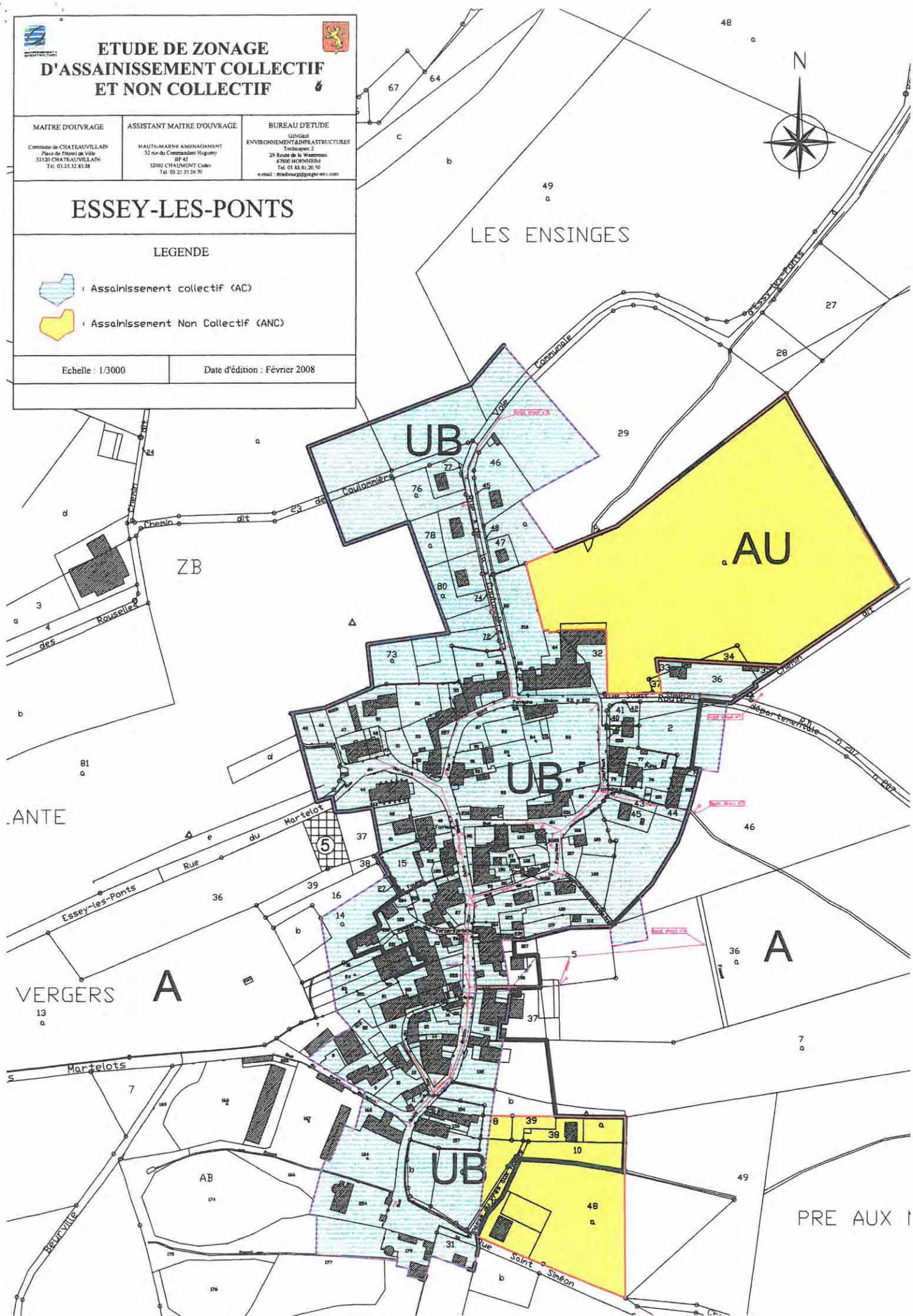
Assainissement collectif (AC)

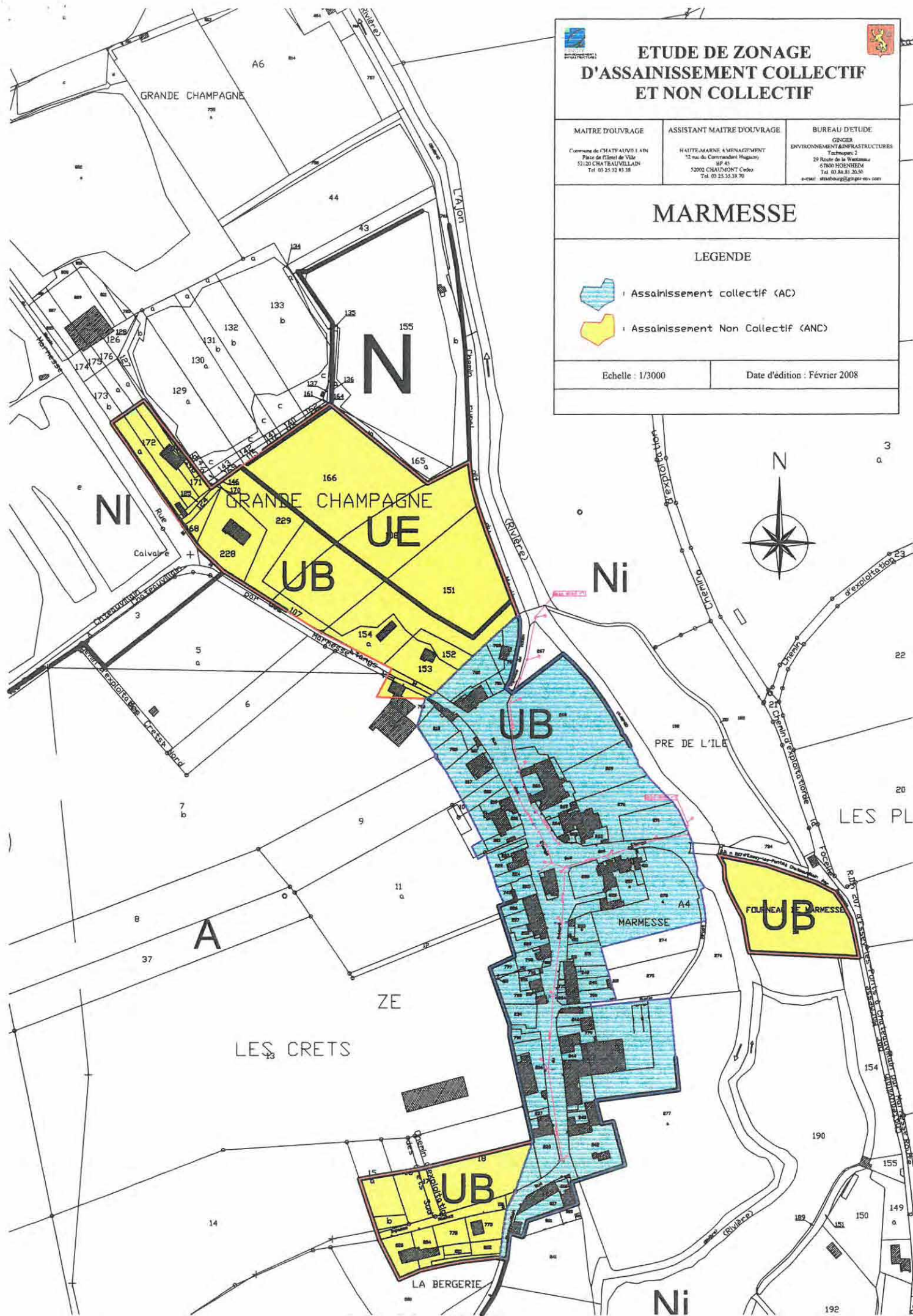


Assainissement Non Collectif (ANC)

Echelle : 1/3000

Date d'édition : Février 2008







ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

MAITRE D'OUVRAGE Commune de CHATEAUNEUF SUR LOIRE Place de l'Hotel de Ville 52120 CHATEAUVILLAIN Tel. 03 25 33 43 18	ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE HAUTE-MARNE AMENAGEMENT 12 rue du Commandant Huguenot 52000 CHATEAUNEUF CÉDEX Tel. 03 25 35 39 70	BUREAU D'ETUDE GNGER ENVIRONNEMENT/INFRASTRUCTURES Technique 2 29 Rue de la Vierge 67000 HOBENHEIM Tel. 03 88 81 20 50 g-ng@orange.fr
---	---	---

MARMESSE

LEGENDE

-  : Assainissement collectif (AC)
-  : Assainissement Non Collectif (ANC)

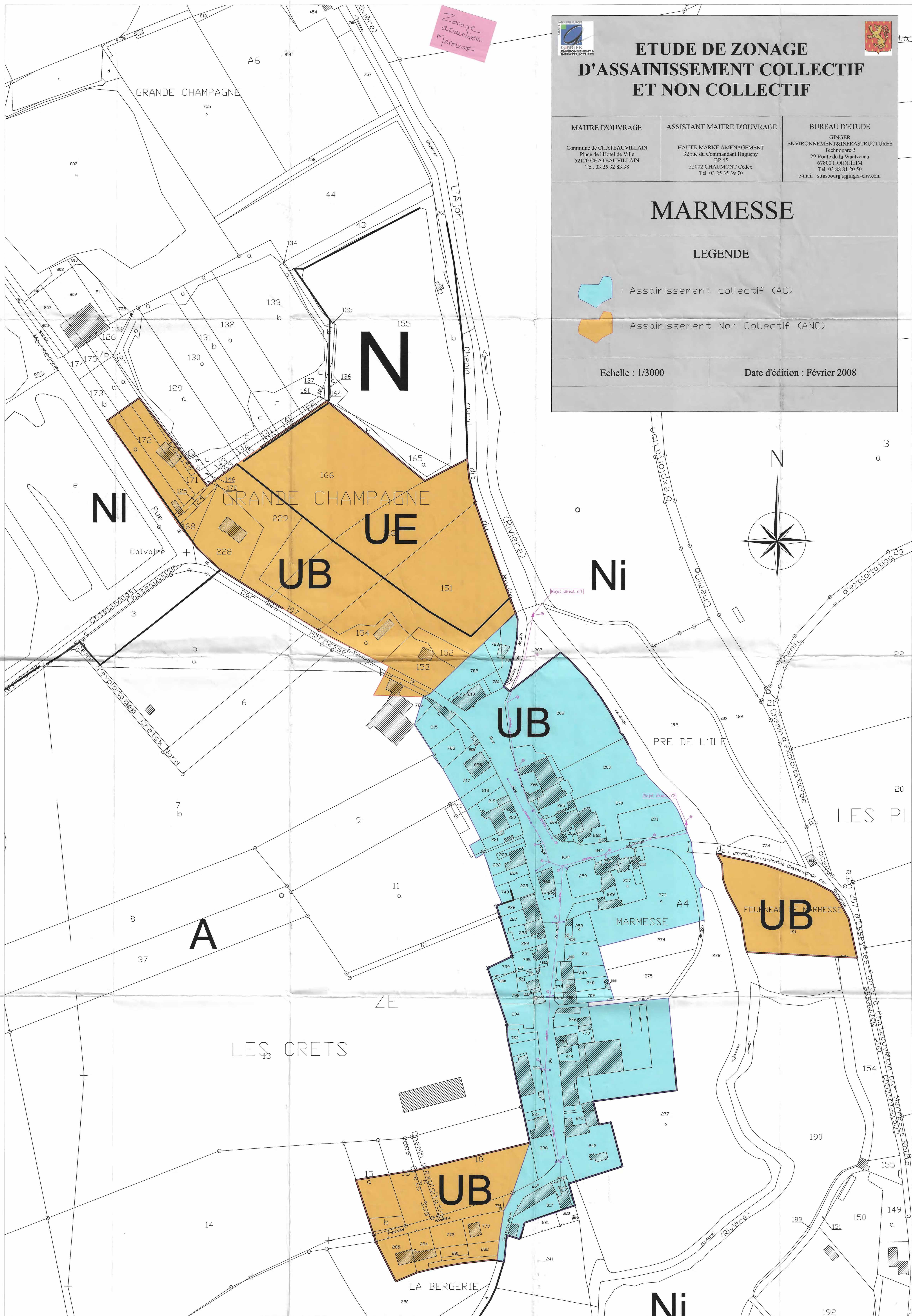
Echelle : 1/3000

Date d'édition : Février 2008

**COMMUNE DE
CHATEAUVILLAIN**

DRESSE LE : 22 /01/99	MISE A JOUR LE :	ECHELLE 1/2000
PAR : DIAG-ETUDES		ALT NORMALE - IGN 69







ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF



MAITRE D'OUVRAGE

Commune de CHATEAUFORT
Place de l'Hotel de Ville
52100 CHATEAUFORT
Tél. 03.25.32.83.38

ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE

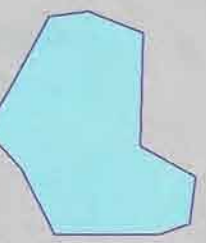
HAUTE-MARNE AMENAGEMENT
32 rue du Commandant Hugueny
52002 CHAILLONT Cedex
Tél. 03.25.35.39.70
e-mail : studio@hame-am.com

BUREAU D'ETUDE

GINGER
ENVIRONNEMENT/TRANSPORTS/STRUCTURES
Technique 2
29 Route de la Vallée
67000 HOENHEIM
Tél. 03.88.81.20.30
e-mail : studio@ginger-en.com

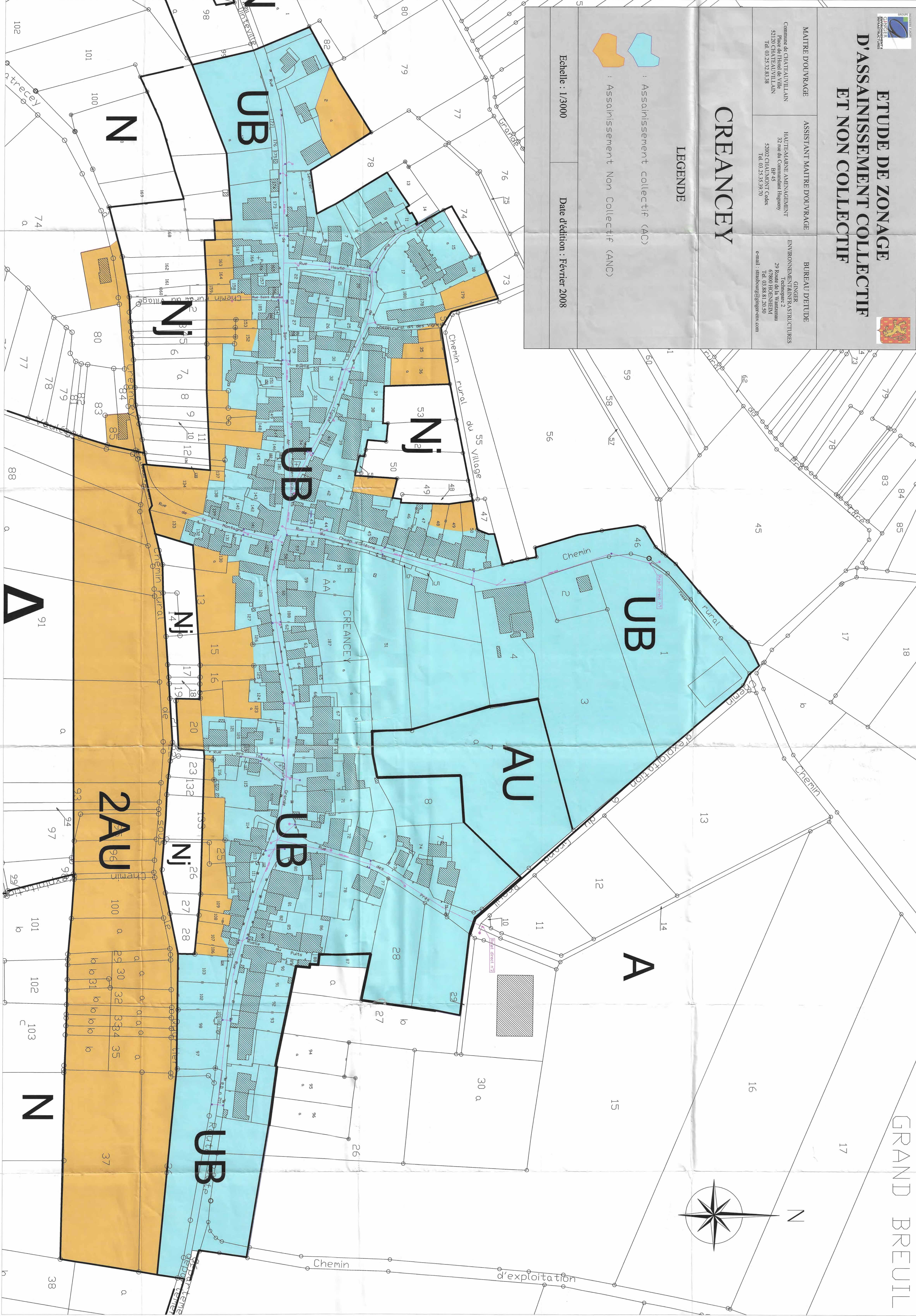
CREANCEY

LEGENDE

-  : Assainissement collectif (AC)
-  : Assainissement Non Collectif (ANC)

Echelle : 1/3000

Date d'édition : Février 2008



**COMMUNE DE
CHATEAUVILLAIN**

LEGENDE

..... FAUX NAMES
———— EASY GUESSES
———— RESISTANT UNKNOWNS
———— RECOGNIZED
NO PLACE NOT KNOWN
NT PLACE NOT KNOWN
□ DEPRESSION CHANCE
▨ ORILE
□ FORTUNE
□ CHIFFRE FORTUNE
■ NEXT NEXT NUMBER
● RECORD

DRESSE LE : 22 /01 /99	MISE A JOUR LE :	ECHELLE 1 /2000
PAR : DMG-ETUDES		ALTI NORMALE - IGN 69

OBSERVATIONS



Département de la Haute-Marne

COMMUNE
DE
DANCEVOIR

ETUDE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

CARTE DES SOLS

Echelle 1 / 5000

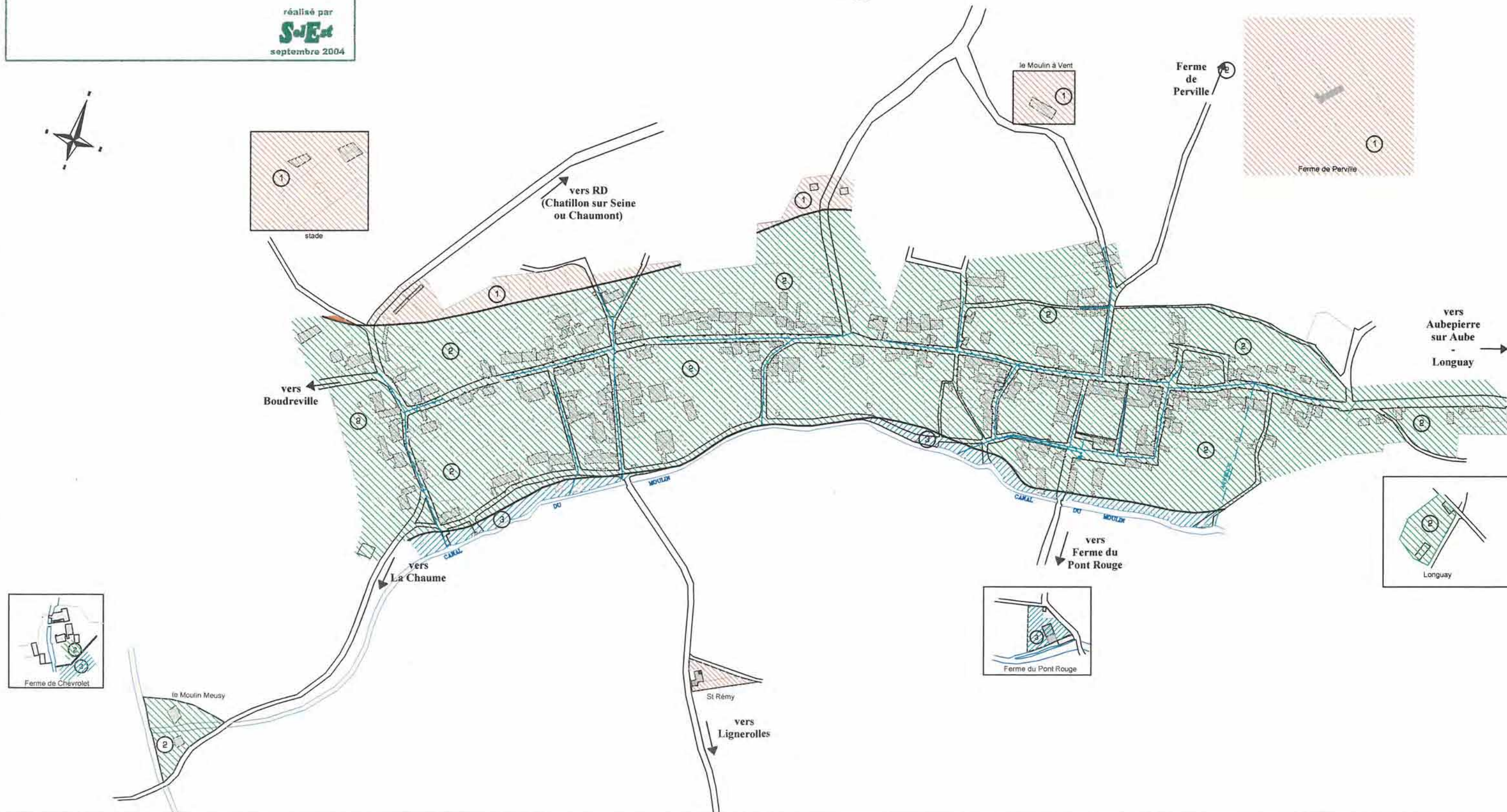
réalisé par
S+E
septembre 2004

Légende

Unités de sol	Aptitude à l'assainissement autonome	Filière préconisée	Filière de substitution
1 Sols cailouteux superficiels de plateau et rebord de plateau	Peu favorable	Filtre à sable vertical non drainé	Terre d'infiltration
2 Sols colluviaux de versant et de bas de versant	Peu favorable	Filtre à sable vertical non drainé	-
3 Sols alluviaux de fond de vallée	Défavorable	Terre d'infiltration (en dehors de la zone inondable)	Filtre à sable vertical non drainé sur remblai

— Limites pédologiques supposées

1 Type de sol



Département de la Haute-Marne

COMMUNE
DE
DANCEVOIR

PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Echelle 1 / 4000

**Délimitation des zones d'assainissement collectif
et des zones d'assainissement non-collectif**
*conformément à l'article L 2 224-10
du Code général des Collectivités territoriales
(article 35 de la Loi sur l'Eau)*

réalisé par
SWE
septembre 2004



vers RD
atillon sur Seine
u Chaumont)

Le Moulin à Vent

**Ferme
de
Perville**

Ferme de Perville

vers
Aubepierre
sur Aube
-
Longuay

vers 
Boudreville

Commerc
matériel
agricole
Voillemin

Garage

vers
a Chaume

Ferme du Pont Rouge

St-Rémy

vers
Lignerolles

Légende :

Résidences principales

Résidences secondaires

Habitations en projet

Habitations sans WC ni SDB

Activités économiques

Bâtiments communaux



Longuay

le Moulin Meusy



Direction
Départementale
de l'Équipement,
du Transport,
des Infrastructures,
de l'Aménagement
et de l'Assainissement
M. CHEVALLIER
P. GIRARD

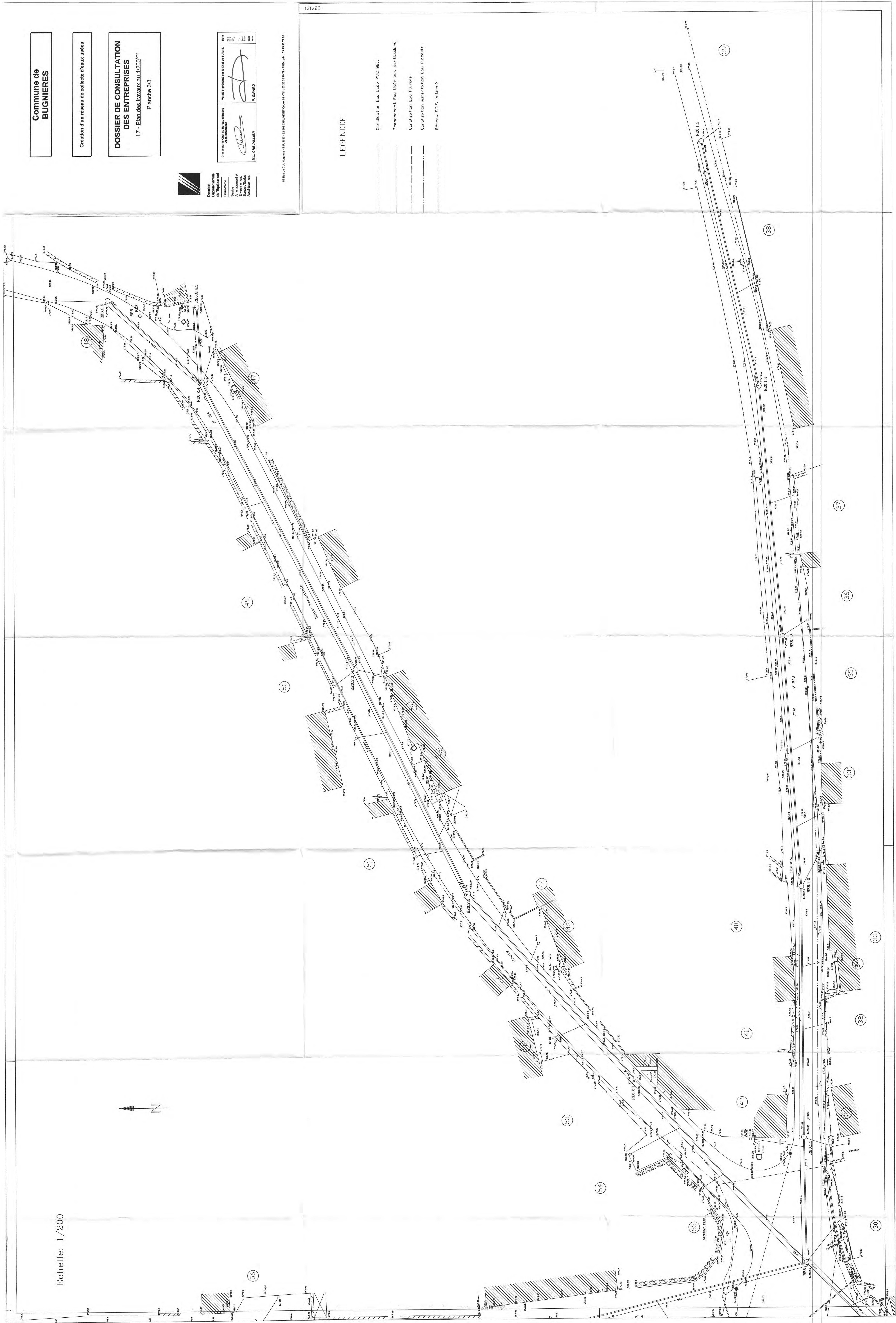
Date
10 FEB 2017
Validé et présenté par le Chef de S.A.M.C.
Assainissement
M. CHEVALLIER
P. GIRARD

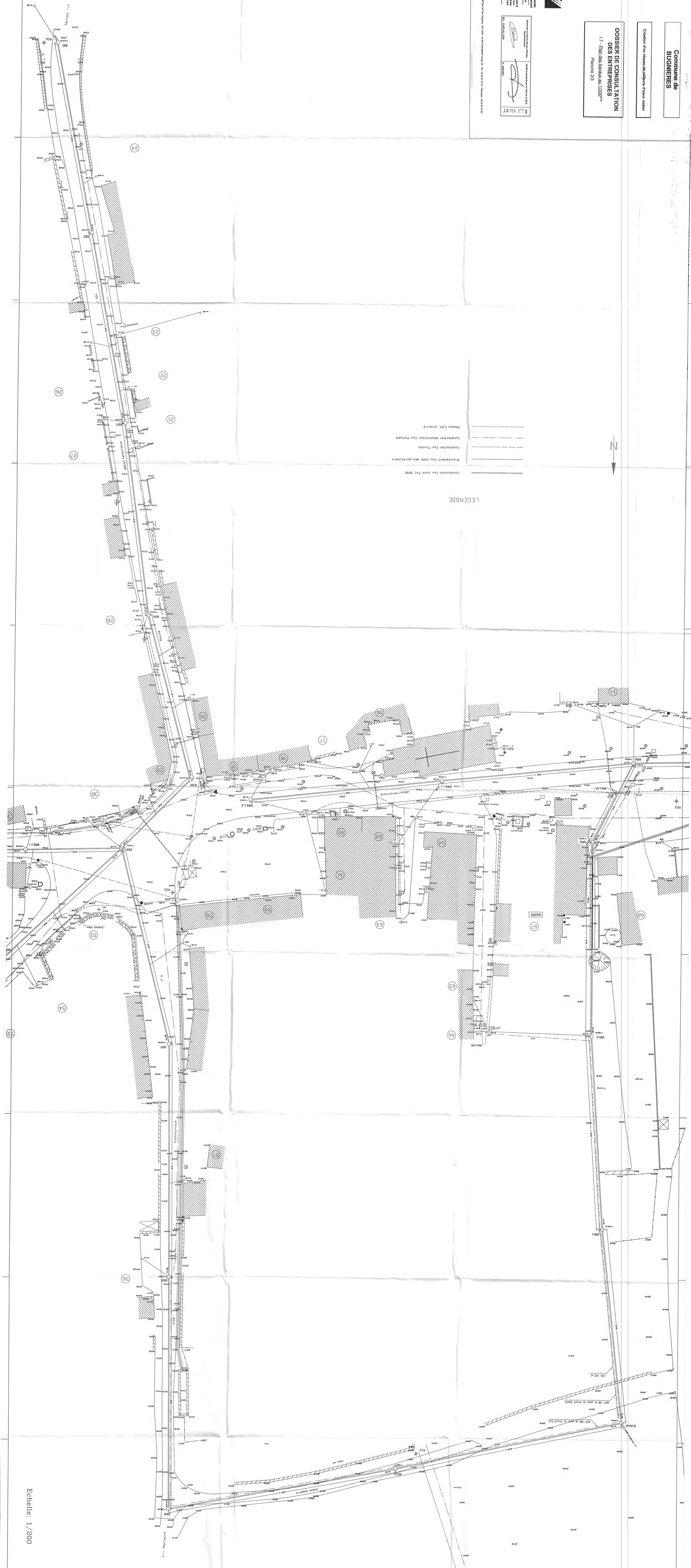
87 Rue de Cde, Ingénieur - BP 2087 - 52 002 CHAMMONT Cedex 60 - Tél : 03 25 35 79 79 - Télécopie : 03 25 35 79 80

LEGENDE

- Canalisation Eau Usée PVC Ø200
- Branchement Eau Usée des particuliers
- Canalisation Eau Pluviale
- Canalisation Alimentation Eau Potable
- Réseau E.D.F. enterré

Echelle: 1/200







**DOSSIER DE CONSULTATION
DES ENTREPRISES**
1.7 - Plan des travaux au 1/200^{ème}
Planche 1/3

Nom et Prénoms Fonction Service Département Adresse Code postal Ville	Délivré par le Chef du Bureau d'Études Adm.	Vu et accepté par le Chef de l'AMLE  P. GIRARD	Date 10 FEV. 2000
---	--	--	----------------------

10239466 Coe, Hugueney - 6 P. 2019- 33 942 CHAMBERLAIN 06-7943 83 355 385 79 - Y66 couple 1 23 23 30 79 83



Commune
de
BUGNIÈRES

PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Fond cadastral
Echelle 1/1 000

**Délimitation des zones d'assainissement collectif
et des zones d'assainissement non collectif**
*conformément à l'article L. 2 224-10
du Code général des Collectivités territoriales
(Article 35 de la Loi sur l'eau)*

réalisé par
SoiEst
Décembre 2001

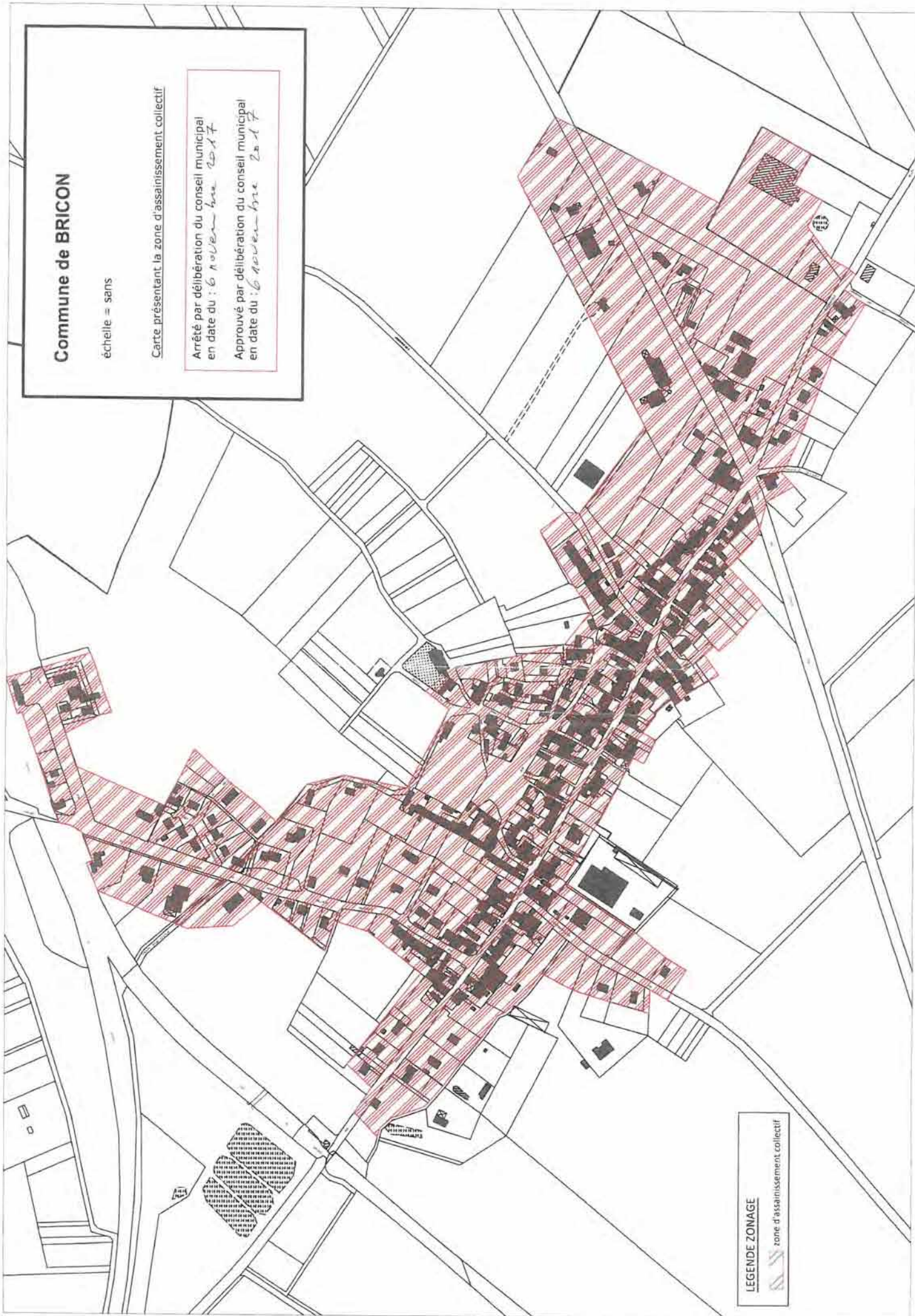
Commune de BRICON

échelle = sans

Carte présentant la zone d'assainissement collectif

Arrêté par délibération du conseil municipal
en date du : 6 novembre 2017

Approuvé par délibération du conseil municipal
en date du : 6 novembre 2017



LEGENDE ZONAGE

zone d'assainissement collectif

République Française

Département de la Haute-Marne

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Bricon

SEANCE DU 06 NOVEMBRE 2017

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	8	8 + 1 pouvoir

Date de convocation
30 octobre 2017

Date d'affichage
30 octobre 2017

L'an deux mille dix-sept, le six novembre à vingt heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Franck DUHOUX**, maire.

Présents : **Brigitte BOURGEOIS, Gilles COLLIER, Christelle DEVITRY, Franck DUHOUX, Franck FABRE, Roger GALAN, Etienne HENRY, Jean-Claude PAPERIN.**

Absents : **Aline BIENAIME, Patrick CHECCHI.**

Représentés : **Adeline BICHOTTE par Christelle DEVITRY.**

Madame Christelle DEVITRY a été nommée secrétaire

Objet : Zonage d'assainissement - Validation de la zone retenue pour réaliser le dossier de zonage

N° de délibération : 031_2017

Suite au report de la décision lors du conseil municipal du 12 octobre 2017, et après la réunion de travail du 17 octobre 2017 avec les différents organismes et prestataires, monsieur le Maire présente au conseil le plan de zonage d'assainissement modifié suivant ses remarques.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré valide à l'unanimité la zone retenue pour réaliser le dossier de zonage, dans le cadre du scénario 1 qui lui avait été précédemment été proposé (Scénario 1 : respect du caractère strict du réseau séparatif séparation des eaux pluviales des eaux usées. déconnexion des organes de prétraitement type fosse septique ou bac à graisses raccordement au réseau de l'ensemble des eaux usées d'une habitation).

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Le maire, **Franck DUHOUX**

le Maire



Franck DUHOUX

Ce document a été signé électroniquement
sous sa forme originale le 21/11/2017 à 19:48:10
Référence : 180e8874db89fac7be1d4d11a0bb6d39b1c38f5

République Française

Département de la Haute-Marne

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Bricon

SEANCE DU 19 JUIN 2018

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	7	7 + 2 pouvoirs

Date de convocation 13 juin 2018

Date d'affichage 14 juin 2018

L'an deux mille dix-huit, le dix-neuf juin à vingt heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Franck DUHOUX**, maire.

Présents : **Brigitte BOURGEOIS, Patrick CHECCHI, Gilles COLLIER, Christelle DEVITRY, Franck DUHOUX, Franck FABRE, Jean-Claude PAPERIN.**

Absents : **Aline BIENAIME, Etienne HENRY.**

Représentés : **Adeline BICHOTTE par Christelle DEVITRY, Roger GALAN par Gilles COLLIER.**

Madame Christelle DEVITRY a été nommée secrétaire

Objet : Approbation du plan de zonage de l'assainissement

N° de délibération : 2018_018

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-8, L. 2224-10 et R. 2224-7 à R. 2224-9

Vu le du code de l'environnement, et notamment les articles R.123-23 à R.123-6

Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 2017 proposant le plan de zonage de l'assainissement ;

Vu l'arrêté municipal du 6 février 2018 soumettant le plan de zonage de l'assainissement à l'enquête publique ;

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur (avis favorable avec une recommandation) ;

Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente.

- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.10 et R 123.12 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux.

- dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :

- à la mairie de Bricon aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.
- à la Préfecture de Haute-Marne.

- dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Réception au contrôle de légalité le 26/06/2018 à 08:14:02

Référence technique : 052-215200536-20180619-2018_018-DE

Affiché le 26/06/2018 - Certifié exécutoire le 26/06/2018

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Le maire, Franck DUHOUX

le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'F' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Franck DUHOUX

Ce document a été signé électroniquement.
sous sa forme originale le 26/06/2018 à 07:59:49
Référence : 69999d2c75ff5cfe44cb6e9b4d080aaa7cf73ffb